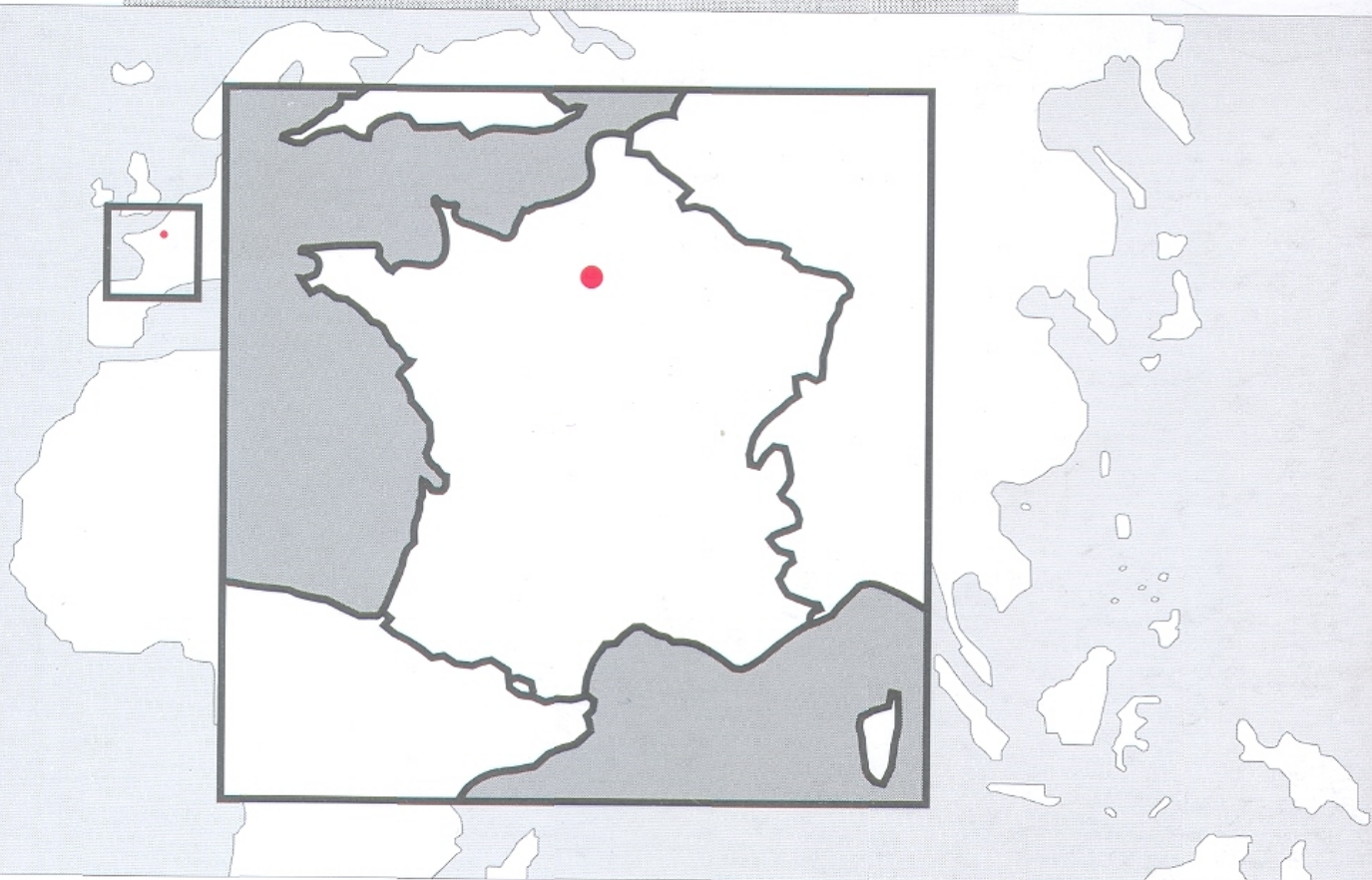


*Le Front national en
Bretagne occidentale*

Sociologie politique et géographique locale du
vote FN



Jean-Luc Richard



CENTRE D'ÉTUDE DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE

FNSP



CNRS

*Le Front national en
Bretagne occidentale*

**Sociologie politique et géographie locale du
vote FN**



Jean-Luc Richard

Septembre 1999

Le Front national en Bretagne occidentale

INTRODUCTION.....	3
IMPLANTATION ET GEOGRAPHIE DU VOTE FRONT NATIONAL.....	11
<i>L'étranger absent.....</i>	<i>16</i>
<i>Le FN en zone urbaine: le cas de l'agglomération brestoise</i>	<i>26</i>
<i>Sur la côte.....</i>	<i>36</i>
<i>Insularité et vote Le Pen</i>	<i>47</i>
<i>Loin des sacristies.....</i>	<i>50</i>
<i>Loin du communisme.....</i>	<i>56</i>
<i>Front national, agriculture et vote de Villiers</i>	<i>66</i>
LES RAISONS DE LA FAIBLESSE	86
<i>La famille, un des creusets des pays du Finistère</i>	<i>87</i>
<i>La Bretagne féminine.....</i>	<i>114</i>
<i>Mettre le vote FN en équation.....</i>	<i>126</i>
CONCLUSION	136
ANNEXES	143

INTRODUCTION

L'objet de ce volume¹ est de fournir une analyse électorale de l'implantation du Front national (FN) en Bretagne s'inscrivant dans les réflexions autour des modèles macro-sociologiques explicatifs du vote d'extrême droite. Derrière l'apparent caractère localiste de cette étude, réside la volonté de proposer une analyse d'un comportement politique particulier (le vote Front national entre 1983 et 1998) dans le contexte plus général de l'interaction entre les contextes sociaux et des stratégies individuelles plus ou moins raisonnées. Cette démarche n'est pas en elle-même originale, mais le cadre des références appelées dans l'analyse diffère de celles souvent utilisées dans les modèles de sociologie et de géographie électorales.

Les dernières élections législatives (1997) et régionales (1998) ont été caractérisées par une nouvelle progression du Front national dans le pays (TABLEAU 1, page 4). Il convient de rappeler la faiblesse des résultats obtenus en Bretagne: 7,7 % des suffrages exprimés en 1997 (CARTE 1, page 9), et 8,2 % en 1998. Ces chiffres traduisent une stagnation par rapport à ceux des scrutins précédents équivalents, en raison de l'évolution des scores dans la moitié ouest de la région, la Basse-Bretagne, naguère totalement bretonnante (Breizh Izel). Au niveau national, le lien entre la question de

¹ Ce volume constitue la version actualisée et remaniée d'une partie de l'étude *Le Front national dans le Finistère* réalisée à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et citée in SOUDAIS Michel, *Le Front national en face*, Flammarion, 1996, p. 109.

Le Front national en Bretagne occidentale

l'immigration étrangère et l'ampleur départementale du vote Le Pen est connu de tous. Cette relation est indiscutable. Le refus de l'acceptation de la présence d'immigrés en France est un facteur déterminant des comportements électoraux individuels en faveur du FN et de J.M. Le Pen².

TABLEAU 1 : SCORE DU FN DANS LE FINISTERE ET EN FRANCE DE 1984 A 1998

Date du Scrutin	Nature du scrutin	Résultat département		Résultat national		Différence Fin. - Fran.	Indice % Fin / % Fran
		Finistère	suffrages	France	suffrages		
Juin 1984	Européennes	6,65%	22193	10,98%	2210334	-4,33%	0,61
Mars 1985	Cantoniales	5,90%	12882	8,67%	1016398*	-2,77%	0,68
Mars 1986	Législatives	5,72%	26816	9,72%	2705336	-4,00%	0,59
Mars 1986	Régionales	5,04%	23653	9,56%	2658500	-4,52%	0,53
Avril 1988	Présidentielle	9,92%	50137	14,38%	4349783	-4,46%	0,69
Juin 1988	Législatives	4,94%	20629	9,65%	2359528	-4,71%	0,51
Sept 1988	Cantoniales	3,22%	4831**	5,24%	476735	-2,18%	0,60
Juin 1989	Européennes	8,05%	24051	11,73%	2128589	-3,68%	0,69
Mars 1992	Cantoniales	7,32%	15788	12,18%	1530094	-4,86%	0,60
Mars 1992	Régionales	8,69%	35513	13,90%	3396141	-5,21%	0,63
Mars 1993	Législatives	7,50%	29164	12,52%	3158843	-5,02%	0,60
Mars 1994	Cantoniales	5,12%	9636	9,84%	1054520	-4,72%	0,52
Juin 1994	Européennes	6,38%	19207	10,51%	2049634	-4,13%	0,61
Avril 1995	Présidentielle	9,20%	45911	15,00%	4570838	-5,80%	0,61
Mai 1997	Législatives	8,07%	33036	15,05%	3797562	-6,98%	0,54
Mars 1998	Cantoniales	7,61%	14020	13,88%	1535868	-6,27%	0,55
Mars 1998	Régionales	7,72%	27799	15,27%	3270118	-7,55%	0,51

² PERRINEAU Pascal, *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Fayard, 1997, Paris.

**** Y compris dissidents et autres extrême droite (POE, Fédération royaliste de Bretagne)**

Terre de forte tradition catholique, où les mouvements démocrate-chrétiens connurent une grande influence, la Basse-Bretagne, pays d'émigration massive et séculaire jusque dans les années soixante, n'a été que peu concernée, durant les dernières décennies, par l'arrivée de populations étrangères sur notre territoire national. D'ailleurs, la dénonciation de l'immigration, axe essentiel de l'argumentation lepéniste nationale, n'a pas joué, initialement, le rôle de plus petit commun dénominateur des programmes des différents candidats locaux du FN. Ainsi, un candidat à Brest en mars 1985, déclarait quelques jours avant un scrutin cantonal: *"Les immigrés ? Je n'ai rien contre puisqu'on les a fait venir"*³... Il obtint 8,7 % des voix dans le canton populaire de Brest-Lambézellec. Par contre, à la même date, un de ses collègues qui avait explicitement mentionné vouloir *"libérer progressivement le pays de la charge de six millions d'étrangers, alors qu'il y (avait) trois millions de chômeurs"*, n'obtenait que 3,0 % dans un canton du Finistère-Sud. Sept ans plus tard, un candidat FN dans le canton de Lannilis, déclarait, à propos de la Bretagne, *"elle ne connaît pas les inquiétudes nées de l'immigration incontrôlée"*⁴. En mars 1989, la lutte contre l'immigration et la défense de la préférence nationale n'apparaissaient qu'à la huitième page du programme municipal du FN à Brest, bien après la dénonciation d'une fiscalité locale trop lourde et des dépenses de prestige somptuaires, la volonté d'un

³ *Le Télégramme de Brest*, 02-03.03.1985. Nous utiliserons ensuite l'abréviation LT quand nous citerons ce quotidien régional en note de bas de page.

⁴ LT 18.02.1992.

"véritable désenclavement la Bretagne occidentale" et de "donner leur chance aux entreprises brestoises"" ou encore l'aide au "petit commerce et [à] l'artisanat".

On comprendra donc que le vote en faveur du Front national et de J.M. Le Pen doive aussi être analysé à partir des systèmes sociaux et politiques locaux⁵. Plusieurs recherches effectuées sur des zones géographiques très limitées l'ont montré. La première partie de cette étude mettra d'ailleurs l'accent sur la géographie de l'implantation du FN dans le Finistère. L'étude de cette géographie s'appuiera sur celle d'autres phénomènes sociaux et culturels qui nous ont semblé pouvoir jouer un rôle (urbanisation, faiblesse de la pratique religieuse, proximité du littoral, implantation d'autres formations politiques telles que le Parti communiste ou le mouvement de Philippe de Villiers). Pour ce qui concerne la Basse-Bretagne (ou Bretagne occidentale), *au niveau cantonal*, aucune liaison mécanique directe n'apparaît entre de nombreuses variables socio-économiques traditionnellement utilisées en sociologie électorale, citées ci-dessous, et le vote frontiste. Ainsi, il n'existe pas de corrélation simple très significative (positive ou négative) entre les scores cantonaux du FN et les variables suivantes:

- Proportion de retraités dans la population totale,
- Proportion d'agriculteurs dans la population active employée,

⁵ MAYER Nonna, "Le vote Front national au pluriel", *Le Banquet*, n° 10, 1997, p. 65-90. Fort logiquement, la plupart de ces analyses ont généralement privilégié l'étude d'entités comportant des zones où le vote FN était particulièrement élevé, voire majoritaire.

- Proportion d'ouvriers dans la population active employée,
- Proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active employée.

Dans l'ensemble des régressions linéaires simples effectuées, pour différents scrutins, y compris l'élection présidentielle d'avril 1995, la valeur absolue des coefficients de corrélation simple R était inférieure à 0,40). Peut-on alors expliquer les comportements électoraux ou quelles sont les zones de force électorale sans aucun recours aux variables lourdes (répartition par CSP, taux de chômage, par exemple) des modèles classiques et éprouvés de la sociologie politique et électorale ?

Les travaux présentés dans une seconde partie à prétention davantage démonstrative tendent à démontrer que l'évolution sociale des territoires, telle la montée du chômage, joue aussi un rôle. Le FN est devenu, en 1995, le premier parti pour lequel votent les chômeurs⁶. Les études locales qui s'inspirent de certaines méthodologies qui se sont récemment développées dans l'analyse macro-sociale des dynamiques politiques et des comportements électoraux sont trop rares. L'orientation de cette recherche est aussi le produit de la volonté de tester, à un niveau géographique fin, les modèles de sociologie électorale respectivement développés, à l'Institut national d'études démographiques, par Emmanuel Todd et Hervé Le Bras⁷,

⁶ PERRINEAU Pascal, "La dynamique du vote Le Pen: le poids du gaucholepénisme", p. 244-261, in PERRINEAU Pascal & YSMAL Colette, *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de Sciences Po, 1995, Paris.

⁷ LE BRAS Hervé & TODD Emmanuel, *L'invention de la France*, Hachette, 1981, Paris.

avec lequel des contacts ont été développés par l'auteur depuis quelques années dans le cadre de ces recherches sur l'extrême droite en France et sur l'immigration. Cette approche, souvent développée dans des publications "grand public" il est vrai⁸, peut fournir des représentations interprétatives éclairantes, comme celles sur le vote FN, expliqué à l'aune des densités de voisinage et des types de structure familiale⁹. Certaines interprétations rapprochant anomie sociale et vote pour le FN ont trouvé une validation dans les études locales, comme le soulignent Nonna Mayer et Pascal Perrineau¹⁰. Cependant, Hugues Lagrange et Sebastian Roché¹¹ ont vu à juste titre qu'une telle démarche porte aussi en elle les risques d'un réductionnisme sommaire qu'ils ont plutôt trouvé dans les travaux ultérieurs d'Emmanuel Todd¹². H. Le Bras a parfois cherché à tester la

⁸ TODD Emmanuel, "Comment la gauche en est arrivée là...", *Le Nouvel Observateur*, 1-7 avril 1993; LE BRAS Hervé, "Où naissent les lepénistes ?", *Le Nouvel Observateur* 4-10 avril 1986; "4,5 millions d'électeurs", *Différences*, n° 100, mars 1990; "Les illusions d'un scrutin", *Le Nouvel Observateur*, 25 mai 1995; "Une désorganisation profonde et durable de la société", *Libération*, 13 juin 1995; "Les mœurs sont de la politique froide", *L'Humanité*, 25 novembre 1995; "Notabilisé, le FN", *Libération*, 27 mai 1997.

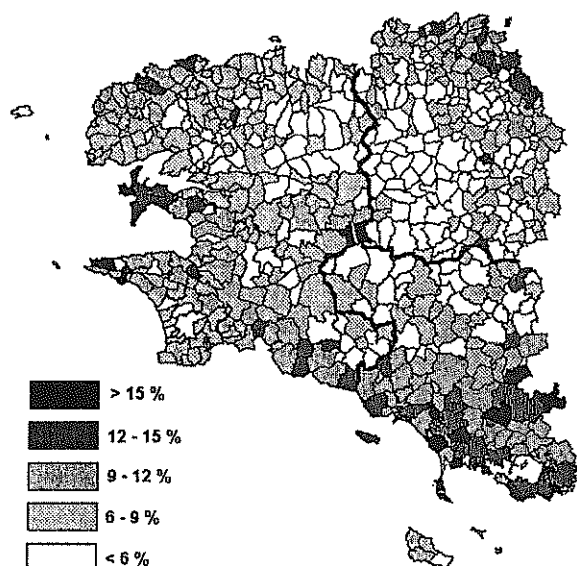
⁹ MAYER Nonna (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, L'Harmattan, 1997, Paris, p. 12.

¹⁰ MAYER Nonna & PERRINEAU Pascal (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de SciencesPo, 1996, Paris, p. 384 (p. 346 dans l'édition de 1989).

¹¹ LAGRANGE Hugues & ROCHE Sébastien, "Types familiaux et géographie politique en France", *Revue française de science politique*, XXXVIII, n° 6, 1988.

¹² TODD Emmanuel, *La nouvelle France*, Seuil, 1988, Paris.

CARTE 1: VOTE FRONT NATIONAL EN BASSE-BRETAGNE AUX
LEGISLATIVES DU 25 MAI 1997



— limites des départements (Finistère, et moitié Ouest des départements des Côtes d'Armor et du Morbihan).

valeur de son modèle au niveau local¹³, même de manière sommaire¹⁴, tout en l'ayant aussi inscrit dans un modèle général à prétention explicative

¹³ LE BRAS Hervé, "La métaphore interdite: Karl Marx et André Siegfried entre Histoire et géologie", MILO Serge & BOUREAU Alain, *Alter histoire. Essais d'histoire expérimentale*, Les Belles Lettres, Paris, 1991.

¹⁴ Par exemple: LE BRAS Hervé, "19 FLX 75", *Passages*, n° 69, juin 1995. A ce propos, Hervé Le Bras écrit, comparant ses modèles à ceux d'André Siegfried et François Goguel : "Notre méthode est moins subtile. Elle part d'un modèle a priori assez simple, voire simpliste, qu'elle mesure grossièrement"; LE BRAS Hervé, "Trois

continentale¹⁵. Par contre sauf exception, Emmanuel Todd ne s'est pas attaché à développer ses analyses à partir de données plus fines que celles relatives aux départements, provinces ou comtés d'Europe¹⁶. Son modèle s'appuie sur la conviction d'une influence prédominante, si ce n'est exclusive¹⁷, des structures familiales des siècles passés sur les phénomènes sociaux tels que le vote partisan ou l'acceptation des immigrés. Les développements des travaux d'Hervé Le Bras reposent sur la démonstration de l'effet, sur le vote, des types familiaux et de la population agglomérée, et de la pratique religieuse¹⁸.

L'analyse qui suit a été essentiellement centrée sur le département du Finistère mais on constatera à plusieurs reprises que les traits présentés sont aussi caractéristiques des tendances à l'œuvre dans les moitiés occidentales des Côtes d'Armor et du Morbihan, départements historiquement divisés en deux par le fait culturel et linguistique, et qui ont aussi leurs caractéristiques propres. Elles seront évoquées à plusieurs

composantes des mœurs en France", p. 85, in MAYER Nonna (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, L'Harmattan, 1997, Paris.

¹⁵ LE BRAS Hervé, "I costumi in Europa Occidentale", p. 801-916, in BAIROCH Paul & HOBBSAWN Eric J. (dir.), *Storia d'Europa. V. L'Eta contemporanea*, Giulio Einaudi Editore, 1995, Torino.

¹⁶ TODD Emmanuel, *L'invention de l'Europe*, Seuil, 1990, Paris; TODD Emmanuel, "Aux origines du malaise politique français. Les classes sociales et leur représentation", *Le Débat*, n° 83, 1995, p. 98-120.

¹⁷ BLUM Alain, "Comment décrire les immigrés ? A propos de quelques recherches sur l'immigration", *Population*, LIII, n° 3, 1998 (à propos de TODD Emmanuel, *Le destin des immigrés*, Seuil, 1994, Paris), pour une réponse indirecte récente, cf. TODD Emmanuel, *La diversité du monde. Famille et modernité*, 1999, Seuil, Paris, p. 17-18.

¹⁸ LE BRAS Hervé, *Les trois France*, Odile Jacob / Seuil, 1986 (1ère édition), Paris; Odile Jacob, 1995 (2ème édition), Paris.

reprises. Située à l'écart des grandes mutations industrielles, donc socio-économiques et démographiques, qui ont fortement marqué l'évolution politique ultérieure de certains bassins d'emplois, la Basse-Bretagne présente des particularités incontestables. Dans un tel contexte général, l'étude de l'implantation du FN présente un intérêt à la fois sociologique et méthodologique, quelques mois après que ce parti ne se soit scindé en deux.

IMPLANTATION ET GEOGRAPHIE DU VOTE FRONT NATIONAL

L'examen des cartes locales retraçant l'implantation du FN de Jean-Marie Le Pen permet de constater, sur l'ensemble de la période 1984-1998, la grande stabilité des aires géographiques où ce parti est fort ou faible¹⁹. Si ce phénomène est courant pour l'ensemble des forces politiques, il est néanmoins rare d'assister à l'installation rapide puis durable d'un nouveau parti politique. L'analyse électorale ne donne pas souvent l'occasion d'observer l'émergence spontanée de formes aussi nettes et simples. Etablir une géographie aussi fine que possible du vote FN permet de mettre en évidence cette stabilité et d'essayer de relier ces résultats locaux à l'audience de différentes forces et phénomènes socio-politiques qui influent généralement de manière sensible sur les comportements électoraux. La première approche, relevant de la géographie électorale descriptive,

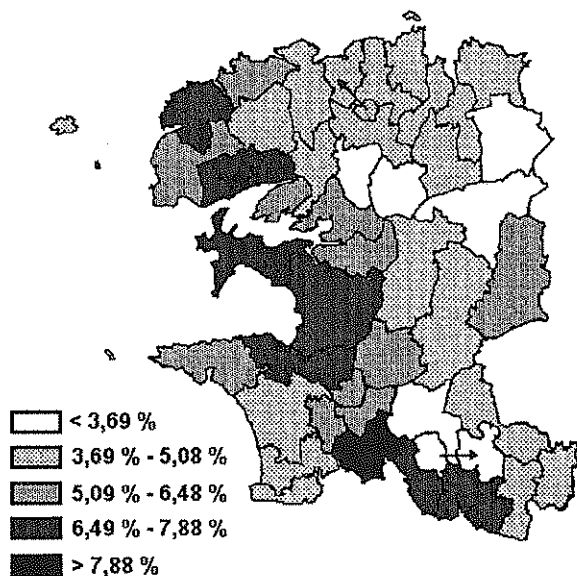
¹⁹ Ce chapitre développe l'analyse présentée dans: RICHARD Jean-Luc, "Le territoire symbolique et révélateur. *Finistère et vote Front national: l'inadéquation culturelle*", *Annales de Bretagne et des Pays de L'Ouest*, CIV, n° 4, 1997, p. 73-97 (Presses universitaires de Rennes).

présente de réelles limites. Elle constitue néanmoins un préalable qui permet ensuite d'envisager une présentation d'autres éléments qui semblent expliquer le caractère modeste ou massif du vote FN dans certaines localités. Plusieurs travaux récents ont montré que le vote Front national s'analyse surtout à partir des systèmes politiques et sociaux locaux²⁰. Bien que les découpages administratifs ne recoupent pas nécessairement des zones ayant un minimum de pertinence socio-historique, le choix de restreindre l'essentiel de l'étude au Finistère a été effectué pour des raisons de facilité et de connaissance personnelle du département par l'auteur de cette étude. Cependant, l'extrême diversité des "pays" du département permet d'envisager le vote FN dans l'ensemble des contextes observables en Basse-Bretagne: zones de présence étrangère et urbaines, littoral et îles, aires rurales plus ou moins catholiques, communes progressistes ou conservatrices. Si l'existence des variables explicatives des relations entre individus et société ne peut être niée, celle-ci prend corps, de manière variée, dans différents espaces géographiques marqués par leur propre histoire²¹.

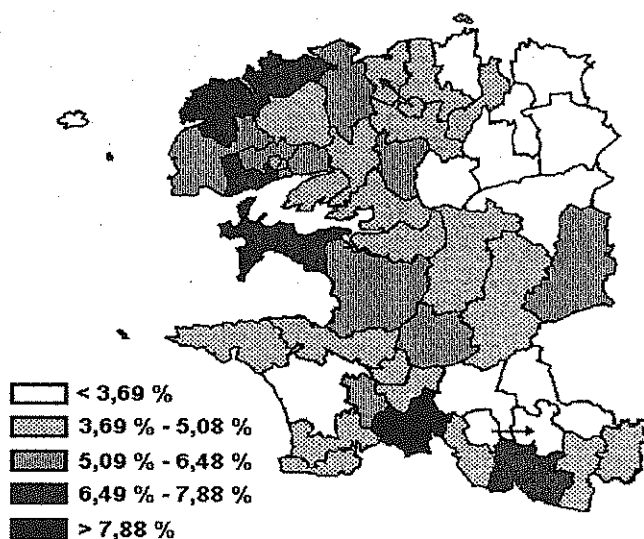
²⁰ Cf. MARTIN Virginie, *Toulon la noire. Le Front national au pouvoir*, Denoël, 1996, Paris; REY Henri, "Le Front national en Seine-Saint-Denis: à l'origine d'une implantation électorale réussie", p. 381-396, in BRUNET Jean-Paul (dir.), *Immigration, vie politique et populisme en banlieue parisienne (fin XIXe - XXe siècles)*, L'Harmattan, 1995, Paris; ROY Jean-Philippe, *Le Front national en Région Centre. 1984-1992*, L'Harmattan, 1993, Paris.

²¹ LEVY Jacques, "Espace politique et changement social", p. 211-213, in LEVY Jacques (dir.), *Géographies du politique*, Presses de la FNSP, 1991, Paris.

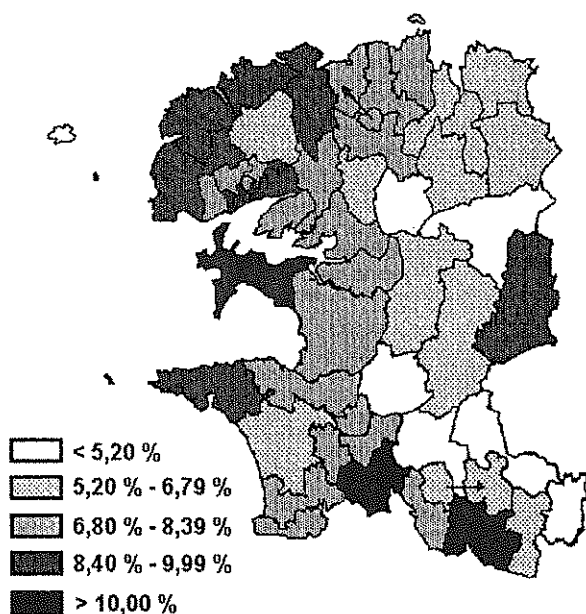
**CARTE 2 : SCORE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL AUX ELECTIONS
LEGISLATIVES DE MARS 1986 DANS LE FINISTERE**



**CARTE 3 : SCORE DU FN AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1988
DANS LE FINISTERE**



**CARTE 4 : SCORE DU FN AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993
DANS LE FINISTERE**



L'étranger absent

On a rappelé précédemment la correspondance, quasi-parfaite, entre les cartes de France réalisées au niveau des départements, de la présence étrangère et du vote FN. Cependant, les analyses locales plus fines montrent la disparition de la corrélation entre les valeurs cantonales ou communales prises par les deux variables au sein d'un département, à l'échelon communal ou du quartier²². Dans le Finistère, le FN a obtenu de bons scores, en mars 1992, dans les deux zones où la population étrangère atteignait ou dépassait 2,0 % au recensement de 1990. Il s'agit du canton de Briec (2,6 % d'étrangers, 11,1 % des voix) et des dix cantons brestois (2,0 % d'étrangers, 10,7 % des voix)²³. Le coefficient de corrélation entre le vote FN en mars 1992 et la présence étrangère en mars 1990, au niveau cantonal, est de 0,53. Cependant, la réalisation d'une régression linéaire n'a cependant pas grand sens car les taux de population étrangère observés dans les 43 autres cantons du département sont très faibles, tous inférieurs à

²² Deux exemples parmi les plus convaincants: IVALDI Gilles, *Le Front national dans le département de l'Isère*; mémoire de diplôme de l'IEP de Grenoble, 1988; TROUFLEAU Pascal, "Géographie des comportements électoraux en Eure-et-Loir: essai d'explication socio-économique et problèmes méthodologiques", *Espace Géographique*, n° 24, 1995, p. 55-68. Et, par un paradoxe intéressant à relever, il convient de constater que la force locale du Front national favorise dans ces villes l'intégration politique des enfants d'immigrés qui s'inscrivent sur les listes électorales et votent davantage que là où le FN est faible, ce qui contribue à l'affaiblir et constitue un mouvement inverse à celui observé pour l'ensemble du corps électoral; cf. RICHARD Jean-Luc, *Dynamiques démographiques et socio-économiques de l'intégration des jeunes générations d'origine immigrée en France*, thèse de doctorat, IEP de Paris, 1997, p. 165-172.

²³ Aux élections régionales de mars 1992, le FN obtint 8,7 % des voix dans le département.

1,7 %, et souvent à 1,0 %, puisque la moyenne départementale était de 0,9 % d'étrangers dans la population totale en mars 1990, taux auquel contribuent massivement les 2,0 % observés dans l'agglomération brestoise. Parmi ces étrangers, il faut relever la présence d'environ quatre cents étudiants étrangers que l'on ne peut assimiler à des travailleurs immigrés. Il convient aussi de constater que l'importance du vote FN dans le canton de Briec, en mars 1992, ne s'inscrit pas dans la durée mais s'est déroulé dans un contexte de nombreux débats, polémiques et manifestations où le thème de "l'immigration" fut omniprésent à Quimper, ville proche, comme dans le reste de la France.

Si l'on observe les scores de l'extrême droite sur l'ensemble de la période, on ne retrouve pas des scores du FN élevés dans les cantons d'installation des populations immigrées étrangères. Le coefficient de corrélation entre les scores cantonaux du FN en 1993 et les taux cantonaux de population étrangère était de 0,21, en avril 1995, la corrélation était de 0,17.

Dans un département où l'on comptait seulement 7600 étrangers²⁴ lors de la dernière opération censitaire, il est évidemment délicat d'affirmer que les 39000 chômeurs finistériens recensés à cette date étaient les victimes immédiates d'importants flux migratoires en direction du département. Le FN en est conscient. La place accordée à l'immigration dans les programmes électoraux locaux du FN est relativement faible. Le

²⁴ La population immigrée (étrangère ou française par acquisition et née à l'étranger) recensée en mars 1990 est de 8800 personnes.

rejet de l'étranger ne motive pas directement la majorité des votes FN et la mobilité traditionnelle des Finistériens provoque chez eux ce que A. Burguière appelait une fierté *"de cet espace projeté, de cette ouverture au monde nourri par leur propre expérience ou l'expérience d'un parent"*²⁵. Tout au plus, le vote FN pourrait refléter une inquiétude face à une éventuelle venue ultérieure d'une importante population immigrée. Cette inquiétude ne trouve aucun appui à partir de l'évolution de la population étrangère résidant dans le département²⁶. La campagne du FN, en 1996, contre la construction d'une mosquée devant accueillir, à Quimper, les fidèles de la centaine de familles marocaines de la ville, n'a connu aucun écho. De plus, la principale communauté étrangère du Finistère, les Portugais, catholiques et heureux citoyens de l'Union Européenne, se sont particulièrement bien intégrés dans une société bretonne qui présente actuellement de nombreuses caractéristiques similaires à la leur (rôle de la femme dans la famille, jeune âge au mariage, par exemple).

Le candidat dans le canton de Brest-Centre en septembre 1988, considérait, subtilement: *"On dit que notre département n'est pas touché par les effets de l'immigration. Ce n'est pas vrai. Les gens de chez nous se sont toujours expatriés dans l'ensemble de la France. Ils ne peuvent plus le faire aujourd'hui car d'autres personnes y travaillent et à d'autres conditions"*²⁷. Dans sa profession de foi (qui était réellement personnalisée, contrairement à celle de la plupart des autres candidats du FN), il

²⁵ BURGUIERE André, *Bretons de Plozévet*, Flammarion, 1977, Paris, p. 32.

²⁶ Cf. ROUXEL Michel, "Peu d'étrangers en Bretagne", *Octant*, n° 50, 1992, p. 5-7.

²⁷ Etude préliminaire, citée in SOUDAIS Michel, *Le Front national en face*, Flammarion, 1996, Paris, p. 109.

poursuivait son raisonnement: *"La Bretagne a été jusqu'à présent relativement épargnée par les excès de l'immigration qui menacent notre identité nationale, notre culture, nos traditions morales et spirituelles. Contrairement à d'autres régions, la main d'œuvre étrangère n'y est pas un facteur déterminant du chômage. Mais pouvons-nous ignorer que, dans la région parisienne, dans l'Est et le Nord, dans la région méditerranéenne, c'est une véritable invasion venue du Tiers-Monde qui a pris pied ?"*. Le candidat à Brest-Lambézellec, reprit cette idée en précisant, à propos de l'époque où il travaillait en Ile-de-France: *"J'ai eu le sentiment qu'on n'était plus en France"*. A Quimper, en septembre 1988, le FN fit campagne en proposant notamment que l'aide sociale à l'enfance soit réservée aux nationaux: *"Ces missions importantes du conseil général (...) profitent très souvent aux familles étrangères au détriment des nôtres. En tant que candidate du Front national, j'estime que ces aides doivent être accordées aux Français en priorité"*. Il est pourtant sans doute difficile de trouver des sommes importantes en provenance du conseil général qui soient versées en faveur des rares populations étrangères. Le futur vice-président du FN, Bruno Gollnisch, de passage à Brest en 1990, recommanda à ses amis bretons d'affirmer que si ceux-ci *"sont moins touchés par l'immigration et l'insécurité que d'autres parties du pays, ils en supportent quand même les conséquences: charges sociales, budget de la sécurité sociale, etc."*.

La nomination de K. Yamgnane, maire socialiste de Saint-Coulitz (354 habitants), au poste de secrétaire d'Etat à l'Intégration, dans le gouvernement d'Edith Cresson, en mai 1991, semble avoir contribué à perturber une stratégie locale d'utilisation plus courante de la rhétorique

anti-immigrés. Dès son entrée dans le gouvernement, K. Yamgnane se déclara prêt à débattre avec J.-M. Le Pen et à se rendre dans ce but à la prochaine fête annuelle du FN. Issu du courant "Socialisme et république" du PS, le nouveau ministre, qui est attaché à la promotion des droits et devoirs du citoyen²⁸, avait, paradoxalement, été épargné, dans un premier temps, par les traditionnels excès verbaux dont les responsables du FN sont coutumiers. Dans *National Hebdo* daté du 30 mai 1991, M. Collinot invite ainsi K. Yamgnane à se rendre à la fête des "Bleu-blanc-rouge", le 12 octobre, pour que ce dernier puisse ainsi *"rencontrer les militants du Front national d'outre-mer qui sont souvent aussi colorés que lui et ne manquent pas de problèmes d'intégration dans une société française lasse de la submersion étrangère"*. La relative indulgence du FN fut de courte durée: dès le 21 juillet, J.-M. Le Pen souhaita publiquement que K. Yamgnane retourne au Togo, son pays de naissance.

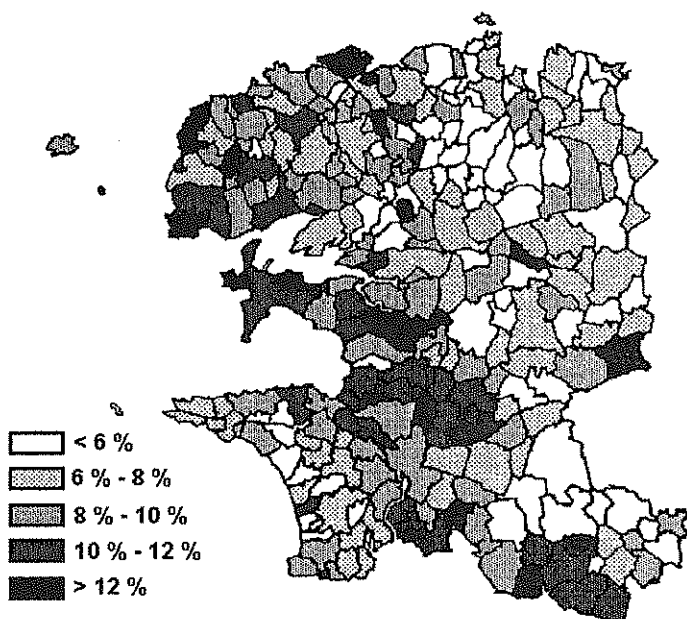
Malgré l'état de l'opinion publique (TABLEAU 2, page 26), le double scrutin de mars 1992 constitua la première campagne pendant laquelle la dénonciation de l'immigration fut un axe principal de la campagne locale du FN. Dans le canton rural de Ploudalmézeau, où l'INSEE a recensé, en tout et pour tout, 22 étrangers en mars 1990, le candidat FN partit à la rencontre des électeurs, en 1992, avec ce programme: *"Tous les Français qui désirent vivre en sécurité chez eux dans la France des villages et des clochers le savent bien: [J.-M. Le Pen] est le seul homme politique capable de s'opposer victorieusement à l'immigration-invasion (...) Même en vivant à Saint-Pabu, on en sent les*

²⁸ YAMGNANE Kofi, *Droits, devoirs et crocodile*, Robert Laffont, 1992, Paris.

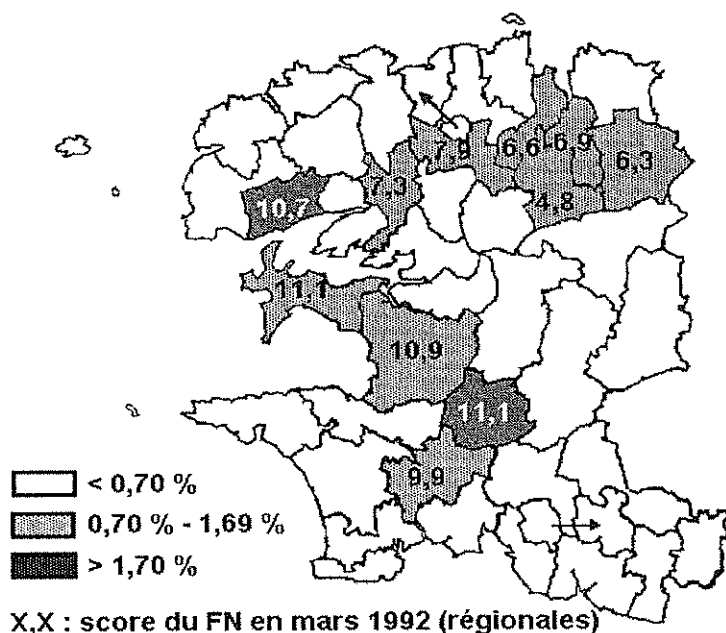
effets indirects. J'ai des enfants qui vivent à Paris et qui subissent ce phénomène de plein fouet".

En janvier 1992, lors la présentation des huit candidats des cantons brestois renouvelables, le secrétaire régional du FN, Olivier Morize (ancien militant "solidariste" aux côtés de Jean-Pierre Stirbois au sein du Mouvement Jeune Révolution) orientait ainsi son discours: "*[Nous dénonçons] la progression de la délinquance dans notre ville: on s'aperçoit qu'il y a des problèmes d'immigration dans certains quartiers, et de délinquance*". Il ajoutait: "*Les problèmes de chômage y sont accentués par des problèmes de cohabitation liés à l'immigration dans certains quartiers*". La présence de populations étrangères et la délinquance, pour la première fois, formaient clairement l'ossature du discours frontiste brestois. Le FN précisa aussi souhaiter la suppression du RMI pour les étrangers. Quatre ans plus tard, O. Morize fit une violente intervention au conseil municipal de Brest, pour s'opposer à la signature d'une convention visant à favoriser l'intégration des personnes d'origine étrangère sur le territoire de Brest. Le responsable local du RPR tint à se démarquer de ces propos qu'il n'avait "*pas du tout*" aimés. En 1998, le FN développa le thème des Bretons "menacés" comme élément moteur de son programme:

**CARTE 5 : SCORE DU FN AUX ELECTIONS REGIONALES DE MARS 1992
DANS LE FINISTERE**



CARTE 6 : POPULATION ETRANGERE EN MARS 1990 DANS LE FINISTERE



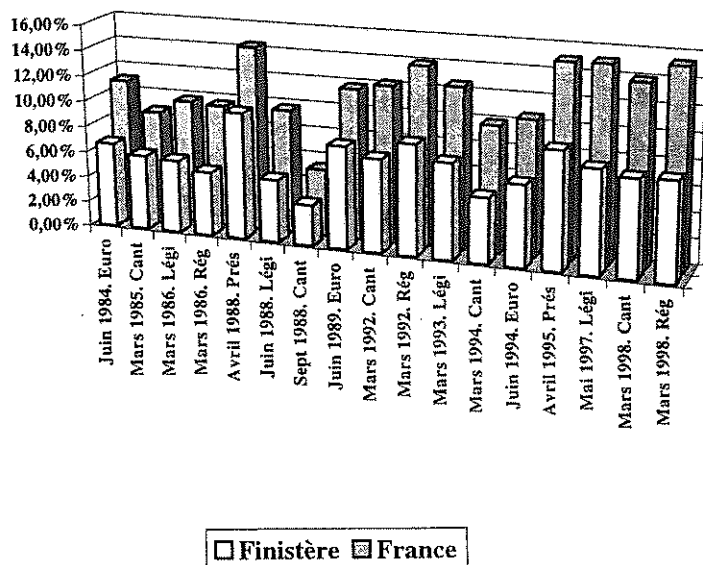
"Délinquance, immigration, : les Bretons sont menacés chaque jour dans leur intégrité physique et leur identité culturelle"²⁹. Dans les quelques lignes de la partie "Défendons l'identité de la Bretagne" des "Orientations du Front national", on peut lire: "La Bretagne constitue une "petite patrie" qui ne saurait se fondre dans une "super-région" (...) N'acceptons pas l'installation de "guettos" immigrés dans nos villes que la politique

²⁹ *Changer Vraiment. Le Magazine du Front National du Finistère*, mars 1998.

*d'IMMIGRATION réalise sournoisement*³⁰. Il convient donc de trouver quelles sont les raisons qui participent à la faiblesse globale de l'influence du FN, indépendamment de la faible proportion d'étrangers résidant dans la région; mais aussi de déterminer pourquoi certaines zones ont été sensibles aux argumentations du mouvement national-populiste. En effet, dans une vingtaine de localités, les scores de Le Pen et du FN ont atteint leur moyenne nationale qui est pourtant toujours sensiblement supérieure à la moyenne départementale. Ces comportements, conformes à la tendance nationale mais atypiques dans le département, méritent une attention particulière.

³⁰ *L'Hermine*, n° 73, janvier 1998 (supplément).

Graphique 1 : Scores du FN ou de Jean-Marie Le Pen: France et Finistère 1984 - 1998



TABEAU 2 : MOTIVATIONS DES ELECTEURS FN EN 1992 (FRANCE ET BRETAGNE)

Préoccupation	France	Bretagne
Emploi/Chômage	59%	65%
Immigration	45%	11%

source: sondage BVA / Paris-Match, 9-10 février 1992

Le FN en zone urbaine: le cas de l'agglomération brestoise

Les grands ensembles urbains, où de fortes concentrations de logements sociaux et de chômeurs constituent un terreau propice aux idées frontistes, sont rares dans le département. Seules deux communes regroupent plus de 50000 habitants: Brest et Quimper. Le sentiment d'insécurité, malgré le développement récent de la petite délinquance, demeure inconnu pour de nombreux Finistériens. Avec un taux de 52 délits pour 1000 habitants en 1994, Brest se situait, en matière de sécurité, au premier rang des vingt plus grandes villes de France³¹. Le département, avec un taux de criminalité de 34 pour 1000 habitants en 1991, se situe à un

³¹ OF, 07.02.1995.

niveau près de deux fois moindre que la moyenne nationale³². Le cinquième canton de Brest (Bellevue) présente néanmoins certaines caractéristiques des grands ensembles urbains construits dans les années 60 et 70. Candidat dans ce quartier en septembre 1988, O. Morize déclarait, trois jours avant le scrutin, qu'il était candidat dans un quartier dans lequel la population est exposée aux problèmes du chômage et du logement, et annonçait : *"Pour le Front national, le canton de Bellevue est essentiel. C'est le seul où nous pouvons avoir un éventuel espoir de nous maintenir au second tour"*³³. Il obtint 108 voix dans un canton qui en avait accordé tout de même sept fois plus à Jean-Marie Le Pen au mois d'avril précédent, bien que celui-ci n'ait pas atteint un niveau exceptionnel. Comment expliquer ce relatif échec du FN dans la principale agglomération du département ? Le rôle de la CFDT qui dispose, à l'Arsenal de Brest (DCN) et dans les organismes connexes, de sa plus grosse section de France (près de 3000 adhérents), doit, par exemple, être signalé. La confédération syndicale a régulièrement organisé des activités à prétention culturelle (pièces de théâtre, expositions...) afin de sensibiliser les salariés contre la xénophobie.

Il fallut attendre les scrutins du 22 mars 1992 pour que les candidats du FN réussissent à percer sur l'ensemble de l'agglomération et que la liste menée par O. Morize arrive en troisième position sur la ville, derrière celles menées par les deux anciens ministres de la Mer, le socialiste

³² Dans leurs déclarations, les responsables locaux du FN font mine de s'en réjouir. Cependant, ils savent que l'augmentation de l'insécurité, tout comme celle de l'immigration étrangère, leur serait électoralement favorable.

³³ OF 23.09.1988.

Louis Le Pensec (ministre des DOM-TOM à l'époque) et Ambroise Guellec (député CDS, tête de liste RPR-UDF). Avec 10,7 % des voix, le FN retrouvait, à un demi-point près, le pourcentage obtenu par J.-M. Le Pen, quatre ans plus tôt, au premier tour de l'élection présidentielle (11,2 %). L'homogénéité des résultats dans l'ensemble des cantons était remarquable et le fut de nouveau en avril 1995. Si quelques bureaux de vote sont effectivement traditionnellement favorables au FN, ce dernier ne peut se prévaloir d'avoir un fief à partir duquel une stratégie de conquête de la ville serait rendue possible. Etudiant l'évolution des résultats électoraux du FN depuis 1984, Colette Ysmal relevait, dès 1990, *"le phénomène d'extrême droite touche maintenant aussi (...) l'Ouest dont la modernité repose sur un développement du tertiaire dans des villes préservées des nuisances industrielles et en l'absence d'immigration. C'est là désormais que le Front national, parti d'un niveau bas (5 % des suffrages environ) se développe le plus rapidement"*³⁴. Les scores obtenus par le FN lors des scrutins du début de la décennie ont semblé valider cette analyse. Petit à petit, Brest devenait une zone de forte implantation locale du FN. Il attirait désormais à lui les déclassés, ceux que Pascal Perrineau et Nonna Mayer avaient qualifiés d'"électorat potentiel" en 1990³⁵. Aux élections régionales, sur les cent-quatre bureaux de vote de la cité du Ponant, le FN dépassa 13,0 % dans 17 d'entre eux et atteignit 18,5 % dans un bureau du huitième canton

³⁴ YSMAL Colette, *Le comportement électoral des Français*, La découverte, (2ème édition) 1990, Paris, p. 22.

³⁵ MAYER Nonna & PERRINEAU Pascal, "Pourquoi votent-ils pour le Front national", *Pouvoirs*, n°55, 1990, p. 163-183.

(TABLEAU 3, page 33). Dans quatre bureaux de vote du troisième canton (Centre-ville), le Front national devança le Parti socialiste. Les habitants des quartiers bourgeois du centre-ville poursuivaient ainsi leur long "flirt" avec l'extrême-droite: en décembre 1965, déjà, J.-L. Tixier-Vignancour avait atteint 10 % dans ces mêmes bureaux, soit plus de quatre fois le pourcentage atteint sur l'ensemble du département. Le quartier dans lequel ces bureaux de vote se trouvent présentent une composition sociale très marquée qui semble favoriser le vote FN. Les deux cartes de la page suivante, adaptées d'une recherche de Raymonde Sechet-Poisson, le montrent³⁶. Dès 1984, ces bureaux de vote avaient été les plus réceptifs au message du FN. Michel Phlipponneau écrivait, en 1986: "[Le Front national] peut compter aussi sur une bourgeoisie résolue à tout pour éliminer le socialisme. Dans les "beaux quartiers", le Front national recueille plus de 15 % des voix alors que dans les quartiers populaires où les immigrés sont pourtant relativement nombreux, il n'en obtient pas 6 %"³⁷. En effet, à Rennes, ce sont de tels quartiers qui s'étaient montrés comme les moins défavorables au vote frontiste, dès 1984 et 1986³⁸. A partir de 1994, P. de Villiers et son mouvement ont pris de nombreuses voix au FN dans ces quartiers. De plus, de 1983 à 1995, Brest n'a pas eu d'élus FN au conseil municipal, contrairement à Rennes (Pierre Maugendre, puis

³⁶ SECHET-POISSON Raymonde, "Ses hommes sont là. De la pertinence de plusieurs niveaux d'observation dans une géographie du vote Le Pen", *Géographie sociale*, n° 7, 1988, p. 273-284.

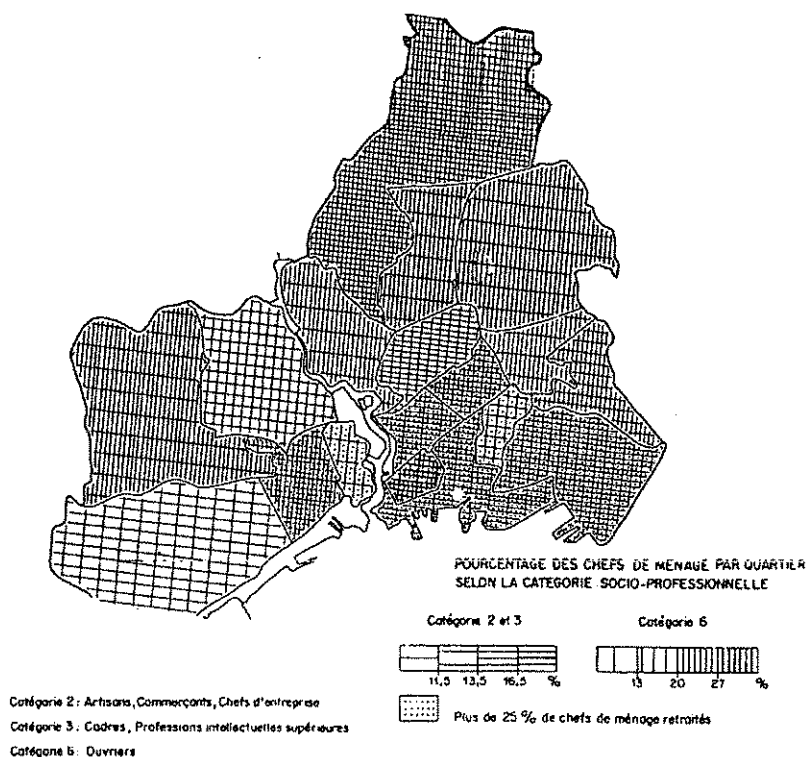
³⁷ PHILIPPONNEAU Michel, *Géopolitique de la Bretagne*, Ouest-France, 1986, Rennes, p. 207.

³⁸ PHILIPPONNEAU Michel, "Géopolitique et découpage électoral. Le cas de l'Ille-et-Vilaine", *Géographie sociale*, n° 6, 1987, p. 191.

Lionel Tocqué, de 1989 à 1995), Lorient (Jean-Louis Croizier, RPR rallié au FN, de 1985 à 1989) ou Saint-Malo (Alfred Morin, ex-adjoint RPR, de 1985 à 1989, puis Jacques Dore, depuis 1995).

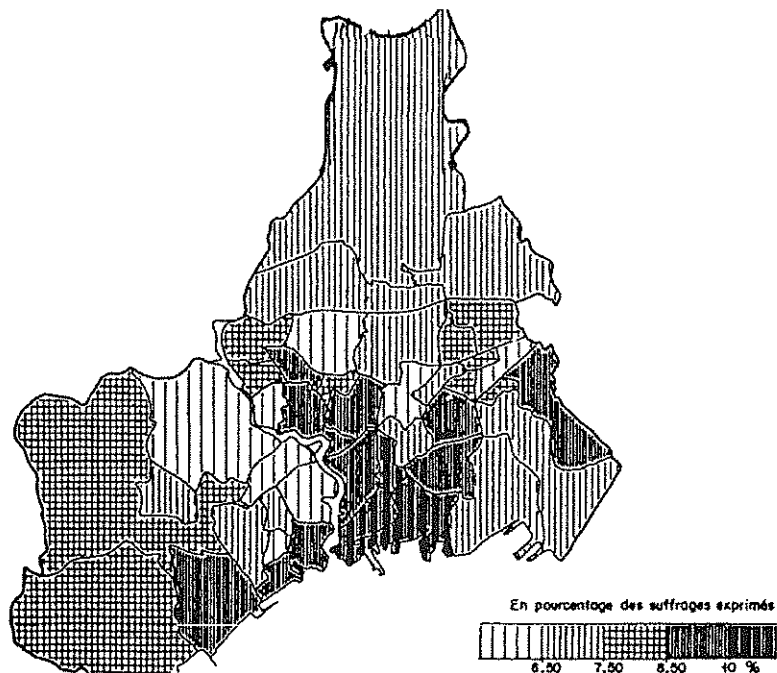
Certains électeurs bourgeois du troisième canton de Brest ont aussi choisi le vote de Villiers après avoir voté pendant plusieurs années pour J.M. Le Pen et son parti. Le canton du centre-ville de Brest fut pendant longtemps, comme signalé précédemment, le canton le plus réceptif aux idées formulées par le FN. Lors des scrutins de 1994 et 1995, ce canton a très largement perdu sa première place au profit de cantons plus populaires. Ainsi, en avril 1995, le président du FN n'a obtenu que 8,2 % des voix dans un canton qui en avait accordé 12,9 % à son parti en mars 1992.

CARTE 7 : CARACTERISTIQUES SOCIALES DES QUARTIERS EN 1982*



Source : INSEE - RGP 1982

**CARTE 8 : SCORES DU RASSEMBLEMENT NATIONAL DANS LES QUARTIERS
DE BREST AUX LEGISLATIVES DE MARS 1986***

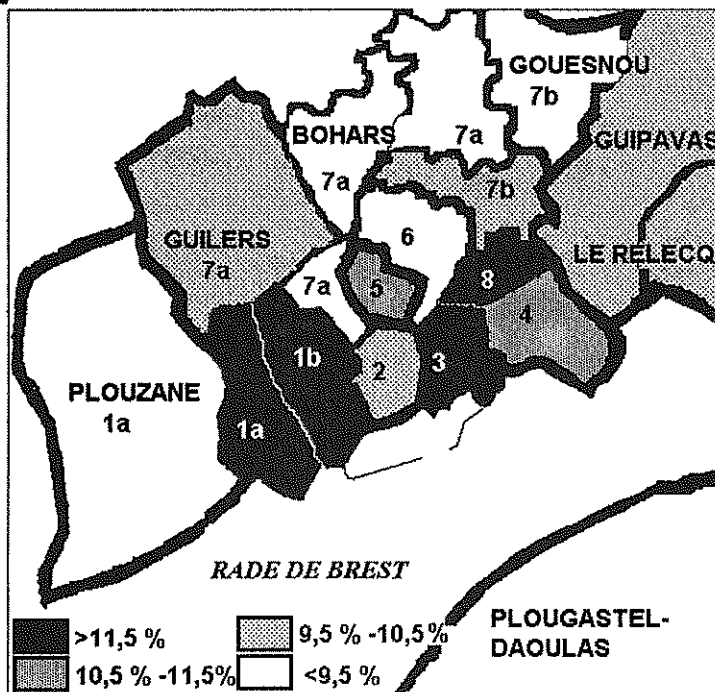


* Cartes remaniées et complétées d'après SECHET-POISSON Raymonde, "Ses hommes sont là! De la pertinence de plusieurs niveaux d'observation dans une géographie du vote Le Pen", *Géographie sociale*, n°7, 1988, p. 282.

TABEAU 3 : BUREAUX DE VOTE BRESTOIS OU LE FN DEPASSE 13 % EN 1992 (REGIONALES)

Bureau	n° du bureau	Canton	n° du canton	% FN
Prévert 3	3	Brest-Plouzané	1	14,6%
Quatre-Moulins 1	9	St-Pierre	1b	17,2%
Kérargaouyat 3	14	St-Pierre	1b	14,0%
La Pointe 2	26	Recouvrance	2	15,0%
Mairie 2	28	Centre	3	16,0%
Jean-Macé 1	29	Centre	3	16,7%
Jean-Macé 2	30	Centre	3	16,0%
Jean-Macé 3	31	Centre	3	17,8%
Lyon 1	32	Centre	3	15,0%
Pilier-Rouge 3	43	St-Marc	4	14,4%
Le Guelmear 1	46	St-Marc	4	14,0%
Bergot 3	62	Bellevue	5	13,0%
Dupouy 1	65	Bellevue	5	13,6%
Pontanézen	85	L'Hermitage-Gouesnou	7b	14,5%
Lesven-Jacquard 1	91	Kérichen	8	14,5%
Pen-ar-Stréat 1	95	Kérichen	8	18,5%
Kérichen 2	101	Kérichen	8	14,0%

CARTE 9 : SCORE DE LA LISTE DU FRONT NATIONAL DANS L'AGGLOMERATION BRESTOISE AUX ELECTIONS REGIONALES DE MARS 1992



Découpage par commune et, dans Brest *intra-muros*, par canton.

Il est incontestable qu'un certain nombre des bureaux de vote devenus favorables au FN sont situés dans les quartiers où l'acuité des difficultés sociales des habitants est grande et de plus en plus ressentie par ces derniers. La peur motive le vote protestataire, autant que l'exclusion sociale elle-même, quand on redoute d'être victime de cette possible

exclusion ou de la violence urbaine jusqu'à présent contenue³⁹. Xavier Raufer mentionne: "*De plus en plus, ces populations, constituées en micro-sociétés, tiennent à l'égard de l'Etat, quel qu'il soit, un discours d'orphelin: entre eux et lui, l'insécurité n'est pas un simple mécompte. C'est une trahison. Se produit en leur sein une réaction fondée sur le tout ou rien: inclusion ou exclusion, 'récupérable' ou 'irrécupérable'*"⁴⁰. Le vote FN est fortement imprégné d'une angoisse du déclin, tant collectif qu'individuel. L'électeur frontiste craint pour lui-même, pour ses biens, son emploi ou sa sécurité, comme il ressent une prétendue décadence qui affecterait notre pays.

Bien que le vote FN soit aussi en partie celui des zones proches de celles à forte densité de population, dans les communes situées à la périphérie immédiate de Brest, on constate une infériorité des scores du FN par rapport à ceux obtenus dans la ville *intra muros*. Une exception à cette faiblesse générale fut néanmoins constatée, le 26 novembre 1989, au premier tour de l'élection cantonale partielle de Guipavas: O. Morize réunit sur son nom le vote de 727 électeurs, obtenant, à la surprise générale, le score de 9,1 % des suffrages exprimés⁴¹. Il est vrai que se déroulait à

³⁹ PERRINEAU Pascal, "Front national: l'écho politique de l'anomie urbaine", *Esprit*, n° 3-4, 1988, p. 22-38.

⁴⁰ RAUFER Xavier, "Front national: sur les motifs d'une ascension", *Le Débat*, n° 63, 1992, p. 95.

⁴¹ Ce résultat surprenant fut d'ailleurs signalé, dans son ouvrage, par l'ancien député-maire de Dreux: GASPARD Françoise, *Une petite ville en France*, Gallimard, 1990, Paris, p. 22.

Dreux, le même jour, le premier tour de l'élection législative partielle qui permit à M.-F. Stirbois d'être élue député, le dimanche suivant, dans un contexte politique national marqué par des débats confus sur le port, par quelques jeunes filles musulmanes de Creil, du foulard islamique dans l'enceinte de leur collège.

Sur la côte

Le Front national obtient ses meilleurs scores dans des localités ayant une façade maritime. Ce phénomène n'est pas propre au Finistère. Il est aussi constaté dans le reste du pays⁴². Les cartes du vote FN révèlent toutes cette indiscutable permanence. Les coefficients de corrélation entre les scores cantonaux successifs du mouvement aux différents scrutins de même nature sont d'ailleurs généralement supérieurs à 0,80 (une parfaite similitude impliquerait un coefficient égal à l'unité). Ainsi, le coefficient de corrélation entre les scores cantonaux de J.-M. Le Pen dans le Finistère en 1988 et 1995 est égal à 0,84. Systématiquement, c'est dans les cantons de Pont-Aven et Fouesnant dans le Sud-Finistère, dans ceux de Châteaulin et Crozon dans le centre, dans les cantons de Guipavas, Plouzané, Saint-Renan, Lannilis et Ploudalmézeau dans le nord, que sont situées les communes où une plus forte influence du mouvement est perceptible. On

⁴² LE BRAS Hervé, "De la peur à la haine: une géographie historique du FN", *Passages*, n° 70, p. 7-10.

peut ajouter à cette liste Brest et les petites communes littorales jouxtant Douarnenez. Seule la Cornouaille occidentale, fief du centriste A. Guellec, et les zones côtières du Trégor finistérien, à plus forte tradition socialiste et communiste, ont globalement échappé à cette tendance.

A Roscoff, Plougasnou et le long de l'est de la côte nord, dans les cantons de Pont-l'Abbé et du Guilvinec, et, dans une moindre mesure à Concarneau et Plozévet (canton de Plogastel-Saint-Germain), le FN a, durant la décennie 1984-1994, généralement obtenu des votes en sa faveur beaucoup plus rares que dans les autres ports de pêche ou stations de villégiature. Toutes ces communes sont précisément celles où le protestantisme a, depuis le début du siècle, connu une relative audience auprès de la population⁴³. Sur le plan politique les protestants ont favorisé l'émergence d'une gauche du littoral: Tréffiagat et Tréguennec possèdent encore aujourd'hui un maire communiste⁴⁴. En avril 1995, J.-M. Le Pen rallie sur son nom seulement 7,5 % des électeurs dans la première commune et 3,1 % dans la seconde. Sept ans plus tôt, il obtint des scores non négligeables dans tous les grands ports de pêche: 13,0 % au Conquet, 11,2 % au Guilvinec, 11,1 % à Douarnenez, 10,9 % à Concarneau. Mais la persistance de l'audience du PCF, comme il sera vu plus loin, a permis à la

⁴³ VRAY Nicole, *Protestants de l'Ouest*, Ouest-France, 1993, Rennes, p. 230-236..

⁴⁴ Dans l'intérieur des terres, les communes où le protestantisme a connu ou connaît une certaine audience durant le vingtième siècle se caractérisent aussi par la faiblesse des scores que le FN y obtient (Morlaix, Huelgoat, La Feuillée, Lannéanou, Poullaouen, Carhaix; cf. CARLUER Jean-Yves, *Protestants et Bretons*, La Cause, 1993, Carrières-sous-Poissy).

plupart de ces communes durement touchées par la crise de la pêche de ne pas succomber davantage aux discours du parti d'extrême droite.

Tableau 4 : Communes finisteriennes où J.-M. Le Pen dépasse 13 % en avril 1988

24 avril 1988 COMMUNE	Canton d'appartenance	% communal Le Pen
<i>Rappel moyenne départementale:</i>		9,9%
Ile-Molène*	Saint-Renan	19,0%
Camaret-sur-Mer*	Crozon	18,8%
Le Juch	Douarnenez	18,3%
Lanvéoc*	Crozon	16,9%
Trébabu	Saint-Renan	16,8%
Lanildut*	Ploudalmézeau	15,9%
Névez*	Pont-Aven	15,9%
Kerlaz*	Châteaulin	15,6%
Landunvez*	Ploudalmézeau	15,5%
Trévargan	Châteaulin	15,4%
Bénodet*	Fouesnant	15,4%
Saint-Nic*	Châteaulin	15,0%
Quéménéven	Châteaulin	14,4%
Landéda*	Lannilis	14,2%
Clohars-Carnoët*	Quimperlé	14,1%
Le Trévoux	Bannalec	14,1%
Plomodiern	Châteaulin	14,1%
Dinéault	Châteaulin	14,0%
Locronan	Châteaulin	13,9%
Poullan-sur-Mer*	Douarnenez	13,8%
La Forêt- Fouesnant*	Fouesnant	13,6%
Tréglonou	Lannilis	13,6%
Saint-Hernin	Carhaix-Plouguer	13,3%
Fouesnant*	Fouesnant	13,3%
Pont-Aven	Pont-Aven	13,3%
Argol*	Crozon	13,2%

Le Front national en Bretagne occidentale

24 avril 1988 COMMUNE	Canton d'appartenance	% communal Le Pen
Crozon*	Crozon	13,1%
Lothey	Pleyben	13,1%
Le Conquet*	Saint-Renan	13,0%
Plougonvelin*	Saint-Renan	13,0%

** commune littorale*

Autre catégorie de communes à accorder des suffrages en nombre important au FN, les stations balnéaires renforcent le phénomène du vote littoral d'extrême droite. En mars 1986, le FN obtient 8,6 % des voix dans le canton de Fouesnant où se trouvent concentrées des communes de villégiature: Bénodet, La Forêt-Fouesnant, Fouesnant. A l'occasion de l'élection présidentielle, ce canton perdit sa traditionnelle première place au profit de celui de Crozon, qui comprend notamment les stations de Camaret-sur-Mer et Morgat. Dans cette presqu'île, J.-M. Le Pen atteint globalement sa moyenne nationale (14,2 %) et les scores élevés de 18,9 % à Camaret-sur-Mer et 16,9 % à Lanvéoc-Poulmic (TABLEAU 4, page 39). En 1974, le candidat avait déjà obtenu son meilleur score (1,5 %) dans ce canton. Des scores importants dans les trois cantons de Crozon, Fouesnant et Pont-Aven ont été une constante durant la décennie (TABLEAU 5, page 43). En 1995, J.M. Le Pen y obtient respectivement 13,5 %, 11,4 % et 12,1 %. Les communes littorales ont de nouveau voté massivement pour le FN aux élections législatives de 1997. Il convient de noter qu'un

phénomène similaire, mais de moindre ampleur, est constaté en Ille-et-Vilaine⁴⁵.

Selon Michel Philipponneau, l'évolution humaine et économique du littoral breton, l'essor simultané des fonctions touristique et de résidence secondaire, ainsi que les concentrations de populations retraitées qui y seraient observées, contribuent incontestablement à développer un électorat de droite, sensible aux thématiques conservatrices, autoritaristes et sécuritaires. Ce glissement du corps électoral serait rendu possible car cette population serait, de plus, indifférente aux recommandations du clergé local. Paradoxalement, elle serait aussi relativement peu intégrée dans les différentes structures sociales locales car concentrée dans des communes côtières relativement déchristianisées où la gauche fut naguère assez fortement implantée⁴⁶. Malgré l'importante part de vérité de cette analyse, la réalité semble plus complexe. On constate effectivement la simultanéité d'un fort taux de retraités et des votes FN dans le canton côtier de Pont-Aven. Par contre, il n'en est rien dans les cantons de Fouesnant et Pont-l'Abbé, respectivement à faible et forte proportion de retraités où on constate une relation contraire entre occurrence du vote FN et pourcentage d'âinés dans la population. Les résultats généraux issus des sondages post-

⁴⁵ RICHARD Jean-Luc, "De Brest à Rennes: la Bretagne résistante", *Territoires*, n° 376, mars 1997, p. 35-37 (résumé d'une communication à la conférence de l'Association Rennaise des Etudiants en Science Politique, Vitré, Centre culturel, 1er décembre 1996).

⁴⁶ PHILIPPONNEAU Michel, *Géopolitique de la Bretagne*, op. cit., p. 222-223.

électoraux n'indiquent pas une propension des personnes âgées à voter pour le Front national⁴⁷.

⁴⁷ DROUIN Vincent, *Enquêtes sur les générations et la politique*, L'Harmattan, 1995, Paris, p. 196-198.

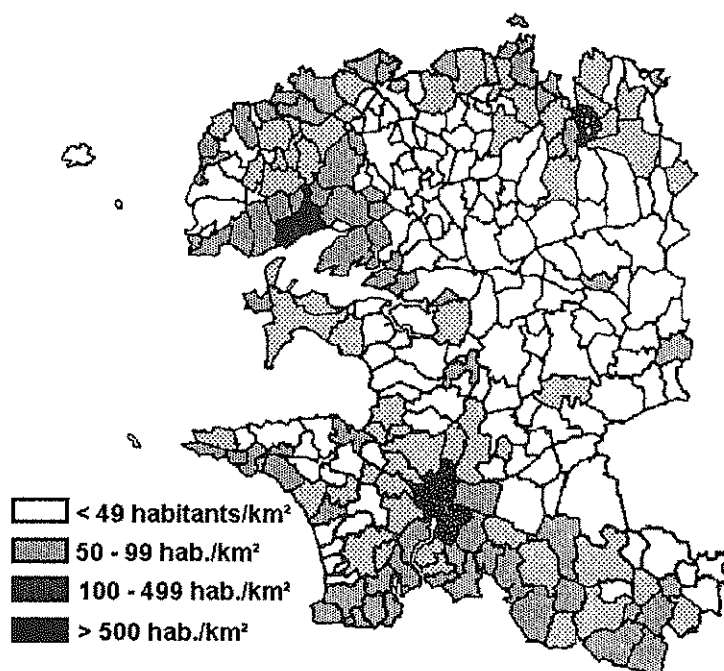
TABLEAU 5 : SCORES COMMUNAUX DU FN SUPERIEURS A 12 % EN MARS 1992.

Commune	Canton d'appartenance	Score FN
<i>Rappel: moyenne départementale:</i>		8,3%
Bénodet*	Fouesnant	15,7%
Ile-Molène*	Saint-Renan	15,2%
Motreff	Carhaix-Plouguer	15,2%
Camaret-sur-mer*	Crozon	15,0%
Névez*	Pont-Aven	14,7%
Trébabu	Saint-Renan	14,5%
Langolen	Briec-de-l'Odét	13,9%
Le Trévoux	Bannalec	13,9%
Locronan	Châteaulin	13,7%
Lanvéoc*	Crozon	13,6%
Saint-Méen	Lesneven	13,5%
Lanildut*	Ploudalmézeau	13,4%
Goulven*	Lesneven	13,2%
Plonéour-Trez*	Lesneven	13,2%
Plougonvelin*	Saint-Renan	13,0%
Porspoder*	Ploudalmézeau	12,9%
La Forêt-Fouesnant*	Fouesnant	12,8%
Le Conquet*	Saint-Renan	12,7%
Landudal	Briec-de-l'Odét	12,7%
Roscanvel*	Crozon	12,5%
Kerlouan*	Lesneven	12,4%
Landrévarzec	Briec-de-l'Odét	12,2%
Dinéault	Châteaulin	12,2%
Trévargan	Châteaulin	12,2%
Saint-Hernin	Carhaix-Plouguer	12,1%

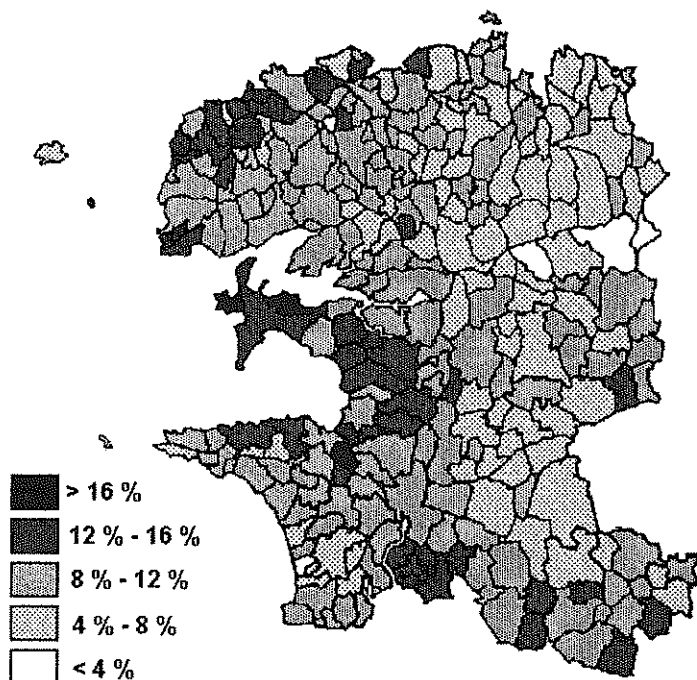
Commune	Canton d'appartenance	Score FN
Lanrivouré	Saint-Renan	12,1%
Landunvez*	Ploudalmézeau	12,0%
Saint-Ségal	Châteaulin	12,0%

* commune littorale

CARTE 10 : DENSITE DE LA POPULATION EN 1990 DANS LE FINISTERE



CARTE 11 : SCORE DE J.-M. LE PEN EN AVRIL 1988 DANS LE FINISTERE



**TABEAU 6 : SCORES COMMUNAUX DE J.-M. LE PEN SUPERIEURS A 13 %
EN 1995 DANS LE FINISTERE**

23 avril 1995 COMMUNE	Canton d'appartenance	% communal Le Pen
<i>Rappel moyenne départementale:</i>		9,2%
Camaret-sur-Mer*	Crozon	17,2%
Ile Molène*	Saint-Renan	17,0%
Névez*	Pont-Aven	15,9%
Lanvéoc*	Crozon	15,6%
Lanildut*	Ploudalmézeau	15,2%
Le Juch	Douarnenez	14,8%
Motreff	Carhaix-Plouguer	14,6%
Roscanvel*	Crozon	13,9%
Trégunc*	Concarneau	13,6%
Ploudalmézeau*	Ploudalmézeau	13,5%
Bénodet*	Fouesnant	13,4%
Kerlaz*	Châteaulin	13,3%
Pont-Aven*	Pont-Aven	13,3%
Crozon*	Crozon	13,1%
Plouguin	Ploudalmézeau	13,0%
Argol*	Crozon	13,0%

* *commune littorale*

En juin 1994, par exemple, 10 % des plus de 65 ans ont voté pour la liste de J.M. Le Pen qui obtint, nationalement, 10,5 % des suffrages exprimés⁴⁸.

⁴⁸ Sondage "sortie des urnes", CSA-Libération, *Libération*, 14.06.1994.

L'idée qu'il paraît légitime de retenir est qu'effectivement, il est des retraités, tels des personnes ayant servi sous le drapeau français aux quatre coins du monde, ou encore des ouvriers qualifiés placés en pré-retraite en raison des évolutions industrielles, qui votent davantage que la moyenne pour le FN. Cependant, globalement, les retraités du Finistère n'ont aucun penchant particulier en faveur des thèses du FN. Dans le département, au niveau cantonal, il n'existe pas de corrélation entre la proportion de retraités et le vote FN. Cela apparaît clairement à l'étude de l'intérieur du département. Ainsi, les cantons du Huelgoat, de Châteauneuf-du-Faou, de Scaër et de Pleyben, où la proportion de retraités dépasse largement 25 % de la population totale, sont particulièrement hermétiques au vote frontiste. Les régions côtières, où le FN fait un bon score, sont souvent le siège d'activités modernes et détachées des traditions; ces zones sont urbanisées et, par voie de conséquence, les plus atteintes par le chômage et les plus soumises aux migrations de toutes sortes.

Insularité et vote Le Pen

Après ce constat du caractère littoral du vote FN, il est difficile de ne pas envisager la question du possible lien entre insularité et vote FN. La présence de quatre îles dans le département permet de traiter cette question et de confronter les résultats aux phénomènes observés pour les autres îles

catégories sociales plus conservatrices, parmi lesquelles les agriculteurs⁵⁰. Globalement, les îles finistériennes ne se caractérisent pas par une propension massive au vote FN et il convient de rappeler la faiblesse de la population îlienne totale.

Loin des sacristies

Dans son enquête réalisée auprès des délégués au congrès du FN de Rueil-Malmaison, en 1978, Colette Ysmal avait mis en évidence, chez les militants du FN, leur dégageant de la pratique religieuse⁵¹. Quinze ans plus tard, au niveau local, on retrouve cette particularité (même si quelques animateurs de la section de Brest fréquentent les églises intégristes de la Fraternité Saint-Pie X) et, en Bretagne, l'extrême droite n'obtient pas ses meilleurs scores dans les zones les plus catholiques pratiquantes⁵². Dans le département, force est de constater que le vote FN s'est durablement développé dans des cantons et communes côtiers depuis longtemps relativement déchristianisés (Crozon, Fouesnant, Pont-Aven, agglomération brestoise), toutes aires géographiques où le taux de catholiques pratiquants était inférieur à 50 % dès le début des années soixante. Cependant, une

⁵⁰ LE GUIRRIEC Patrick, *Le pouvoir en campagne*, Apogée, 1994, Rennes, p. 33-49.

⁵¹ YSMAL Colette, "Sociologie des élites du Front national (1979-1986)", *Communication aux journées d'études de l'Association Française de Science Politique (AFSP)*, 7-8 mars 1988, AFSP, 1988, Paris.

⁵² LAMBERT Yves, "Le clivage politico-religieux dans l'Ouest. Sécularisation et social-démocratisation", *Géographie Sociale*, n° 6, 1987, p. 35.

déchristianisation locale n'est pas une condition suffisante à l'émergence du vote FN. Les exemples des cantons du Nord-Est et du Sud-Ouest du département en témoignent.

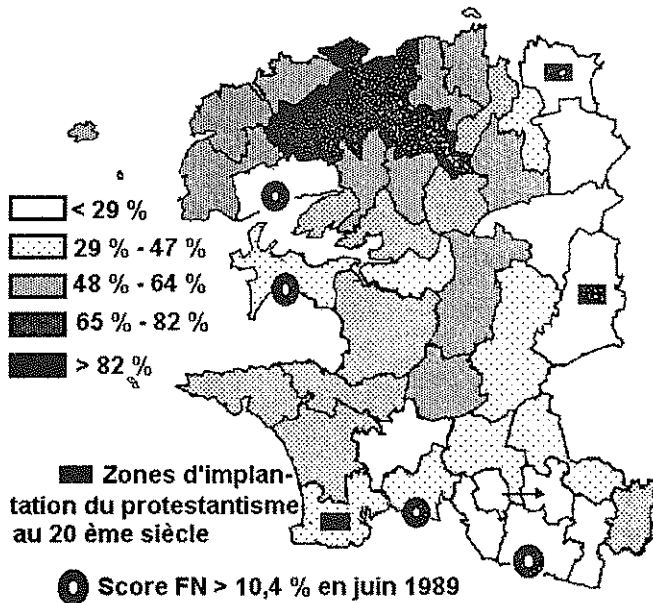
Dans le très catholique Léon, toujours fortement contrôlé par des notables conservateurs, seule une frange de la bourgeoisie rurale a cédé épisodiquement aux sirènes frontistes. Il n'est possible de comprendre le caractère temporaire de l'implantation du FN dans le Léon, entre 1988 et 1992, qu'en référence à l'histoire tourmentée des liens entre le fait politique et le fait religieux. Au début du siècle, progressivement, les Léonards ont pris leurs distances avec les notables royalistes cléricaux qui contrôlaient étroitement le pays et le système productif agricole. On ne peut assimiler ce phénomène à une "déchristianisation" de la société (les forts taux de pratique religieuse le démontrent), mais à une "décléricalisation". Dans cette partie du département, le développement progressif de l'idéologie républicaine ne s'est pas accompagné d'une remise en cause des valeurs constitutives du catholicisme⁵³. L'opposition séculaire entre une droite issue du *catholicisme blanc* et un centre-droit issu du *catholicisme bleu*, opposition qui fut le fondement d'un combat particulièrement vif au début du siècle, est toujours perceptible en cette fin de siècle⁵⁴. Seule l'habileté politique d'élus comme J.L. Goasduff (député RPR de la 3ème circonscription), héritier politique d'élus du parti blanc mais ancien militant

⁵³ On trouvera un historique très détaillé de cette évolution politico-religieuse du Léon in FORD Caroline, *Creating the nation in provincial France. Religion and political identity in Brittany*, Princetown University Press, 1993, Princetown.

⁵⁴ Nous reprenons une terminologie employée par Yves Lambert; cf. LAMBERT Yves, *Dieu change en Bretagne*, Le Cerf, 1985, Paris.

de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC), a permis à la droite de maintenir pendant plusieurs décennies l'illusion d'une unité suffisante pour sauvegarder les alliances et désistements électoraux entre les représentants des deux familles politiques de droite.

CARTE 12 : PRATIQUE RELIGIEUSE DANS LE FINISTERE VERS 1960 ET FORT VOTE FN EN 1989



L'arrivée du FN sur la scène politique a troublé, momentanément, ce bel ordonnancement. Mais, il a suffi que quelques notables légitiment les idées défendues par P. de Villiers pour que celui-ci n'obtienne, à l'occasion des élections européennes de 1994 et de l'élection présidentielle de 1995, des scores autrement plus importants que ceux obtenus par le FN. Les scores du "non", bien que celui-ci ait été minoritaire, lors du référendum du 20 septembre 1992, avaient aussi préparé le terrain. Ces résultats mirent en évidence le fait que l'éradication du cléricalisme n'a pas été totale, mais aussi que les forces conservatrices sont néanmoins devenues, *nolens volens*, républicaines, dans la mesure où les descendants politiques des "candidats du château" ne contestent pas explicitement, contrairement à J.-M. Le Pen, les institutions républicaines, mais se réclament de leur défense.

Jean-Marie Le Pen est conscient que le message qu'il offre aux électeurs bretons n'est pas en adéquation avec le fond culturel et sociologique breton: *"Je crois que cela tient à la sociologie de la Bretagne, l'influence du clergé progressiste, plutôt socialiste, disons-le franchement"*⁵⁵. Pourtant, les militants du Front national sont les plus favorables à une augmentation de l'influence de l'Eglise sur la vie politique. L'opposition entre ces souhaits et les comportements électoraux des catholiques pratiquants est réelle: ce sont eux qui votent le moins pour le FN et qui jugent que le FN est le parti pour lequel un catholique ne doit pas voter. Toutes les enquêtes d'opinion mettent en évidence cette forte opposition de principe des catholiques au vote FN. Emmanuel Todd

⁵⁵ OF 07.04.95.

affirme: "les régions déchristianisées sont plus vulnérables que les régions anciennement catholiques (...) Le catholicisme est en effet, tant qu'il existe, un intégrateur puissant, insistant sur la nécessaire soumission de l'individu à l'autorité. Cette autorité est au service de valeurs morales incompatibles avec la thématique xénophobe"⁵⁶.

Parallèlement à ces constats, il faut relever que, dès le début de la percée lepéniste, le clergé finistérien a toujours manifesté son hostilité aux thèses défendues par le FN, malgré le soutien de ce dernier à l'enseignement privé catholique. Ainsi, certains prêtres reprochent explicitement à leur rares paroissiens qui avouent voter pour J.-M. Le Pen et son parti de le faire. Un ancien agriculteur léonard, sympathisant du FN, aujourd'hui militant du Mouvement pour la France de P. de Villiers a ainsi écrit à l'auteur: "Un jour, l'abbé P., que vous connaissez, me reproche de voter, à l'époque, pour le FN. Je lui répondis: "Oui, mais pour qui voulez-vous que je vote ? Tous les autres partis sont partisans de l'avortement" (...) La personne de Le Pen et sa vie matrimoniale ne m'attirent pas. C'est bien

⁵⁶ TODD Emmanuel, *La nouvelle France*, Seuil, 1988, Paris, p. 270-271. Cf. MICHELAT Guy & SIMON Michel, "Niveau d'intégration au catholicisme et vote", p. 385-388, in INSEE, "Données sociales 1990", INSEE, 1990, Paris; PORTELLI Hugues, "L'évolution politique des catholiques", p. 179-199, in SOFRES (DUHAMEL Olivier & JAFFRE Jérôme (dir.), "L'Etat de l'opinion. 1994", Seuil, 1994, Paris. Les opposants locaux au maire de Saint-Coulitz n'ont jamais utilisé une argumentation raciste à l'égard de leur maire: "Le christianisme, c'est le refus du racisme, c'est l'accueil de l'autre même s'il est différent"; cf. QUEMENER Hervé, *Kofi. Histoire d'une intégration*, Payot, 1991, Paris, p. 206.

*pour cela que ma voix aux élections va à Villiers (...) Je ne suis pas un bandit extrémiste... ni un nazi*⁵⁷.

L'épiscopat qui est traditionnellement plus conservateur que son clergé, n'a cependant pas présenté moins de fermeté face à la xénophobie. Ainsi, lors de son message de Noël de 1991, Mgr Guillon, évêque de Quimper et Léon, invitait ses fidèles "à accueillir l'étranger". "Souvent, trop souvent, l'étranger est présenté comme celui qu'il faut écarter. On le charge de tous les péchés. Ne vient-il pas nous enlever le pain de la bouche, troubler notre vie sociale? Un parti politique élabore à son sujet un ensemble de propositions que Mgr Joatton, a qualifié de charte de l'anti-solidarité" avait ensuite déclaré l'évêque. Se sentant visé, le FN proposa à ce dernier un débat public sur l'immigration. Le 23 mai 1992, le secrétaire départemental du FN fut reçu 80 minutes par l'évêque, dans une "atmosphère aussi franche que ferme", selon l'expression du FN. Nul doute que l'entretien fut d'autant plus tendu que Bernard Pacreau est un fidèle des excommuniés d'Ecône (Fraternité Saint-Pie X). En mars 1997, Monseigneur Clément Guillon prit une nouvelle fois position contre le FN. A la question "Faut-il interdire le FN ?", l'évêque répondit: "Oui, s'il tombe sous le coup de la loi. Alors, c'est à la justice de se prononcer. La vraie lutte ne se situe pas à ce niveau mais au niveau de l'opinion publique. C'est à chacun d'entre-nous, chrétien ou non-chrétien, de se demander ce que signifient les prises position de ce parti et où il veut nous emmener".

⁵⁷ Correspondance avec l'auteur, novembre 1995.

Loin du communisme

Au lendemain de la Libération, légitimé par son action dans la résistance, le Parti communiste était particulièrement puissant dans une grande partie de l'est du Finistère. Depuis la Libération, une grosse quarantaine de communes ont, à un moment ou un autre, été dirigées par une municipalité communiste et l'on compte trois députés du PCF élus en 1946⁵⁸. A cette date, la carte de l'implantation du PCF dans le département est impressionnante: dans 8 cantons le parti dépasse 30 %⁵⁹. Cette influence était d'autant plus remarquable que la progression s'était effectuée à partir d'une base quasi-nulle (3 % en 1936, néanmoins meilleur score parmi les cinq départements bretons)⁶⁰. La Bretagne, vieille terre rebelle aux yeux de Victor Hugo, ne l'est traditionnellement pas en politique. De tous temps, les forces contestataires y ont eu un succès plus faible que leur moyenne nationale. En un demi siècle, le PCF s'est considérablement affaibli mais l'écart entre les scores communistes nationaux et locaux a régulièrement été de l'ordre de 1 à 2 % pour les scrutins qui sont apparus localement comme les plus favorables au mouvement communiste. En avril 1995, R. Hue a atteint ou dépassé sa moyenne nationale dans 15 des 54 cantons finistériens. Les trois candidats de la gauche non-socialiste (R. Hue, A. Laguiller et

⁵⁸ Cf. LE COADIC Ronan, *Les campagnes rouges de Bretagne*, Skol Vreizh, 1991, Morlaix.

⁵⁹ Pour une cartographie du vote PCF depuis 1922, cf. COURTOIS Stéphane & LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français*, PUF, 1995, Paris.

⁶⁰ BAUMONT Stéphane, *De Renaud-Jean à André Lajoinie, les agriculteurs et le communisme*, Communication au Colloque "Les agriculteurs face aux urnes", AFSP - Bordeaux. 15-16 novembre 1990, p. 14.

D. Voynet), situés plus à gauche que L. Jospin sur l'échiquier politique, ont obtenu, à ce scrutin, 17,8 % des suffrages (moyenne nationale: 17,3 %).

TABLEAU 8 : VOTE COMMUNISTE A CINQUANTE ANS DE DISTANCE

Scrutin	France	Finistère
Législatives 1946	28,8%	27,8%
Régionales 1992	8,6%	8,2%
Présidentielles 1995	8,6%	7,5%

Aujourd'hui très affaibli, le PCF conserve néanmoins quelques fiefs électoraux où la résistance à l'extrême droite est, depuis toujours, remarquable. Dès 1967, Edgar Morin écrivait : *"Le mot république (...) conserve, bien que momifié, son sens partisan ou mieux participant. Il ne s'est pas dissout au profit du mot gauche ou du mot antifascisme, durant l'entre-deux-guerres; bien que l'antonyme monarchique ait depuis longtemps disparu, le langage rouge maintient l'antinomie entre la République et ses ennemis qui réapparaissent sous des formes changeantes, pour la menacer (1934-1935), l'étouffer (1940-1944), la violenter (1958)"*⁶¹.

⁶¹ MORIN Edgar, *La métamorphose de Plozévet*, Fayard, 1963, Paris.

En mars 1986, aux élections régionales, à Plouégat-Guerrand, dans le canton de Lanmeur, le PCF atteint 20 % et la liste FN, menée par O. Morize, pourtant domicilié dans le canton, 1,2 %. En avril 1988, trois des cinq communes où J.-M. Le Pen obtint moins de 4 % se trouvent dans le canton du Huelgoat, terre d'élection du seul conseiller général communiste du Finistère. Trégourez, autre commune dirigée par le PCF, n'accorde que 5,9 % au leader du FN. Sept ans plus tard, à Tréguennec, J.-M. Le Pen ne rassemble que 3,1 % des citoyens. La faiblesse du parti national-populiste, dans le canton de Plouigneau (3,6 % au Ponthou en 1995, par exemple) ou à Scaër (7,8 % en 1995), confirme le constat général du comportement initialement rétif des électeurs des zones rouges face à l'offre électorale d'extrême droite. Cette opposition initiale entre vote FN et implantation provinciale du communisme avait été mise en évidence, pour 1984, par E. Plenel et A. Rollat⁶². Au niveau national, l'étude des résultats les plus récents du FN ne permet pas de conclure à l'absence de glissement des électeurs de zones naguère fortement contrôlées par le PCF vers un vote national-populiste, sans que ce dernier ne soit pour autant le résultat d'un vote d'anciens électeurs communistes⁶³.

Les mentalités et les comportements électoraux sont aussi fortement marqués par un autre élément: les systèmes traditionnels de propriété et d'usage des terres agricoles. Il semble que les deux types

⁶² PLENEL Edwy & ROLLAT Alain, *L'effet Le Pen*, La découverte, 1984, p. 117-118.

⁶³ Cf. PLATONE François & REY Henri, "Le FN en terre communiste", p. 268-283, in MAYER Nonna & PERRINEAU Pascal (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de la FNSP, 1989, Paris.

d'organisation de la terre qui se sont développés dans le département aient finalement favorisé l'émergence de convictions profondément égalitaires. En effet, dans la "montagne rouge", à l'est du département, on constate encore aujourd'hui les conséquences de l'existence passée d'un système ancien, la *quévaise*, fondée sur le principe de la propriété indivise cultivée par l'ensemble du village. Simultanément, chaque agriculteur jouissait de l'usage d'un terrain de surface identique pour tous, contre paiement d'une rente annuelle⁶⁴. De nos jours, on constate, dans les localités de Haute-Cornouaille et de Cornouaille médiane intérieure, des traces résiduelles de ce qui put être assimilé à un communisme agrarien⁶⁵. L'influence du MODEF y est toujours sensible, ainsi que dans plusieurs localités de la Cornouaille occidentale⁶⁶.

Depuis dix ans, le PCF, secoué par des crises internes, a subi la concurrence de nombreux dissidents. Ils ont, non sans succès retentissants de leur part, affaibli l'électorat traditionnel du PCF en de multiples localités: Brest, Concarneau, Carhaix-Plouguer, Douarnenez, Melgven, Plougastel-Daoulas... Ainsi, s'il obtient encore environ 16 % en avril 1995 à Rosportden et à Scaër, il atteignait plus de 40 % des voix au premier tour des législatives de 1978 dans ces communes. Les dissidences ont contribué à

⁶⁴ LAURENT Jeanne, *Un monde rural en Bretagne au Xvème siècle. La quévaise*, SEVPEN, 1972, Paris. *Quévaise*: du breton "*Kemaes*": champ cultivé ensemble.

⁶⁵ BOUREAU Alain, "Glose: la généalogie cistercienne du vote communiste breton", p. 69-72, in MILO Daniel S. & BOUREAU Alain, (dir.), *Alter Histoire. Essais d'histoire expérimentale*, Les Belles Lettres, 1991, Paris.

⁶⁶ Cf. TOUCHARD Georges-Eric, *Etude d'une circonscription électorale: la IVème circonscription du Finistère*, mémoire de DES de sciences politiques, Institut d'études politiques de Paris, 1972, p. 76-78.

détacher du PCF de nombreux électeurs de gauche et s'il était encore possible de considérer la liste "Une autre gauche pour l'avenir" de J.P. Jeudy⁶⁷, en 1992, comme une liste de sensibilité communiste, cinq ans plus tard, il est clair que de nombreux élus anciennement membres du PCF ne revendiquent plus désormais l'étiquette de "rénovateurs", mais plutôt celle de "divers gauche", ce qui leur permet d'attirer à eux une partie croissante de l'électorat traditionnellement socialiste.

Le FN a des difficultés là où le PCF fut et demeure très puissant (TABLEAU 9). Les élections législatives de 1986 et présidentielle de 1995 constituent les rares occasions où l'on peut comparer ces deux votes sans être gêné par la présence de listes ou candidats entamant le réel potentiel électoral des deux forces. Les communes retenues dans le tableau 10 sont celles où le PCF a atteint au moins 14,4 % en mars 1986 *et* en avril 1995 ou les localités ayant élu un maire communiste, orthodoxe ou rénovateur (ex-adhérent), en 1989 ou en 1995. Deux localités où le score du PCF s'est effondré ont été insérées (Brenillis et Carhaix-Plouguer).

⁶⁷ Alors maire rénovateur de Carhaix-Plouguer, ancien conseiller général PCF qui a soutenu le PCF aux dernières élections législatives de mai 1997.

**TABLEAU 9 : VOTE COMMUNISTE ET VOTE FRONTISTE EN MARS 1986 ET
AVRIL 1995 DANS LES "PAYS ROUGES" DU FINISTERE**

	Canton	PCF	FN	Le Pen	Hue	Le Pen
COMMUNE	d'appartenance	1986	1986	1988	1995	1995
Rappel: moyenne Départementale:		6,8%	5,7%	9,9%	7,5%	9,2%
Berrien*	Huelgoat	45,3%	2,8%	7,2%	29,4%	9,5%
Scrignac*	Huelgoat	41,5%	0,8%	3,0%	34,3%	3,2%
Bolazec*	Huelgoat	39,1%	2,2%	2,1%	34,2%	6,7%
Motreff**	Carhaix-Plouguer	31,6%	7,2%	9,7%	22,3%	14,6%
Plouégat-Moysan	Plouigneau	30,0%	4,9%	9,8%	23,0%	5,8%
Huelgoat*	Huelgoat	29,6%	3,9%	8,7%	23,4%	7,9%
Locmaria-Berrien	Huelgoat	28,3%	7,7%	8,6%	25,9%	5,0%
Trégourez*	Châteauneuf-du-Faou	25,6%	2,1%	5,9%	17,6%	9,7%
Botsorel****	Plouigneau	22,6%	3,3%	6,8%	18,2%	5,2%
La Feuillée	Huelgoat	22,4%	3,3%	0,9%	14,1%	4,8%
Plouégat-Guerrand	Lanmeur	20,0%	1,2%	4,6%	15,5%	4,7%
Le Cloître-St-Thégonnec	Saint-Thégonnec	19,9%	4,7%	7,9%	15,3%	7,8%
Plobannalec	Le Guilvinec	19,8%	5,0%	7,0%	17,2%	8,4%
Plougouven	Plouigneau	16,5%	2,6%	6,4%	16,1%	4,9%
Rosporden-Kernével***	Rosporden	16,3%	3,6%	6,0%	15,9%	6,6%
Scaër****	Scaër	16,1%	3,8%	6,7%	16,6%	7,8%
Saint-Jean-du-Doigt	Lanmeur	15,2%	2,9%	5,4%	14,6%	3,1%
Tréguennec*	Pont-l'Abbé	14,4%	0,9%	3,6%	19,8%	3,1%
Tréffiagat*	Le Guilvinec	15,3%	4,1%	8,2%	12,5%	7,5%
Plounéour-Ménez*	Saint-Thégonnec	12,0%	1,6%	5,4%	12,4%	6,5%
Douarnenez*	Douarnenez	11,6%	7,3%	11,1%	11,4%	9,2%
Melgven**	Bannalec	10,3%	4,5%	10,4%	11,0%	11,2%
Plougastel-Daoulas**	Daoulas	3,7%	6,6%	9,1%	5,7%	8,1%
Carhaix-Plouguer**	Carhaix-Plouguer	24,3%	6,4%	13,1%	13,1%	11,1%
Brennilis*	Pleyben	23,1%	6,6%	12,8%	12,8%	12,4%

* 1989-1995 : maire PCF

Le Front national en Bretagne occidentale

**** 1989-1995 : maire "rénovateur communiste" élu en 1989**

***** Kernével : commune associée à Rosporden (collège électoral distinct), maire délégué PCF**

****** maire PCF élu en 1995**

en italique : score communal Le Pen inférieur à la moyenne départementale

Ce sont, avec Melgven et Motreff, les seules localités du bastion rouge, fortement touché par le chômage, où le vote FN s'est récemment développé. Cette dernière localité est "labourée" par un responsable local très actif que nous avons présenté précédemment. L'autre commune, Melgven, connaît aujourd'hui une nette évolution conservatrice⁶⁸. Au Trévoux (commune hors tableau, canton de Bannalec), où le PCF obtint 11,3 % en mars 1986 et en avril 1995, se trouve sur le territoire communal, un monastère catholique intégriste dépendant de la Fraternité Saint-Pie X créée en 1988 par Monseigneur Lefebvre, évêque *suspens a divinis*. Ce monastère est dirigé par une Mère Supérieure qui est une sœur de l'Abbé Coache, haut responsable de la fraternité. Le vote du réseau local de fidèles, et, plus vraisemblablement, le comportement des religieuses contribuent à expliquer le fort pourcentage de voix que le FN obtient dans cette commune (12,8 % en avril 1995)⁶⁹.

⁶⁸ MONNIER Jean-Jacques, *Le comportement politique des Bretons*, op. cit.

⁶⁹ Il existe trois autres implantations de la Fraternité Saint-Pie X dans le département. Il s'agit de la chapelle Sainte-Anne (Brest), du prieuré Notre-Dame des Fontaines (Morlaix-Ploujean) qui est une annexe du monastère Saint-François d'Assises du Trévoux, et de la chapelle Notre-Dame du Mûr (Le Mûr-Plouigneau). Sur l'intégrisme catholique en Finistère, cf. TERRAS Christian, "Enquête: à l'extrême-droite de Dieu", *Golias*, n° 27-28, automne 1991, p. 36 et 49.

Distante du bloc rouge oriental, Douarnenez fut, jusqu'en 1995, la seule commune de plus de 10000 habitants dirigée par le Parti communiste. Elle fut, en 1921, la première de France où la majorité des élus municipaux adhèrent à la Troisième Internationale. La ville n'a basculé qu'aux dernières municipales. La petite poussée frontiste peut être reliée à la situation de port de pêche de la ville mais on peut considérer que les scores du FN ont été contenus à un niveau inférieur à ce que la situation géographique et sociale de la commune pourrait contribuer à entraîner.

Les scores du FN dans les autres ports de pêche et, en 1988, dans le reste du canton le montrent clairement. Douarnenez est régulièrement la commune de son canton où l'extrême droite obtient ses scores les plus faibles. Ainsi, en avril 1988, J.-M. Le Pen y a atteint 11,1 %, tandis que les communes voisines du Juch et de Poullan-sur-Mer lui accordaient respectivement 18,3 % et 13,8 % et, à l'est immédiat de Douarnenez, la commune de Kerlaz, située dans le canton de Châteaulin, accordait 15,6 % des voix au président du FN. Le parti n'a jamais pu atteindre de nouveau les 10 % dans la cité du Port-Rhu lors des scrutins suivants: la longue tradition ouvrière féminine est une réalité indiscutable de Douarnenez et s'oppose à l'inactivité féminine observée dans les communes alentours. Elle s'est développée à partir des conserveries de poissons qui emploient depuis toujours une abondante main d'œuvre féminine qui joue un rôle important dans la cité⁷⁰. En juin 1994, le score du FN est tombé à 6,8 % dans la ville.

⁷⁰ MARTIN Anne-Denes, *Les ouvrières de la mer. Histoire des sardinières du littoral breton*, L'Harmattan, 1994, Paris. A.-D. Martin met en évidence l'importance du

En 1995, J.-M. Le Pen a rallié sur son nom 9,2 % des voix. Dans les localités conservatrices contigües, Le Juch, Kerlaz et Poullan-sur-Mer, respectivement 14,8 %, 13,3 % et 11,6 % des électeurs votaient pour lui et rares étaient ceux qui votaient pour le candidat communiste. Sur l'ensemble de la dernière décennie, en dépit des efforts importants du FN pour attirer à lui le monde de la pêche, on retrouve la même résistance au Front national à Concarneau, commune d'une population de taille équivalente à celle de Douarnenez et ville toute autant marquée par l'histoire du syndicalisme des ouvriers de la pêche et des conserveries. En 1978, le PCF y obtenait 36,7 % des voix au premier tour des élections législatives. Jusqu'en 1983, le communiste Paul Le Gall, membre du comité central du PCF, fut maire de Concarneau, aujourd'hui dirigée par le PS, avec l'appui du PCF dont les dissidents sont localement bien implantés. Aux européennes de juin 1994, le FN y obtient 7,8 % des voix. En avril 1995, J.-M. Le Pen plafonne à 10,3 % des suffrages exprimés (Robert Hue: 11,7 %, Arlette Laguiller: 6,8 %, comme à Douarnenez), tandis qu'à Trégunc (13,6 %) et la Forêt-Fouesnant (12,4 %), les deux communes littorales voisines, le président du FN rassemble proportionnellement plus de citoyens et le PCF très peu. Au Guilvinec, port tenu par l' "union de la gauche" de 1936 à 1995, R. Hue, candidat du PCF en avril 1995, devance, avec 11,7 % des votes, le candidat d'extrême droite (11,2 %). Les scores obtenus par son parti, dans les autres ports de pêche du Finistère moins marqués par l'influence de la gauche,

rôle des femmes dans la famille où elle représente l'autorité permanente (le mari, marin-pêcheur est souvent en mer) ainsi que dans l'ensemble de la vie économique et sociale.

démontrent comment, de par ses origines et son histoire (celle d'un jeune Breton d'origine modeste, monté à Paris pour poursuivre des études), le natif de La Trinité-sur-Mer réussit à inscrire ces éléments biographiques dans un prétendu vécu commun (parfois mythique), partagé par de nombreux électeurs des régions côtières, mais pas nécessairement par ceux qui vivent réellement de la mer (pêcheurs, employés des conserveries, professions du tourisme). Nous avons mis en évidence la résistance des "communes rouges" face au FN. Aucun autre parti politique ne peut prétendre que ses zones de forte implantation soient aussi hermétiques au vote d'extrême droite⁷¹. Mais ce constat ne constitue pas une explication de la faiblesse générale du FN dans le département. Les tableaux le montrent. Il est même remarquable qu'environ la moitié des communes où le FN est très faible sont aussi des communes où le PCF est tout aussi faible. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, d'autres facteurs jouent donc de manière discrète, mais efficace.

⁷¹ A contrario, le PS et le FN recrutent, dans une large mesure, sur les mêmes terres géographiques (à défaut des mêmes populations), mais le message adressé aux gouvernants par les électeurs est radicalement opposé: confiance en l'avenir pour les uns, désespoirs et inquiétudes face à la modernité pour les seconds; LE BRAS Hervé, "La métaphore interdite: Karl Marx et André Siegfried entre histoire et géologie", p. 63-84, in MILO Daniel S. & BOUREAU Alain (dir.), *Alter Histoire. Essais d'histoire expérimentale*, op. cit..

Front national, agriculture et vote de Villiers

Dans la majeure partie du département, jusqu'à la Révolution, la pratique du domaine congéable (variante du *fermage* et non du *métayage*), où l'exploitant était locataire de la terre mais propriétaire des infrastructures, était la règle courante. Cette situation provoquait parfois des rébellions face au "château" et les cadets des familles, exclus de l'héritage, pouvaient être tentés par des votes égalitaristes. Dans le Léon et certaines basses terres de la Cornouaille intérieure, l'emprise de l'Eglise était très forte (canton de Briec, par exemple). Certaines de ces zones se caractérisent encore de nos jours par les scores très élevés qu'y obtiennent les candidats conservateurs. Lors des dernières décennies, la principale réussite du monde des propriétaires terriens a été de canaliser la contestation des "petits", parfois violente, par l'intermédiaire d'un syndicalisme agricole néanmoins contrôlé par les grands exploitants⁷². C'est sur ces terres, où le PCF n'a jamais pu s'implanter, que le Parti socialiste a le plus progressé récemment, bien que toujours minoritaire⁷³. C'est aussi dans ces zones que

⁷² DUCLOS Nathalie, "Y a-t-il une exception paysanne ? Réalité et limites de la violence contestataire des paysans bretons", *Cultures et conflits*, n° 9-10, 1993, p. 293-314.

⁷³ C'est pourtant d'une famille d'une petite commune du Léon, Plouvien, qu'Anicet Le Pors, ministre communiste de la Fonction publique entre 1981 et 1984, est originaire. Cf. LEFAIT Philippe, *Quatre ministres et puis s'en vont*, Les éditions de l'atelier, 1995, Paris, p. 304-305. REMOND Yves, *Géographie de l'opinion politique du Finistère - 1945-1965*, mémoire de DES de Géographie, Université de Haute-Bretagne, 1966, Rennes; Cf. BONENFANT Thierry & GUEZOU Jean-François, *Atlas électoral du Grand-Ouest depuis 1958*, CRAP (Université de Rennes I) - Ouest-France, 1982, Rennes; PERRIGAULT Jean-Marc, *L'évolution politique du Léon de 1958 à 1986-1987*, mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Rennes II, 1987.

la démocratie chrétienne, notamment par l'intermédiaire de ses publications et mouvements d'action collective d'inspiration catholique a réussi à ébranler la puissance de notables locaux à l'autorité depuis longtemps affaiblie⁷⁴. Les mouvements d'action catholique, initiés par des chrétiens, quelques prêtres et des propriétaires terriens plus ouverts à une modernisation des rapports sociaux, se sont développés avant de prendre une réelle autonomie par rapport à la hiérarchie de l'Eglise. La victoire de la Confédération paysanne - Union départementale des syndicats d'exploitants agricoles (CP-UDSEA, 53 % des voix dans le collège des exploitants) aux élections à la Chambre d'agriculture, en janvier 1995, constitue le prolongement de cette volonté réformatrice.

Deux zones modérées, où l'influence du communisme est moins importante que dans les cantons du centre-Bretagne, existent. Les habitants de la première, en Cornouaille, ont tenté de trouver, dans le radicalisme puis dans le vote socialiste, une conciliation des aspirations égalitaires (par l'intermédiaire d'une transformation sociale progressive et la prise en compte de la préoccupation environnementaliste) et du respect de l'ordre établi (maintien d'exploitations familiales de "taille humaine", contestation modérée du catholicisme⁷⁵). Ces espaces du centre et du sud du

⁷⁴ LAGREE Michel, *Religion et cultures en Bretagne. 1850-1950*, Fayard, 1992.

⁷⁵ Dès l'immédiat après-guerre, Gabriel Le Bras constate que "*des catholiques donnent leur suffrage et parfois leur nom à la liste socialiste*" et en relève "*d'assez nombreux exemples*"; LE BRAS Gabriel, "Géographie électorale et géographie religieuse", in MORAZE Charles, MAC CALLUM R.B., LE BRAS Gabriel & GEORGE Pierre, *Etudes de sociologie électorale, Cahier de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 1, Armand Colin, 1947, Paris, p. 57.

département ont toujours attiré l'extrême-droite. En raison d'une concurrence faible d'un parti communiste ayant en d'autres zones une assise agricole, et en raison de raison d'une concurrence modérée de la droite parlementaire, elle a vu un terrain propice au développement des ses idées. En 1935 déjà, Henri d'Halluin, dit Dorgères, publiciste du Nord arrivé récemment en "pays blanc" d'Ille-et-Vilaine, organisait le premier congrès de ses *Chemises vertes* à Bannalec⁷⁶. Le Nord du département par contre, fut un espace inaccessible pour Dorgères⁷⁷, contrairement à certaines zones rurales des pays de Redon et Vitré, en Ille-et-Vilaine, où le FN obtient aujourd'hui ses meilleurs scores locaux⁷⁸.

Les tentatives récentes de fiançailles entre l'extrême droite et le monde agricole ont été un échec. Le monde agricole finistérien n'a pas cédé lors de la dernière décennie, contrairement à ce qui s'était passé en janvier 1956, en dépit des efforts du FN. L'absence de liste de la Coordination rurale aux élections à la Chambre d'agriculture est symptomatique, de même que, au niveau local, la faiblesse numérique des effectifs du Cercle national des agriculteurs de France (CNAF), présidé nationalement par Alexis Arette, ancien responsable de la Fédération française de l'agriculture

⁷⁶ PHILIPPONNEAU Michel, "La Bretagne", in LACOSTE Yves (dir.), *op. cit.*, p. 340-341. Sur le dorgérisme en Finistère, cf. BERGER Suzanne, *Les paysans contre la politique. L'organisation rurale en Bretagne 1911-1974*, Seuil, 1975, Paris, p. 143-146.

⁷⁷ BERGER Suzanne, *Peasants against politics. Rural organization in Brittany, 1911-1967*, Harvard University Press, 1972, Cambridge, p. 122-113.

⁷⁸ MAYER Nonna, "Le vote Front national au pluriel", *Le Banquet*, n° 10, 1997, p. 80.

(FFA, inexistante dans le département), puis par l'universitaire Jean-Claude Martinez, député européen du FN⁷⁹. La réaction du FN à la défaite de la FDSEA, en janvier 1995, se situe pleinement dans la continuité de la permanente dénonciation de la FNSEA par l'extrême droite: "*Le Front national se réjouit du vote sanction infligé à la liste ultra-libérale de Guillaume Roué tout en regrettant qu'une liste de large union de l'opposition, avec la Coordination rurale, n'ait pu être constituée*"⁸⁰.

En 1988, les paysans n'étaient pas surreprésentés dans l'électorat de J.-M. Le Pen, ce qui les distinguait des autres travailleurs indépendants et marquait la spécificité de leur comportement électoral. Plusieurs explications pouvaient être apportées à cette situation: si le catholicisme porte bien au conservatisme, il empêche le vote xénophobe. D'autre part, le processus de désocialisation, d'atomisation de l'individu est moins engagé dans le monde rural que dans d'autres espaces sociaux⁸¹. On a pourtant craint, ces dernières années, une augmentation de l'adhésion aux idées du FN dans le monde agricole situé au cœur des territoires traditionnels de la droite. Quatre ans après l'affirmation de Jean Poperen selon laquelle les agriculteurs déçus de la politique de François Guillaume (ancien président

⁷⁹ L'annonce de la tenue prochaine d'"Assises de l'agriculture", organisées par le FN, fut repérée dans la presse à plusieurs reprises, durant le second semestre de 1990. Le quotidien *Ouest-France* consacra d'ailleurs deux longs articles à ce sujet, dans ses éditions du 13 octobre 1990, tout en insistant sur le peu de chance de voir le FN percer en milieu agricole.

⁸⁰ OF 04-05.02.1995. Sur les relations entre poujadistes, dorgéristes et la FNSEA, cf. HOFFMANN Stanley (dir.), *Le mouvement Poujade, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 81, Armand Colin, 1956, Paris, p. 333-341.

⁸¹ OF 13.10.1990.

de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, ministre de l'agriculture de J. Chirac entre 1986 et 1988), se tourneraient tôt ou tard vers le FN, Alexis Gourvennec envisageait l'émergence de tels comportements à l'occasion des élections législatives de 1993: "*Je connais des agriculteurs qui pour la première fois de leur vie, en raison des difficultés économiques qu'ils connaissent, sont décidés à voter pour le Front national aux prochaines élections*"⁸². Cependant, dans un contexte général de diminution du nombre de fermes et d'exploitants, ce phénomène semble avoir été très marginal et sans influence sur les scores électoraux. J.-M. Le Pen, interrogé en 1995 sur ce sujet, en convenait: "*La structure paysanne est longue à mobiliser*"⁸³. A partir de 1994, l'arrivée de P. de Villiers, chassant sur les mêmes terres que le FN dans ce département, a incontestablement contribué à provoquer le retour de ces rares agriculteurs au sein du giron de la droite parlementaire.

Paradoxalement, le seul succès frontiste notable que l'on puisse relever aujourd'hui dans le département demeure l'élection, à deux reprises, d'un jeune agriculteur, au conseil municipal de Motreff, en octobre 1993 et juin 1995, dans le canton de Carhaix-Plouguer, sur la liste d'union de la droite. Aux législatives de mars 1993, déjà, il avait obtenu 21,0 % des voix dans sa commune. Ce score constitue aujourd'hui le pourcentage le plus

⁸² Déclaration d'Alexis Gourvennec, directeur de la SICA du Léon, entretien; KERUEL Anne, "Référendum sur Maastricht, législatives 1993: la dimension bretonne", *Hérodote*, n°69-70, 1993, p. 118.

⁸³ OF 07.04.1995.

élevé jamais atteint par un candidat du FN dans un scrutin général se déroulant dans le Finistère⁸⁴.

P. de Villiers défend des valeurs, au nombre desquelles la famille et la lutte contre la corruption. Il s'oppose aussi résolument à la poursuite du processus d'intégration européenne: l'importance des convergences avec les idées développées par le Front national est donc réelle. Cependant, P. de Villiers prend garde de ne pas attiser la xénophobie et inscrit son action politique dans le cadre d'une appartenance à la droite républicaine. De plus, il attaque parfois violemment J.-M. Le Pen: *"Ce qui me différencie de Jean-Marie Le Pen, c'est qu'avec les plus beaux mots du monde, comme le mot de France, on peut faire des mots de haine"*⁸⁵.

Formuler l'idée de défendre le principe de l'inactivité professionnelle de la femme est profondément contraire à la tradition du pays. Sans doute consciente de cela et afin de ne pas apparaître exclusivement comme défenseur de la femme au foyer, Jacqueline Rolland, présidente départementale du Mouvement pour la France et ancienne adjointe-au-maire de Brest, s'exprimait ainsi, à Brest, le 17 mars 1995, à l'occasion du meeting de P. de Villiers, candidat à l'élection présidentielle: *"Mon expérience de femme, de mère, de grand-mère, me confirme*

⁸⁴ Relevons enfin qu'il n'y a pas de lien, au niveau communal ou cantonal, entre l'occurrence du vote FN et la taille des exploitations agricoles ou les concentrations de production dans les diverses activités (céréales, légumes, porcins). Pour une cartographie abondante sur le monde et les activités agricoles dans le Finistère, cf. CANEVET Corentin, *40 ans de révolution agricole en Bretagne*, Institut Culturel de Bretagne, 1991, Rennes.

⁸⁵ OF 17.03.1995.

l'importance vitale de vos propositions, pour tout ce qui concerne la famille, l'école, l'entreprise..."⁸⁶. Comme dans chacun de ses communiqués qui sont rendus publics, J. Rolland développa essentiellement des propositions concernant l'ensemble de la société: même conservatrice, la femme bretonne est active dans la sphère économique, sociale et politique. L'action de l'ancienne responsable départementale de l'association des parents d'élèves de l'enseignement catholique, Hélène Tanguy, aujourd'hui conseillère régionale RPR et maire du Guilvinec, le démontre tout autant.

P. de Villiers, plus modéré que J.-M. Le Pen et soutenu par l'ancien député indépendant Gabriel de Poulpiquet de Brescanvel, puis la Droite indépendante (MPF-CNI) ont réussi à attirer, dans le Léon, un certain nombre d'électeurs qui avaient parfois voté pour l'extrême droite, notamment à l'occasion des élections européennes de juin 1984 et présidentielle d'avril 1988. Un élément accreditte cette affirmation: la géographie du vote P. de Villiers, en juin 1994, est largement analogue à celle du vote Le Pen de juin 1984, vote que l'on a largement expliqué comme un vote de radicalisation de l'électorat catholique conservateur, choix exprimé dans un contexte de "guerre des deux écoles"⁸⁷. De plus, tandis que le conseiller régional FN Jacques Branellec rallia le Centre national des indépendants (CNI)⁸⁸, certains membres influents de

⁸⁶ LT 18-19.03.1995.

⁸⁷ Cf. MAYER Nonna, "De Passy à Barbès; deux visages du vote Le Pen à Paris", *Revue Française de Science Politique*, XXXVII, n° 6, 1987, p. 891-906.

⁸⁸ Conseiller municipal de Pont-Scorff de 1983 à 1989, il quitta le FN en septembre 1988, suite au jeu de mots "Monsieur Durafour Crématoire" prononcé quelques jours plus tôt par J.-M. Le Pen, lors de son discours annuel de rentrée, à la Trinité-

l'aristocratie bretonne blanche ont soutenu le FN. Pierre Launay de la Mothaye, maire de Billio, parraina la candidature de J.-M. Le Pen en 1988 et 1995⁸⁹. Ainsi, le vicomte Jacques de Rougé, maire FN de Trédion, commune limitrophe entre Basse et Haute Bretagne, fut élu conseiller régional FN dans le Morbihan en 1992, avant de devoir démissionner de sa fonction de premier magistrat de sa commune⁹⁰.

N. Mayer a souligné, à plusieurs reprises: "*L'électorat de 1984, infidèle en 1986, est clairement un électorat bourgeois (...) C'est un électorat de droite, politisé et participationniste, qui le 10 mai 1981 a voté pour V. Giscard d'Estaing et, le 16 mars 1986, après un mouvement d'humeur est revenu à la droite libérale*"⁹¹. La similitude des deux cartes (CARTES 13 & 14, page 74-75) est remarquable et le TABLEAU 10 (page 78) montre l'importance des transferts de voix qui se sont effectués vers la liste

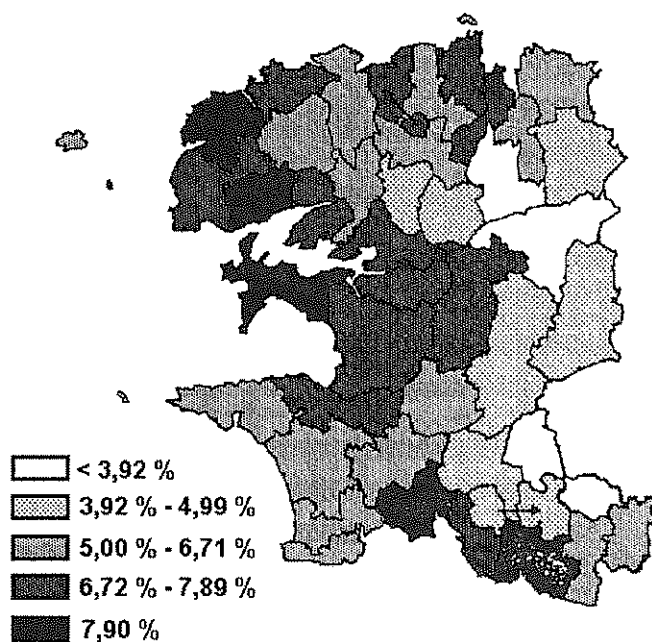
sur-Mer. J. Branellec rejoignit la majorité RPR-UDF-CNI du président Yvon Bourges, et siégea, jusqu'en 1992, aux côtés de M. Louis Marteil, conseiller régional et ancien maire CNI d'Yffiniac (Côtes d'Armor). Le leader régional du CNI fut Paul Anselin, maire et conseiller général de Ploërmel, secrétaire général du CNI dans le milieu des années 1980, actuel conseiller régional.

⁸⁹ Tout comme, en 1995, Marc Allanic, maire de Hoëdic et André Nygren, alors maire de La Trinité-sur-Mer et sympathisant du FN.

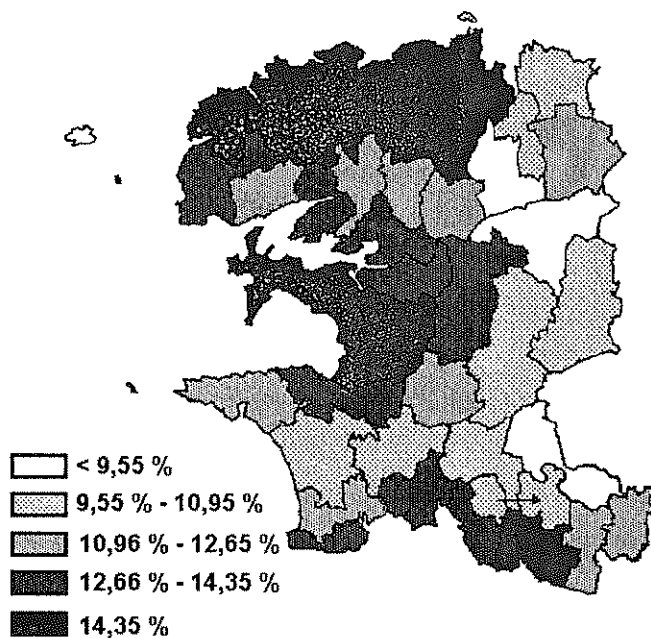
⁹⁰ Fils de l'ancien secrétaire particulier du leader royaliste Charles Maurras (Action française) à Lyon, pendant la Seconde Guerre Mondiale, l'élus frontiste est le frère d'Hugues de Rougé, proche de Jean-Marie Le Pen et membre du comité central du FN à la fondation duquel il participa. De même, le maire de Saint-Judoce (Côtes d'Armor), Yann Bouan du Chef du Bos, parraina la candidature de J.-M. Le Pen en 1995, dans un département où les candidats du FN en 1997 furent notamment Myriam de Coatparquet, Charles du Boishamon et Jean-Luc de Trogoff, aujourd'hui conseiller régional FN élu.

⁹¹ MAYER Nonna, "Le vote FN de Passy à Barbès (1984-1988)", p. 262, in MAYER Nonna et PERRINEAU Pascal (dir.), *Le Front national à découvert, op. cit.* (ce commentaire porte sur l'électorat national du FN).

**CARTE 13 : SCORES DU FN AUX EUROPEENNES DE 1984 DANS LE
FINISTERE**



**CARTE 14 : SCORES DE P. DE VILLIERS AUX EUROPEENNES DE 1994
DANS LE FINISTERE**



du président du Conseil général de Vendée. Par rapport au scrutin européen de juin 1989, dans l'ensemble du Finistère, J.M. Le Pen a perdu près de 5000 voix sur 23000 obtenues cinq ans auparavant. L'importance de ces déplacements de voix entre les deux listes menées par deux hommes qui se présentent comme défenseurs de l'"identité nationale" explique le fait que leurs deux électorats apparaissent comme très différents, mais complémentaires: l'élu vendéen a succédé à J.M. Le Pen auprès des classes bourgeoises et rurales, au point que ce dernier apparaît désormais comme le représentant du parti des exclus, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans⁹². On peut affirmer que l'arrivée de P. de Villiers dans la compétition électorale a cassé la lente ascension du FN dans les communes des cantons léonards et dans le canton de Briec où l'on avait pu constater, lors du scrutin de mars 1992, une radicalisation de l'électorat conservateur catholique⁹³. La comparaison des meilleurs scores de J.-M. Le Pen en avril 1988 avec ceux de la liste FN en mars 1992, l'indique clairement. L'étude de quelques résultats locaux met en évidence l'ampleur des transferts qui se sont produits. Ainsi, à Saint-Méen, le FN atteignait 13,5 % en mars 1992, et tombait à 3,3 % en juin 1994 alors que P. de Villiers obtenait 16,0 %. L'éclaircissement du Léon, sur la carte représentant les scores du FN en juin 1994, par rapport aux cartes précédentes relatives à la période 1988-1993, met en évidence comment une grande partie des voix lepénistes du bastion catholique, souvent récemment acquises, ont basculé en faveur de la liste

⁹² Cf. l'interview d'Hervé Le Bras, "Le vote Chirac représente une forme évolutive du vote de droite", *Le Monde*, 14-15.05.1995.

⁹³ Sur ce même phénomène au niveau national, cf. l'interview de Pascal Perrineau, "Le vote du 23 avril permet de parler d'une vraie élection de crise", *Le Monde*, 26.04.1995.

menée par le vicomte vendéen. Plus qu'une extrême droite, la force électorale frontiste initiale était en partie une droite extrême⁹⁴. Le FN considère, pour sa part, que le mouvement de P. de Villiers joue un rôle positif dans l'évolution des mentalités: "*Philippe de Villiers copie notre programme mot à mot. La Droite indépendante, c'est une passerelle. Compte tenu de la diabolisation du FN, certains n'osent pas venir directement chez nous. Ils commencent par de Villiers mais ils finiront par nous rejoindre*" (Olivier Morize, mai 1997).

Seules certaines communes littorales, depuis longtemps moins marquées par le cléricisme léonard (A. Siegfried l'avait déjà signalé en 1913⁹⁵), ont continué à accorder des scores relativement élevés au Front national⁹⁶.

⁹⁴ URVOAS Jean-Jacques, *Tableau électoral de la Bretagne occidentale*, thèse de doctorat en science politique, Université de Brest, 1995.

⁹⁵ SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest* (1913), Imprimerie nationale, 1995, Paris, p. 207.

⁹⁶ Au sein même du bloc léonard, ce sont les localités les plus détachées de la religion qui accordent le plus de suffrages à l'extrême droite.

TABEAU 10 : BAISSSE DU FN ET VOTE DE VILLIERS EN JUIN 1994

COMMUNE		LE PEN 1988	LE PEN 1994	DE VILLIERS 1994	LE PEN 1995	DE VILLIERS 1995	Baisse Le Pen 1995 / 1988
<i>Rappel département</i>		9,9%	6,4%	12,6%	9,2%	3,8%	-0,7%
Trébabu	Saint-Renan	16,8%	6,8%	17,1%	12,6%	8,3%	-4,2%
Kerlaz	Châteaulin	15,6%	6,8%	17,6%	13,3%	7,3%	-2,3%
Gouézec	Pleyben	12,8%	6,7%	14,8%	9,6%	9,4%	-3,2%
Saint-Vougay	Plouzévédé	9,9%	3,3%	21,7%	5,4%	7,5%	-4,5%
Lopérec	Le Faou	8,0%	4,2%	19,8%	5,4%	8,9%	-2,6%
Bodilis	Landivisiau	10,6%	4,2%	20,5%	7,1%	7,1%	-3,5%

Ainsi, si leurs noyaux électoraux respectifs apparaissent désormais comme distincts⁹⁷ (cf. TABLEAU 11, page 80), le fondateur du MPF a privé le chef du FN d'une véritable marge de manœuvre dans les zones de forte implantation du catholicisme, lieux où le ralliement au FN était trop récent pour qu'un phénomène de fidélisation de l'électorat soit observé⁹⁸. Dans 75 % des 33 localités où J.-M. Le Pen a obtenu plus de 10 % en 1988 et P. de Villiers plus de 15 % en 1994, la baisse communale du FN en 1994 a été proportionnellement plus forte que celle de sa moyenne départementale. Nous devons cependant préciser qu'aucune des onze communes où de Villiers a obtenu plus de 20,0 % en juin 1994 n'est une des communes où

⁹⁷ Cf. l'article de Pascal Perrineau, "La dissidence villiériste", *Le Monde*, 19.11.1994.

⁹⁸ Cf. l'article de Christiane Chombeau, "Deux électorats distincts par la géographie et la sociologie. *Le nationalisme réunit les partisans des deux candidats*", *Le Monde*, 11.02.1995.

Le Pen et le FN obtenaient, lors des scrutins précédents, des scores très élevés: de Villiers a aussi pris, bien évidemment, de nombreuses voix gaullistes à la liste d'union du RPR et de l'UDF, menée par le centriste Dominique Baudis.

TABLEAU 11 : ELECTORAT DU FN ET DE LA LISTE DE VILLIERS EN JUIN 1994

Age	Electorat liste de Villiers	Electorat liste Le Pen
18 - 24 ans	5%	11%
25 - 34 ans	10%	24%
35 - 49 ans	24%	26%
50 - 64 ans	30%	25%
65 ans et +	31%	14%
Profession		
Agriculteur	9%	1%
Artisan, commerçant et ind.	7%	5%
Cadre et profession intel.	5%	3%
Profession intermédiaire	90%	5%
Employé	11%	15%
Ouvrier	50%	29%
Inactif, Retraité	54%	42%
Religion		
Catholique pratiquant	23%	11%
Catho. pratiquant irrégulier	22%	11%
Catholique non pratiquant	50%	59%
Autre religion	2%	2%
Sans religion	3%	17%

source: sondage post-électoral SOFRES, juin 1994.

TABLEAU 12 : PLUS HAUTS SCORES FN/LE PEN EN 1994 ET EN 1995

24 avril 1988 COMMUNE	Canton d'appartenance	24 avril 1988 Le Pen	12 juin 1994 Liste FN	23 avril 1995 Le Pen
<i>Rappel</i>	<i>département:</i>	9,9%	6,4%	9,2%
Ile-Molène	Saint-Renan	19,0%	14,8%	17,0%
Camaret-sur-Mer	Crozon	18,8%	13,2%	17,2%
Lanvéoc	Crozon	16,9%	12,0%	15,6%
Lanildut	Ploudalmézeau	15,9%	9,7%	15,2%
Névez	Pont-Aven	15,9%	11,9%	15,9%
Bénodet	Fouesnant	15,4%	13,1%	13,4%
Saint-Nic	Châteaulin	15,0%	11,0%	11,3%
Clohars-Carnoët	Quimperlé	14,1%	9,4%	12,7%
Le Trévoux	Bannalec	14,1%	10,9%	12,8%
Pont-Aven	Pont-Aven	13,3%	10,4%	13,3%
Lothey	Pleyben	13,1%	13,0%	10,8%
Crozon	Crozon	13,1%	9,6%	13,1%
Plougonvelin	Saint-Renan	13,0%	9,2%	10,5%
Motreff	Carhaix-Plouguer	9,7%	18,5%	14,6%
Gouesnach	Fouesnant	12,2%	11,8%	12,2%

D'autres zones d'implantation persistante du FN sont moins affectées par la dissidence villiériste (TABLEAU 12, page 81). Seules quinze localités ont accordé plus de 9,0 % au FN en juin 1994 et plus de 10,0 % à J.-M. Le Pen en avril 1995. Dans ces communes, on peut parler d'une réelle influence du Front national et d'un vote d'adhésion de ces électeurs aux idées émises par le FN. L'offre concurrentielle face à laquelle ils ont pu effectuer leur choix électoral lors de ce scrutin nous permet de l'affirmer sans aucun doute. La liste menée par Bernard Tapie, quant à elle, a pris des

voix de l'électorat populaire, notamment dans des zones où la culture populaire de gauche est très présente (cantons de Lanmeur, Scaër, Bannalec, Concarneau et Carhaix-Plouguer). C'est dans les communes orientées à droite que le FN s'impose. Ce phénomène touche autant les places fortes du RPR que celles de l'UDF. Ainsi, en 1995, seules 13 des 82 communes où J.-M. le Pen a obtenu plus de 10,0 % des voix ont fait partie des 113 communes où L. Jospin était majoritaire le 7 mai 1995, au second tour de l'élection présidentielle. Un mois plus tard, seules 17 des 100 communes (sur 283 dans le département) s'étant dotées d'un maire de gauche avaient accordé plus que ce même seuil de 10 % des suffrages exprimés au président du FN, le 23 avril 1995. La question de savoir qui sont les électeurs que le FN a séduits est différente de celle de savoir où ils se trouvent aujourd'hui. Jean-Jacques Urvoas, dans sa thèse intitulée *Tableau électoral de la Bretagne occidentale (1973-1993)*, a montré combien la droite parlementaire avait subi des reculs importants, dans ses fiefs (TABLEAU 13, page 83). En 1995, la corrélation entre le vote FN et le gain de voix de J. Chirac, en sus de celles obtenues par Edouard Balladur au premier tour, entre les deux tours de l'élection présidentielle, est de 0,60 (GRAPHIQUE 2, page 53). L'électorat frontiste finistérien est un électorat de droite bien plus qu'un électorat issu des rangs d'électeurs déçus du socialisme. Le phénomène constaté nationalement par Pascal Perrineau⁹⁹ ne se trouve pas vérifié dans le Finistère, même si la dynamique du vote Chirac du 7 mai 1995 était, en moyenne, inférieure de cinq points au total

⁹⁹ PERRINEAU Pascal, "La dynamique du vote Le Pen. *Le poids du 'gaucholepénisme'*", p. 243-261, in PERRINEAU Pascal & YSMAL Colette (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de Sciences Po, 1995, Paris.

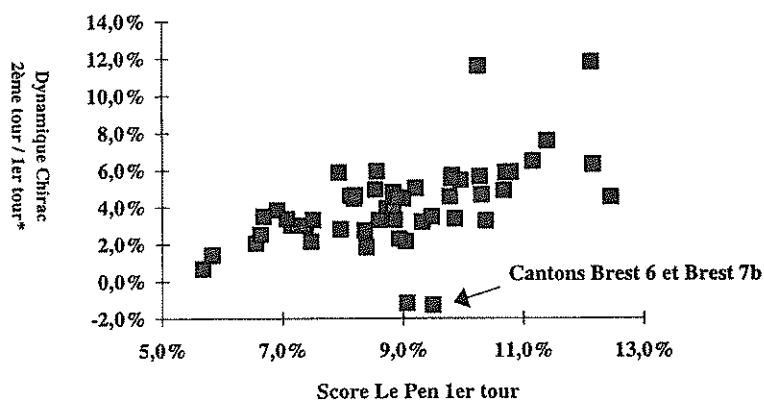
des voix de droite et d'extrême droite du premier tour. Vote blanc et abstentionnisme expliquent cet écart.

TABEAU 13 : EVOLUTION DES FORCES POLITIQUES DE 1981 A 1988 ET NIVEAU DE J.-M. LE PEN EN 1988 (% DES INSCRITS) EN BASSE-BRETAGNE

	Evolution 1981/1988	Nb cantons	Moyenne	Score Le Pen
PCF	Pertes faibles	36	-3,9%	10,0%
	Pertes sensibles	23	6,0%	8,4%
	Pertes fortes	30	7,4%	7,4%
	Pertes très fortes	13	9,6%	5,9%
PS	Gains faibles	2	2,1%	6,7%
	Gains sensibles	14	3,8%	6,1%
	Gains forts	46	5,7%	8,6%
	Gains très forts	41	8,1%	7,3%
Droite	Pertes faibles	25	-6,1%	6,6%
	Pertes sensibles	51	8,3%	8,0%
	Pertes fortes	16	10,4%	9,1%
	Pertes très fortes	10	13,7%	13,0%

source: Jean-Jacques URVOAS, *Tableau électoral de la Bretagne occidentale (1973-1993)*, op. cit., p. 608.

**GRAPHIQUE 2 : VOTE FN ET GAIN DE VOIX HORS MAJORITE
PARLEMENTAIRE PAR JACQUES CHIRAC ENTRE LES DEUX TOURS DE
L'ELECTION PRESIDENTIELLE DANS LE FINISTERE**



* *
*

A l'occasion du scrutin présidentiel de 1995, les scores de P. de Villiers (3,9 %) et de J.-M. Le Pen (9,2 %) ont été inférieurs à ceux escomptés par les soutiens locaux des deux candidats nationalistes. Dans un contexte national de légère hausse du score du président du FN (15,0 %, +0,6 %), le Finistère lui a accordé proportionnellement moins de suffrages que sept ans plus tôt (9,2 %, -0,7 % par rapport au scrutin d'avril 1988). Bien qu'important, le vote du littoral ne constitue pas l'intégralité des soutiens à J.-M. Le Pen. Le coup d'arrêt à la progression, observé le 23 avril 1995, était remarquable, à l'aune des résultats nationaux. Par rapport à 1988, le président du FN a perdu 1500 voix dans la première ville du département (9,7 % contre 11,1 % sept ans plus tôt). Seule une part de la population des zones urbaines, à Brest notamment, fortement touchée par le chômage ou au contact de populations étrangères a choisi le vote national-populiste. On ne peut aussi éviter de considérer que la force de l'abstentionnisme représente un certain flottement idéologique car le Front national ne peut vraiment y jouer, comme on l'a vu, le rôle de catalyseur des mécontentements, en raison de la difficulté d'y concevoir une radicalisation massive à partir d'un mot d'ordre xénophobe. De même, les 7 % de bulletins blancs trouvés dans les urnes au soir du 7 mai 1995 étaient des révélateurs d'un vide politique. Il convient donc désormais de proposer un modèle permettant de rendre compte des éléments qui concourent à expliquer la faiblesse du FN.

LES RAISONS DE LA FAIBLESSE

Ni la proportion de chômeurs, de personnes âgées, ni a fortiori, la décline du PC n'expliquent l'attrait des zones littorales pour le FN. Analysant vote communiste et vote Front national dans les Côtes d'Armor, Hervé Le Bras considérait que, comme le vote en faveur du PCF, celui du FN plonge le politologue dans un univers mystérieux que son organisation sociale explique cependant¹⁰⁰. Les scores obtenus par le FN dans certaines localités où les structures familiales traditionnelles et des comportements politiques ou religieux particuliers peuvent toujours ou ont pu être observés sont révélateurs. On peut ainsi mieux mettre en évidence ce qui semble être des éléments fondamentaux de l'explication des faibles scores que le FN obtient, au niveau de l'ensemble du département, et plus largement, en Bretagne bretonnante. En effet, comme A. Siegfried l'avait signalé dès 1913, la "*véritable frontière*"¹⁰¹ politique interne à la Bretagne recoupe celle des parlers: Bretagne bretonnante et Pays gallo se différencient nettement. Les disparités locales observées permettront de valider les hypothèses, en raison de l'extrême diversité des différents pays du Finistère. De plus, l'absence de populations immigrées nombreuses permet de juger de l'influence de facteurs qui expliquent la fréquence du vote FN mais qui, souvent associés à une forte présence étrangère, demeurent dans l'ombre et sont négligés par trop d'analystes.

¹⁰⁰ LE BRAS Hervé, "Retour à l'origine", *Autrement*, n° 122, mai 1991, p. 77.

¹⁰¹ SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest* (1913), *op. cit.*, p. 174.

La famille, un des creusets des pays du Finistère

La Bretagne occidentale, se caractérise, sur le long terme, par l'originalité de sa culture : langue particulière, culture maritime, moindre affaiblissement des solidarités et structures familiales. Cela contribue à ce que l'on peut dénommer une "culture bretonne". Avant d'examiner les situations locales bretonnes, il convient de rappeler les termes de quelques débats autour de l'influence des structures familiales sur les comportements politiques. Après avoir considéré que la famille souche porte en germe, au niveau mondial, les régimes autoritaires¹⁰², E. Todd a retrouvé cette même prévalence du vote FN là où les structures familiales étaient de type "nucléaire égalitaire" dans des zones de faible pratique religieuse (sauf en Alsace¹⁰³, où forte pratique religieuse et famille souche incomplète se combinent)¹⁰⁴. De nos jours, la question du caractère égalitaire ou non des héritages de naguère est aujourd'hui sans grande influence et conséquences immédiates si l'on ne fait pas référence à des comportements puisant leurs origines dans des traditions anciennes, mais, comme leur influence sur les comportements politiques de naguère a été très forte et, comme ceux-ci

¹⁰² TODD Emmanuel, *La troisième planète*, Seuil, 1983, Paris.

¹⁰³ Cf. l'article de D. Le Guilledoux, "En Alsace, le front de l'ordre et du travail", *Le Monde*, 04.05.1995. La force du vote FN dans cette région où une très forte majorité d'électeurs "non-FN" a très largement ratifié le Traité de Maastricht est liée au caractère frontalier des deux départements et à la forte présence de population immigrées d'origine non européenne; cf. PERRINEAU Pascal, "Le Front national. La force solitaire", p. 140-144, in HABERT Philippe, PERRINEAU Pascal & YSMAL Colette, *Le vote sanction. Les élections législatives de mars 1993*, Presses de Sciences Po / Département d'études politiques du *Figaro*, 1993, Paris.

¹⁰⁴ TODD Emmanuel, "Aux origines du malaise politique français. Les classes sociales et leur représentation", *Le Débat*, n° 83, janvier-février 1995, p. 109.

perdurent largement aujourd'hui, il convenait de rappeler ces liens. Les évolutions passées et l'implantation des autres forces politiques (PCF en particulier, dans les zones de famille communautaire) ou religieuses (catholicisme dans les zones basses-bretonnes de famille souche) permettent de mieux saisir les fondements réels du vote FN. L'intérêt de l'examen des relations pouvant exister entre comportement politique et structure des familles contemporaines, par contre, demeure.

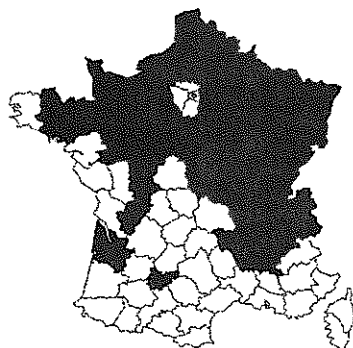
Il semble bien, qu'en cette fin de siècle, beaucoup aient oublié cette part d'ancrage que représente la famille, lieu de construction sociale et de réassurance psychologique¹⁰⁵. En 1995, l'espace de la résistance à la progression de Jean-Marie Le Pen a été, dans une très large mesure, celui de la fréquence des ménages complexes (CARTES 15 ET 16). La liaison est suffisamment forte pour pouvoir dire qu'elle est établie. De manière très nette, l'exception finistérienne, non affectée par l'effet localiste de la candidature de P. de Villiers (contrairement à la Loire-Atlantique et la Vendée), apparaît. Les zones de discordance sont des régions se caractérisant aussi aujourd'hui par une faible activité féminine.

¹⁰⁵ Cf., sur ce sujet, FITOUSSI Jean-Paul & ROSANVALLON Pierre, *Le nouvel âge des inégalités*, Seuil, 1996, Paris, p. 42-48.

CARTE 15 : PROGRESSION DE LE

PEN > 0,3 % ENTRE 1988 ET 1995

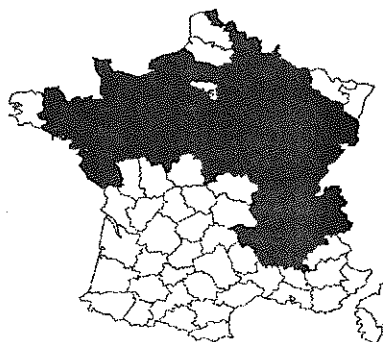
(EN NOIR)



CARTE 16 : FAIBLESSE DES

MÉNAGES COMPLEXES EN

1990¹⁰⁶* (EN NOIR: < 5,6 %)



source: INSEE Recensement 1990

(corrélation entre les deux variables: - 0,57)

** nouvelle définition des ménages complexes (1990)*

Dans les zones rurales basses-bretonnes, et il s'agit d'une spécificité, la proportion de ménages complexes est toujours largement supérieure à la moyenne nationale, contrairement à ce qui est observé en Haute-Bretagne, où la structure familiale est, traditionnellement, de type nucléaire¹⁰⁷. Ces taux élevés de familles pratiquant la cohabitation pluri-

¹⁰⁶ (Classification de 1982, différente de celle utilisée pour la carte 24, cf. *infra*); LAVERTU Jacques; "La structure des ménages par région et par département", *INSEE Résultats*, n° 336, septembre 1994.

¹⁰⁷ LE BRAS Hervé & TODD Emmanuel, "Mountains, Rivers and the Family: Comments on a Map from the 1975 French Census", p. 379-387, in BONFIELD

générationnelle sous un même toit étaient naguère un révélateur et la conséquence de la force de l'autorité parentale sur les enfants. Néanmoins, le modèle anthropologique familial bas-breton est égalitaire et stable¹⁰⁸. En 1913, André Siegfried avait constaté, de manière générale, que "*la Bretagne bretonnante est foncièrement égalitaire*"¹⁰⁹. En cette fin de siècle, même si les structures familiales évoluent, la particularité basse-bretonne persiste et les relations intergénérationnelles au sein de la famille, même dispersée, demeurent très fortes. L'espace d'autorité a pu devenir un espace de solidarité¹¹⁰.

Les ménages complexes, dont la fréquence symbolisait naguère l'autorité des parents sur leurs enfants, représentent désormais, dans une situation de crise, des indicateurs de non-désagrégation des réseaux familiaux de solidarité, sauf dans le Sud-Est du pays où les rares ménages

Lloyd, SMITH Richard & WRIGHTSON Keith (éd.), *The world we have gained. Histories of population and social structure*, Basic Blackwell, 1986, Londres. On a longtemps appelé *ménage complexe* un ménage dans lequel au moins deux couples apparentés résident sous le même toit, dans le même logement. L'importance de la proportion de ménages complexes en Bretagne occidentale a toujours été soulignée dans les travaux d'anthropologie ou de démographie historique consacrés à la région. Les statistiques plus récentes issues des recensements de l'INSEE ont permis de constater la persistance du phénomène dans les zones rurales (présence, au sein du logement, d'au moins trois individus apparentés, dont deux conjoints); cf. LE RHUN Pierre-Yves (dir.), *Géographie et aménagement de la Bretagne*, Skol Vreizh, 1994, Morlaix, p. 20-21.

¹⁰⁸ LE BRAS Hervé & TODD Emmanuel, *L'invention de la France*, Le Livre de poche / Hachette, 1981, Paris. Sur le système familial bas-breton, cf. p. 28-29, p. 61-64, p. 75, p. 81.

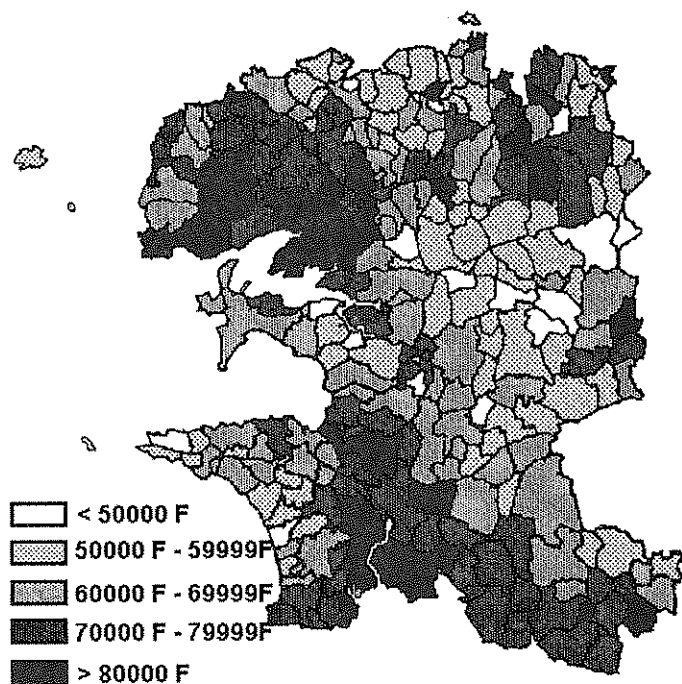
¹⁰⁹ SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest* (1913), *op. cit.*, p. 197.

¹¹⁰ Expression empruntée à LAURENT Loeiz, "Espaces d'autorité ou de solidarité", *Projet*, n° 254, juin 1998, p. 76-87.

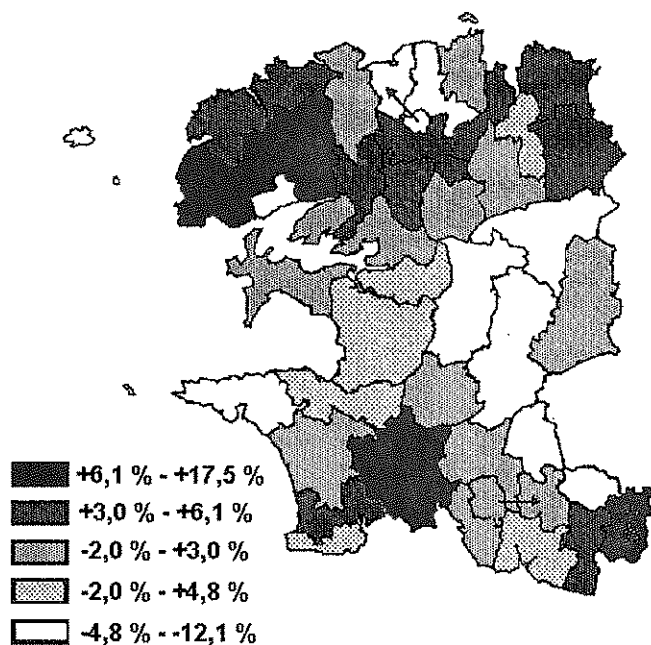
de ce type continuent d'illustrer la permanence de la prééminence masculine au sein des couples. En dépit de l'importance du nombre de ménages complexes, on ne peut pas assimiler trop simplement la structure familiale traditionnelle de la Basse-Bretagne d'hier à celle de ce qu'il est convenu de nommer *famille souche*¹¹¹. Cette dernière supposait l'existence d'un droit d'aînesse à l'occasion de la passation des héritages et, généralement, la prééminence très affirmée d'une des ascendances (qui se traduit par le *patriarcat* le plus souvent, ou par le *matriarcat*).

¹¹¹ *Famille souche*: expression de Frédéric Le Play pour nommer les structures familiales combinant héritier unique et cohabitation des générations. Pour la typologie proposée par Le Play, on pourra se référer, par exemple, à LE PLAY Frédéric, *L'organisation de la famille*, Mame, 1875, Tours.

**CARTE 17 : REVENU MOYEN DECLARE PAR FOYER FISCAL EN 1991 DANS
LE FINISTERE (REVENUS 1990, FOYERS IMPOSES ET NON-IMPOSES)**



CARTE 18 : EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE GENERALE ENTRE 1982 ET 1990



Historiquement, la Basse-Bretagne apparaît comme étant une région largement dotée de régimes poussant à des attitudes plus égalitaires tant par rapport aux influences respectives des parentés paternelle et maternelle que par rapport aux arbitrages effectués au moment du décès des ascendants. Il est néanmoins évident que le système anthropologique traditionnel de Basse-Bretagne a produit des particularités que l'on retrouve dans les familles des régions où la part de ménages complexes est élevée et le rôle de la religion important. La Bretagne bretonnante est ainsi une terre d'émigration et ses enfants l'ayant quitté ont souvent constitué des réseaux de solidarité intra-communautaires dans leurs lieux d'arrivée.

Le classement du Finistère dans les zones où le système précipitaire fut la règle générale est abusif. Cette pratique de l'héritier unique fut certes majoritairement en vigueur en divers endroits de Bretagne, notamment à l'intérieur des terres (sauf dans les Côtes d'Armor, côte du Goëlo excepté¹¹², et dans l'est du département du Finistère), mais une telle catégorisation générale ne semble pas légitime au regard des coutumes ancestrales et des préjugés de la société basse-bretonne traditionnelle. A. de Brandt avait montré cette divergence entre le possible et le souhaité¹¹³. Les évolutions constatées à l'intérieur des terres, dans le Morbihan notamment, où l'on a constaté la transformation de la règle égalitaire en un système de type "nucléaire absolu" (famille nucléaire et inégalité successorale) et la différence de pratique dans les classes

¹¹² YVER Jean, *Essai de géographie coutumière*, Sirey, 1966, Paris, p. 122.

¹¹³ BRANDT (DE) Alexandre, *Droit et coutume des populations rurales de la France en matière successorale*, LSRGLA, 1901, Paris.

roturières et bourgeoises¹¹⁴ expliquent en partie les classifications abusives qui ont parfois été effectuées. Le relatif développement de l'héritage inégalitaire au dix-neuvième siècle, dans les campagnes, aura été un accident de l'Histoire. Depuis des siècles, la Bretagne bretonnante est connue pour son système d'héritage *a priori* égalitaire, à l'opposé de celui observé dans d'autres régions du pays:

*"Du fait de sa naissance, l'enfant a vocation à succéder et jouit de l'automatisme des chances. Cet automatisme lignager s'accompagne d'un esprit égalitariste très strict, ainsi chez les roturiers les filles sont admises à 'l'échoite' successorale à égalité avec leurs frères. Ces caractéristiques déjà porteuses d'une étonnante modernité font de la Très Ancienne Coutume le texte le plus égalitariste qui soit parmi les réglementations successorales de cette époque; ô combien différent de celles du Pays Orléano-Parisien et du Midi-Occitan surtout qui favorisent l'inégalité dans la succession et font du père souverain le seul acteur et décideur"*¹¹⁵.

Les communes les plus réticentes au vote FN sont celles du Petit Trégorrois (nord-est du département¹¹⁶) et du Huelgoat, communes situées sur les hauteurs des Montagnes Noires et villages du Pays Bigouden¹¹⁷,

¹¹⁴ *Idem.*

¹¹⁵ AUDIBERT Agnès, *La femme bretonne*, Gisserot, 1993, Paris, p. 99.

¹¹⁶ Cf. LE PLAY Frédéric, "Bordier de la Basse-Bretagne", p. 347 in "Les Ouvriers européens", Mame, 1875, Tours. Dans le même ouvrage, F. Le Play signale, dans les zones à exclusion d'héritiers, le caractère indifférencié du droit d'aînesse: l'héritier versant les soultes aux cadets pouvait aussi bien être une femme qu'un homme.

¹¹⁷ Sur le droit d'aînesse dans le Léon et l'égalité successorale en Pays Bigouden, cf. SEGALIN Martine, "La notion d'avantage dans les sociétés égalitaires", p. 195-

malgré le caractère littoral de certains d'entre eux. Or, en Cornouaille occidentale et dans la frange finistérienne constituant la partie occidentale du "bloc de gauche" breton, la société finistérienne s'est constituée à partir d'un "système opposé terme à terme à celui de la 'maison'. Pas de domaine patrimonial constituant un tout, pas d'héritier unique, pas d'attachement symbolique à un lieu auquel une longue généalogie peut-être associée"¹¹⁸. Les auteurs d'une étude ont mis en évidence les conséquences des relations égalitaires dans le couple sur la structure des possessions patrimoniales des ménages agricoles contemporains. Ainsi, en Bretagne, 48 % des terres acquises avant le mariage appartiennent à la femme, soit en biens propres (33 %), soit en biens communs (15 %). La moyenne nationale est de 35 %. Dans les exploitations, 67 % de la propriété foncière sont sous le régime de la communauté de biens (moyenne nationale: 48 %). Enfin, 75 % des achats de terres effectués par le couple auprès des héritiers et 98 % de ceux effectués à des personnes étrangères à la famille sont acquis sous le régime

208, in SEGALIN Martine & RAVIS-GIORDANI Georges (dir.), *Les Cadets*, CNRS, 1994, Paris.

¹¹⁸ SEGALIN Martine, *Quinze générations de Bas-Bretons*, PUF, 1985, Paris, p. 113. Son ouvrage s'appuie sur l'étude de la commune de Saint-Jean-Trolimon (localité du canton de Plogastel-Saint-Germain). A plusieurs reprises, E. Todd a classé la Bretagne bretonnante comme zone à type de famille "souche" mais, en utilisant des données agrégées départementales, dans *L'invention de l'Europe*, il a classé l'essentiel du Morbihan et des Côtes-d'Armor comme zones à famille "nucléaire absolue". Cependant, dans *La nouvelle France* comme dans *Le destin des immigrés*, E. Todd relève le caractère foncièrement égalitaire des relations familiales dans le Centre-Bretagne, notamment dans les Côtes-d'Armor; Todd Emmanuel, *La nouvelle France*, op. cit., p. 91; TODD Emmanuel, *Le destin des immigrés*, Seuil, 1994, Paris, p. 196. Ainsi, le "système communautaire domine le Trégorrois, qui se distingue du type normal par son absence de structure patrilinéaire". Le modèle familial communautaire encouragea longtemps dans l'Ouest des Côtes-d'Armor (où l'extrême droite n'a jamais réussi à percer électoralement), un fort vote communiste qui

de la communauté de biens (moyennes nationales respectives de 48 % et 85 %). Les auteurs de cette étude concluent à juste titre, "*En Bretagne, le partage égalitaire consacre le couple et non l'individu (...) C'est dans cette région que l'inégalité entre les conjoints est la plus faible*"¹¹⁹. Cette faible inégalité entre conjoints est aussi la conséquence de l'égalité des successions au sein des fratries. Dans le cas contraire, pour la viabilité du système agricole et puisque l'endogamie sociale des agriculteurs est très forte pour ce qui concerne les comportements matrimoniaux, il aurait fallu que les aînés épousent les cadets de l'autre sexe. Cela aurait pu entraîner, au niveau macro, une apparente égalité des appartenances initiales masculines et féminines, mais, au niveau individuel, le contraire. Or, tel n'est pas le cas.

Dans certaines zones, apparue tardivement, la transmission inter-générationnelle inégalitaire existait, mais par nécessité, sous la contrainte et de par les recommandations du clergé, notamment afin d'éviter la partition des terres¹²⁰. L'héritage s'effectuait alors essentiellement en fonction de la

perdure encore de nos jours, tout comme dans l'Est du département du Finistère et dans l'Ouest du département du Morbihan.

¹¹⁹ BARTHEZ Alice, FOUQUET Annie & VILLAC Michel, "L'héritage inégal, le patrimoine des époux agriculteurs", p. 175-178, in INSEE, *Données sociales 1990*, INSEE, 1990, Paris.

¹²⁰ Cf. LE BRAS Hervé, *Les trois France*, 1986, *op. cit.* (p. 130-131 dans l'édition de 1995). Parmi les travaux mentionnant l'existence de pratiques successorales non-égalitaires dans le Finistère, cf. GUILLOU Anne, *Les Femmes, la Terre, l'Argent*, Beltan, 1990, Braspars. Cet auteur, qui a effectué son étude sur la commune de Guiclan (commune léonarde agricole située dans le canton de Taulé), insiste cependant sur l'importance de l'activité féminine, sur la non-discrimination à l'héritage en défaveur des femmes et sur l'absence de patriarcat dans la famille bretonne. Constatant, à Plozévet, la même pratique *contrainte* de l'héritier unique, André Burguière indique que la prépondérance du premier né semble correspondre au besoin de réaliser l'équilibre entre les deux lignages et que le droit d'aînesse est atténué par le versement des "soutles" aux frères et soeurs cadets; *op. cit.*, p. 48 et

règle de primogéniture et non selon le sexe de l'enfant: on peut alors parler de famille souche non patrilinéaire, ou de *famille souche stricte*. Cependant, les entrepreneurs paysans léonards qu'étaient les "Juloded", détachés de l'inféodation aux nobles, étaient attachés, sous l'Ancien régime, au partage de la fortune entre les héritiers¹²¹. Le relatif développement de l'héritage inégalitaire au dix-neuvième siècle, dans les campagnes, aura été un accident de l'Histoire, une pratique souvent temporaire. Les pays qui étaient concernées par ces pratiques étaient notamment le Léon intérieur, la frange occidentale radicalisante puis socialisante du bloc de gauche et la Cornouaille médiane intérieure¹²².

Ces zones ne se caractérisent pas par un fort vote Front national. Celles où le Front national s'est particulièrement implanté ne semblent pas différer, à l'origine, de par leurs structures familiales ou règles d'héritage des siècles passés, de certaines zones où il est demeuré faible, mais il est clair que l'espace de la famille nucléaire égalitaire pour les classes populaires et celui de la famille souche, là où les familles bourgeoises étaient installées, constituent les maillons faibles de la résistance au FN.

103. A. De Brandt avait constaté cette même pratique dans l'intérieur des terres et indiquait que ce système était accepté dans la mesure où il n'était "*point sans charges*"; BRANDT (DE) Alexandre, *Droit et coutume des populations rurales de la France en matière successorale*, op. cit., p. 185.

¹²¹ ELEGOUET (L.), *Les Juloded, grandeur et décadence d'une caste paysanne en Basse-Bretagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996.

¹²² On trouvera une tentative de représentation synthétique des systèmes familiaux en Bretagne in BUSSI Michel, "Fondements des comportements électoraux dans le Grand Ouest: une tentative de relecture spatialisée des tableaux de Seignobos, Siegfried et de Brandt", *Noréis*, XXXIX, n°156, 1992, p. 389-405. Cette tentative s'inspire essentiellement de la lecture de l'ouvrage de A. de Brandt; BRANDT (DE)

Cela est vrai au niveau national, comme au niveau local. H. Le Bras l'a, dans la première édition des *Trois France*, en 1986, expliqué mieux que quiconque, en présentant une carte montrant les réelles zones de force du FN, indépendamment de la proportion départementale d'étrangers, sensée expliquer la majeure partie de l'occurrence de ce comportement: *"La carte qui apparaît ainsi (...) donne mieux la mesure de l'ébranlement en profondeur du système politique. Carte du suicide au début du siècle, carte de la richesse et des mouvements migratoires internes, c'est à peu près le négatif de la carte de la répartition des familles complexes. Dans les régions entièrement dominées par Paris, où ne subsiste plus aucune force d'organisation autonome, la crise d'identité nationale est plus nettement ressentie qu'ailleurs (...) Au contraire, dans les zones où subsistent des traces du pouvoir autonome des familles ou des régions, les étrangers inquiètent moins (...) La résistance des régions périphériques à la domination parisienne ne doit pas être assimilée à une résistance à la France. L'incapacité des mouvements indépendantistes à trouver une assise le prouve bien. (...) à la périphérie, l'appartenance à la nation française vient coiffer l'appartenance à une famille et à une culture locale, mais n'a aucune vocation à les remplacer, ce serait se tromper d'échelle. Les zones où cela s'est malheureusement produit (...) ont une structure politique dramatiquement simple: toute atteinte au prestige ou à l'identité nationale se répercute sans intermédiaire au niveau local et familial. Une crise d'identité de la France est ressentie comme une crise d'identité individuelle. Ces régions (...), avec la disparition des forces familiales et religieuses (...)*

Alexandre, *Droit et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale*, op. cit..

préfigurent l'avenir (...) Le vote Le Pen doit donc être pris au sérieux. Il indique une dégénérescence des forces politiques intermédiaires qui filtraient jusqu'alors les pulsions immédiates"¹²³.

A l'échelle du continent européen, un fort maintien de la structure familiale indépendamment de la permanence résidentielle est relativement rare¹²⁴. Le fonctionnement de la société finistérienne a depuis longtemps favorisé les migrations intra-régionales de courte, voire de très courte distance¹²⁵. Le Finistère est cependant un département où la majorité des ménages sont propriétaires de leur logement qui est souvent indépendant (maison individuelle). Au niveau national, l'électorat lepéniste d'avril 1988 se distingue par cette même particularité¹²⁶. La contradiction ne pourrait

¹²³ LE BRAS Hervé, *Les trois France*, 1986, p. 219. En 1986, Hervé Le Bras proposait, pour déterminer au niveau départemental, l'importance du vote FN en juin 1984, l'équation suivante:

Vote FN = 6 % + [1,7 × pourcentage d'étrangers dans la population totale] + ε
(ε = résidu).

Pour le Finistère, le pourcentage proposé au moyen de cette équation était supérieur au score effectivement atteint: 6 % + (1,7 × 0,8 %) = 7,3 %. Aux européennes de juin 1984, le FN a obtenu 6,7 % dans le département.

¹²⁴ TODD Emmanuel, *L'invention de l'Europe*, Seuil, 1990, Paris, p. 329-331. Cette partie reprend une partie des conclusions présentées dans un article précédent: RICHARD Jean-Luc, "L' "Extrême ouest" loin de l'extrême droite. *Le vote Front national dans le Finistère*", *Revue française de science politique*, XLVI, n° 5, p. 792-816.

¹²⁵ Cf. SEGALIN Martine, "Les difficultés de définir une population en pays d'habitat dispersé: l'exemple de Saint-Jean-Trolimon", p. 57-64, in JACQUARD Albert (dir.), "L'étude des isolats. *Espoirs et limites*", AAILF / EPHE / INED, 1976, Paris.

¹²⁶ L'enquête post-électorale du CEVIPOF réalisée en avril 1988, auprès d'un échantillon de 4032 personnes (dont 380 électeurs de J.-M. Le Pen), a révélé que les électeurs frontistes sont le plus souvent propriétaires de leur logement, de leur entreprise ou d'un patrimoine de rapport. Les pourcentages observés étaient sensiblement supérieurs à ceux de l'ensemble de la population française.

être qu'apparente. En effet, il semblerait que l'on puisse envisager que, dans les grandes villes, le pourcentage de voix FN parmi les propriétaires soit d'autant plus fort que la proportion de ménages possesseurs d'un logement est faible et géographiquement concentrée. Dans les quartiers populaires, la prédisposition compense en partie la faiblesse de l'effectif et d'autres motivations influent davantage sur le vote. Dans les quartiers aisés et les zones rurales ou maritimes non urbanisées, la proportion de propriétaires joue en faveur du FN et les locataires sont plus réticents à voter pour l'extrême droite. Il conviendrait d'effectuer des enquêtes plus précises pour analyser si la fréquence de la possession du logement par l'électeur frontiste résulte d'une acquisition personnelle ou d'un héritage. Le FN défend farouchement le principe de l'héritage, non seulement pour son rôle fonctionnel d'organisation de la pérennité du lignage, mais aussi comme élément fondamental d'un enracinement géographique et culturel¹²⁷. L'usage politique qui est fait de la maison natale de J.-M. Le Pen, à La Trinité-sur-Mer, est symbolique de l'importance de cette dimension référentielle. J.-M. Le Pen est le fidèle héritier de ceux qu'Elisée Reclus dépeignait ainsi dans sa description de la France: "*Les Bretons dépaysés se laissent souvent envahir par la nostalgie, enfermant obstinément leur pensée dans le souvenir de la patrie, ils meurent à tout ce qui les entourent et finissent par s'éteindre, sans avoir échappé à la puissance de leur rêve*". La maison familiale des Le Pen, devenue résidence secondaire du leader populiste, est un élément d'identification permettant qu'une apparente similitude s'inscrive dans les esprits de ceux qui, après une période

¹²⁷ Cf. FRONT NATIONAL, *300 mesures pour la renaissance de la France. Programme de gouvernement du Front national*, Editions nationales, 1993, Paris,

d'activité, reviennent terminer leur vie sur les rives de l'Atlantique¹²⁸. De retour à la Trinité-sur-Mer, au matin d'une journée qui devait le mener à Brest pour y tenir meeting dans la soirée, J.-M. Le Pen, déclarait à la presse: *"Je vous ai ouvert mon penty. Pour faire savoir qui je suis et d'où je viens. Mon père était patron-pêcheur et ma mère paysanne (...) [Ma maison] n'est pas à vendre. Mon grand-père l'avait achetée 10000 francs en 1920"*¹²⁹. Dans *Le Monde* et *Le Télégramme de Brest*, le journaliste M. Le Hébel replace cette nostalgie dans le contexte d'une stratégie de séduction électorale: *"M. Le Pen [a] une nouvelle fois fait la démonstration de son sens de la mise en scène. (...) photographies, au mur, du père cap-hornier, le maître des lieux évoque ses souvenirs"*¹³⁰ et *"Il va chercher au grenier l'objet auquel il tient le plus. C'est un dictionnaire Larousse de l'époque, que son père emportait sur les bateaux"*¹³¹. Le soir, lors de la réunion publique dans le parc des expositions de Penfeld, J.-M. Le Pen déclarait aux Bretons: *"Je suis issu de leur terroir, de leur culture, et n'hésitons pas à le dire, de leur race (...) 'Le Pen kaled', c'est la tête dure, et c'est vrai qu'on a la tête dure"*¹³². En 1983, l'ancien milicien F. Brigneau écrivait à propos de J.-M. Le Pen, dans *RLP Hebdo-Le National*, l'organe du FN: *"C'est pour cela qu'il est entré en politique. Pour transmettre aux*

p. 221-222 et 231.

¹²⁸ Sur ce sujet, se reporter à l'enquête effectuée par Jacques Le Bohec, auprès de dix électeurs lepénistes du Morbihan; LE BOHEC Jacques, *Pourquoi Le Pen? Une analyse de science politique*, mémoire de DEA d'Etudes politiques, Université de Rennes I, 1988; LE BOHEC Jacques, *Les électeurs de M. Le Pen*, mémoire de diplôme de l'IEP de Bordeaux, 1986.

¹²⁹ LT 31.03.1995.

¹³⁰ *Le Monde*, 01.04.1995.

¹³¹ LT 31.03.1995.

¹³² OF & LT 31.03.1995.

autres, à ses frères de race et d'armes, de destin, de sang transmis et de sang versé, les vérités essentielles indispensables aux peuples qui ne veulent pas mourir"¹³³. Huit ans plus tôt, voici ce qu'il déclarait, le 26 avril 1987, en annonçant sa deuxième candidature à l'élection présidentielle:

"J'ai voulu en faire l'annonce officielle ici, dans cette petite maison bretonne de La Trinité-sur-Mer où je suis né il y a 58 ans et que je tiens de mon père qui la tenait du sien, au milieu de ceux qui me connaissent mieux que d'autres; sur cette terre de foi où la civilisation s'est affirmée depuis plus de cinq mille ans, au bord de cette mer qui fut le domaine et le lieu de travail des miens, symbole pour tous les hommes de liberté..."

En 1984, dans *Les Français d'abord*, il écrivait: "Chacun d'entre nous a des affinités profondes qui débordent du cadre national. Je suis Breton à 100 % (...) Je suis celte et c'est chez moi une filiation qui compte"¹³⁴. Un an plus tard, il dédiait son ouvrage *La France est de retour* à sa "longue lignée de Celtes d'Armorique"¹³⁵. Mais, jusqu'à présent, la région natale de J.-M. Le Pen n'a que peu cédé aux sirènes frontistes. "Nul

¹³³ François BRIGNEAU, "Jean-Marie Le Pen: le fond breton et l'apport français", *RLP Hebdo-Le National*, n° 134, 1er décembre 1983, p. 13. Pour une analyse du concept de race reliée à une vision apocalyptique de la démographie française par les dirigeants du FN, cf. RICHARD Jean-Luc, "Analyse de textes autour du concept de "race": deux discours de Jean-Marie Le Pen", *Communication au Colloque "Racisme et exclusion" de la Société française de psychologie*, Nice, mai 1997 (publiée dans *Psychologie française*, 44, n° 2, 1999, p. 153-162).

¹³⁴ LE PEN Jean-Marie, *Les Français d'abord*, Carrère-Michel Lafon, 1984, Paris, p. 193.

¹³⁵ LE PEN Jean-Marie, *La France est de retour*, Carrère-Michel Lafon, 1985, Paris. De passage dans le département dans le cadre des meetings qu'il animait comme "orateur national du FN" en 1988, P. Sergent, alors député des Pyrénées-Orientales, présentait sa venue dans le département comme un retour aux sources et rappelait qu'un de ses ancêtres, Nicolas Sergent, était inhumé dans la cathédrale Saint-Corentin, à Quimper.

n'est prophète en son pays" déclare souvent le président fondateur du FN. Il est vrai que la dissolution, en 1973, du mouvement fasciste Ordre nouveau, principale composante du FN, fut une décision de Raymond Marcellin, alors ministre de l'Intérieur, homme fort du département, président du conseil général jusqu'en 1998... mais l'étude des résultats du FN à La Trinité-sur-Mer (Morbihan) infirme en partie le propos de J.-M. Le Pen. Ainsi, le 11 décembre 1983, candidat à l'élection législative partielle de la circonscription d'Auray, au cœur du pays blanc vannetais, il obtenait 58 % des voix à La Trinité-sur-Mer. En mars 1986, ce port de pêche accorda 23,4 % des voix à la liste du parti dirigé par le fils de marin-pêcheur de la commune qu'est J.-M. Le Pen (la liste du Rassemblement National présentée dans le Morbihan, menée par l'ex-militante pro-Algérie française Claudine Dupont-Tingaud, (qui fut, à 19 ans, la plus jeune prisonnière de l'OAS en 1963) avait rassemblé 6,8 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du département).

DOCUMENT 1 : AFFICHE LOCALE DU FN (1988)

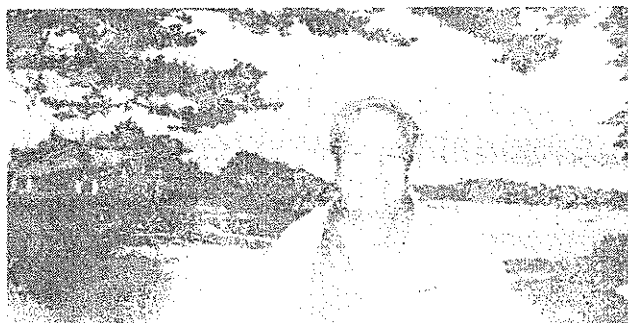


**DOCUMENT 2 : AFFICHETTE LOCALE DU FN (1992) : JEAN-MARIE LE
PEN POSANT DEVANT UNE MAISON BRETONNE ET LA MER**

LE 22 MARS

VOTEZ

FRONT NATIONAL



avec

Jean-Marie LE PEN

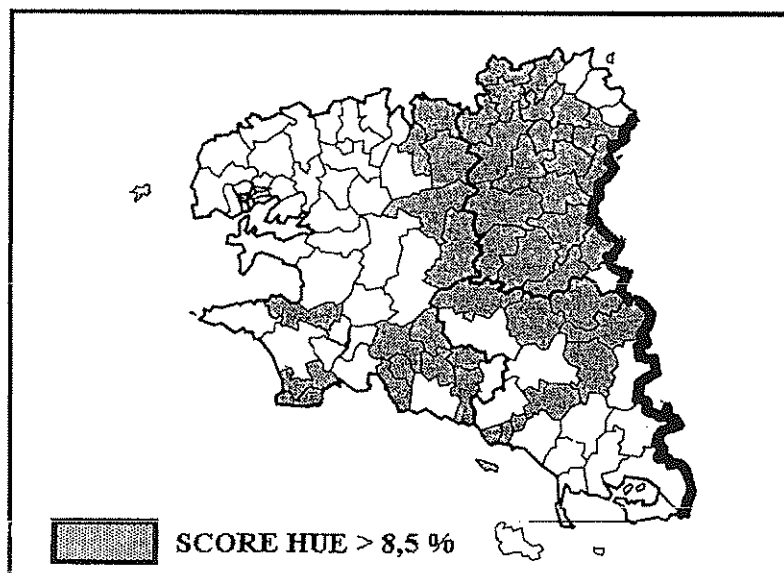
Pour que vive la Bretagne

MERCREDI 4 MARS à 20 h 30

Meeting avec Jean-Marie LE PEN

BREST — Parc de Penfeld — Entrée 35 F.

**CARTE 21 : SCORES CANTONAUX DE HUE SUPERIEURS A SA MOYENNE
NATIONALE (8,6 %) EN BASSE-BRETAGNE**



Le Finistère, département au comportement traditionnellement légitimiste, est composé d'une population fortement attachée à son identité bretonne. Alors que la percée nationale du FN témoigne d'un épanouissement des valeurs ethnocentrismes qui nourrissent traditionnellement ce que Pierre Birnbaum nomme "*le nationalisme à la française*"¹³⁶, sa faiblesse locale semble pouvoir être reliée à la persistance de l'audience d'un profond courant régionaliste qui imprègne la vie

¹³⁶ BIRNBAUM Pierre, "Nationalisme à la française", *Pouvoirs*, n° 57, 1991, p. 55-69.

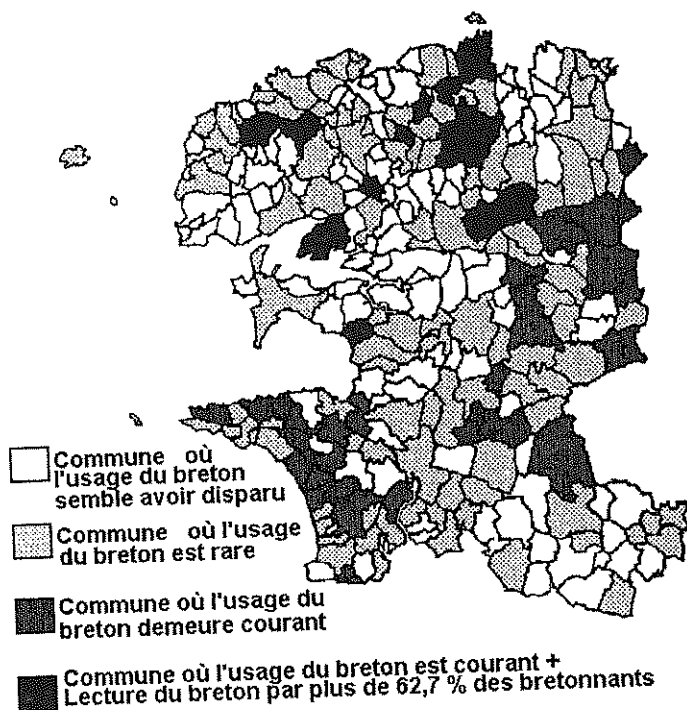
politique et culturelle. Certains auteurs ont montré les conséquences électorales de ce sentiment d'appartenance qui explique la spécificité de la Basse-Bretagne dans le "Grand Ouest"¹³⁷. Le FN a, en mars 1992, pendant la campagne des élections régionales, collé des affiches "Breton, défends ton identité", mais lors d'une réunion publique à Brest en 1984, son président considérait: *"Je suis affligé du handicap supplémentaire d'être Breton. Or les Bretons détestent être dirigés par des Bretons"*¹³⁸. Trois ans plus tard, la campagne du Comité de vigilance breton antifasciste et antiraciste, relayée par *Peuple Breton*, organe de l'Union démocratique bretonne (UDB, gauche autonomiste), en 1987, pour que J.-M. Le Pen n'obtienne aucun parrainage d'élus en vue de permettre sa candidature à l'élection présidentielle a été un réel succès¹³⁹. La mouvance politique issue du courant régionaliste, essentiellement représentée par l'UDB, mais en partie absorbée par d'autres formations politiques traditionnelles, a toujours peu pesé au niveau électoral. L'UDB dispose néanmoins d'un réseau d'une centaine d'élus locaux sur l'ensemble de la région Bretagne. Dans le département, l'UDB compte un maire (Saint-Hernin) et un ancien adhérent, aujourd'hui classé "divers gauche", est député-maire et conseiller général de Saint-Thégonnec. L'influence des mouvements régionalistes ou autonomistes d'extrême droite n'a jamais dépassé le stade de la marginalité

¹³⁷ BUSSI Michel, "Les trois systèmes explicatifs de l'Ouest Politique", *Norois*, XXXIX, n°158, 1993, p. 193-215; BUSSI Michel, *Eléments de géographie électorale. A travers l'exemple de la France de l'Ouest*, Presses Universitaires de Rouen, 1998, Rouen.

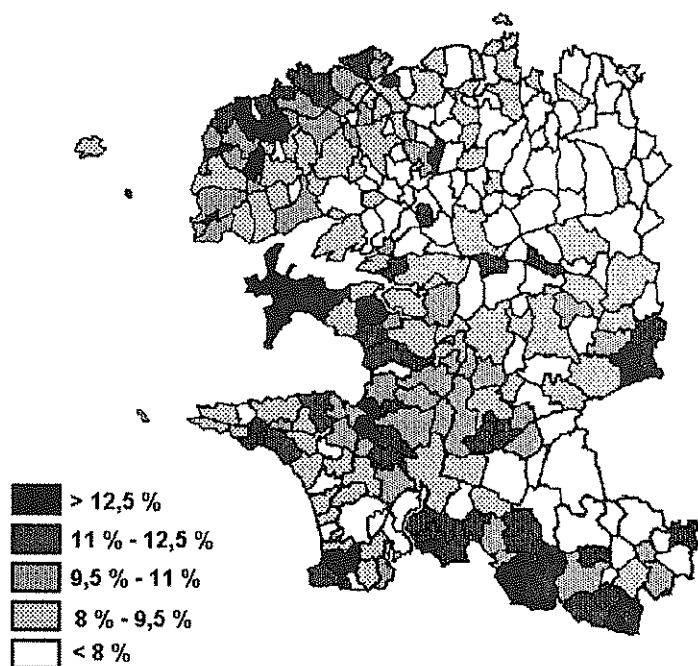
¹³⁸ LT, 14.06.1984.

¹³⁹ Cf. *Le Monde*, 13.10.1987.

CARTE 22 : PERMANENCE DE L'USAGE DE LA LANGUE BRETONNE



CARTE 23 : SCORE DE J.-M. LE PEN EN AVRIL 1995 DANS LE FINISTERE



*Or, il semble bien que cette fonction de la famille régresse dans notre société. Sans doute l'identification généalogique conserve-t-elle toute sa valeur aux yeux de la loi et de l'administration. Mais, dans les relations sociales de fait, le statut d'un individu tend à dépendre de plus en plus de ce qu'il fait et de ce qu'il a, de moins en moins de ce qu'il est, de ses aptitudes et de ses possessions, bien plus que de ses origines familiales"*¹⁴³.

La Bretagne féminine

Selon P. Perrineau, la France du lepénisme présente une particularité: *"Sa masculinité laisse deviner que les accents machistes et les allures martiales de nombre de leaders frontistes ne séduisent que modérément les femmes françaises"*¹⁴⁴. D'après le sondage "sortie des urnes" effectué par CSA en avril 1988 auprès de 5424 électeurs, 19 % des électeurs avaient accordé leurs suffrages à J.-M. Le Pen mais seulement 11 % des électrices en avaient fait de même lors de ce scrutin présidentiel. Le 23 avril 1995, selon le sondage post-électoral de la SOFRES, les mêmes proportions ont été observées. En mai 1995, un sondage auprès de 512 électeurs brestois, réalisé par ESOP pour *Le Télégramme de Brest*, accordait 7 % d'intentions de vote en faveur de la liste du Front national,

¹⁴³ STOETZEL Jean, "Les changements dans les fonctions familiales", p. 343 & 369, in PRIGENT (dir.), *Renouveau des idées sur la famille, Cahiers de l'INED - Travaux et Documents*, n°18, 1954.

¹⁴⁴ PERRINEAU Pascal, "Le vote Le Pen", *Commentaire*, n° 55, 1991, p. 516.

conduite par O. Morize. 11 % des électeurs et 4 % des électrices interrogés déclarèrent envisager de voter pour la liste frontiste¹⁴⁵.

Dans le nord-est et le sud-est de la France, la tradition persistante de l'inactivité féminine est corrélée à de forts scores du FN¹⁴⁶. A l'opposé, si l'on excepte certains départements d'Ile-de-France¹⁴⁷, dans toutes les provinces, plus le taux d'activité des jeunes femmes est fort, comme c'est le cas dans le département (notamment chez les femmes les plus jeunes), plus le vote d'extrême droite est faible.

¹⁴⁵ LT 21-22.05.1995.

¹⁴⁶ FRANCERIES Franck, "La reconnaissance du point de vue masculin: l'engagement par procuration des femmes 'ordinaires' en faveur du Front national", *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est*, n° 23, 1996, p. 183-193.

¹⁴⁷ Les évolutions récentes du vote FN dans la région Ile-de-France s'effectuent dans le sens d'un alignement sur les scores obtenus sur l'ensemble du territoire national, conformément aux influences de variables telles que le pourcentage de population étrangère ou le taux d'activité féminine.

TABEAU 14 : POURCENTAGE DES ELECTEURS INSCRITS AYANT VOTE LE PEN EN 1988

Age	Hommes	Femmes
18 - 24 ans	12%	8%
25 - 34 ans	14%	9%
35 - 49 ans	14%	9%
50 - 64 ans	12%	9%
65 ans et +	13%	9%

source: enquête post-électorale CEVIPOF (FNSP - CNRS), 1988.

Dans la société finistérienne, la femme joue un rôle important. Au sein de la famille paysanne traditionnelle, la femme bretonne y est l'égal de l'homme, notamment sur le plan juridique¹⁴⁸. Dans sa thèse consacrée à la commune léonarde de Saint-Méen, Louis Elegouet parle d' "*un matriarcat occulte sous un patriarcat de façade*"¹⁴⁹ et Edgar Morin a vu dans la femme bigouden "*l'agent secret de la modernité*"¹⁵⁰. Mobile et non confinée dans la sphère domestique, la femme a toujours participé à l'activité économique et sociale. Elle fut aussi l'actrice de l'ouverture de la Basse-Bretagne vers la culture de langue française. "*La femme bretonne est de tout temps ouverte à*

¹⁴⁸ SEGALIN Martine, *Sociologie de la famille*, Armand Colin, 1981, Paris, p. 194.

¹⁴⁹ ELEGOUET Louis, *Saint-Méen, vie et déclin d'une civilisation paroissiale au coeur du Léon*, thèse de doctorat en Histoire, Université de Bretagne Occidentale, 1980, Brest, p. 126 (parue aux éditions Anthropos, 1981, Paris). Saint-Méen est une petite commune rurale du canton de Lesneven.

¹⁵⁰ MORIN Edgar, *La métamorphose de Plozévet. Commune en France, op. cit.*, p. 227. Sur le rôle de la femme dans la modernisation des rapports sociaux à Plounéour-Ménez, seule commune léonarde du "pays rouge" (et réciproquement, seule commune "rouge" du Léon), cf. MC DONALD Maryon, *We are not French. Language, culture and identity in Brittany*, Routledge, 1989, London / New York.

l'extérieur" indique M. Segalen¹⁵¹. Conséquence actuelle symptomatique de ce comportement séculaire, la proportion de femmes élues dans les conseils municipaux (déjà supérieure à 10 % dans le département en 1977, contre 8 % sur l'ensemble du pays) est sensiblement plus élevée que celle observée nationalement. Agnès Audibert souligne, après avoir étudié la commune de Landunvez, "*Un passé d'autonomie et d'autorité, une longue expérience de médiation économique, administrative et sociale l'ont préparée à une médiation politique. La femme bretonne contribue plus qu'ailleurs à diriger la cité*"¹⁵². A Ouessant, île la plus hermétique au lepénisme (cf. *supra*) et terre où le "matriarcat maritime" fut particulièrement fort (la tradition voulait que ce soit la jeune fille qui demande le jeune homme en mariage), le FN y a obtenu respectivement 3,0 % et 4,9 % des voix en mars 1993 et juin 1994. Deux des trois députés européens originaires du Finistère qui siégèrent à Strasbourg depuis le début de la décennie 80 étaient des femmes: Sylvie Mayer (PCF, 1984-1994, chercheur à l'Université) et Marie-Jacqueline Desouches (PS, 1982-1984, professeur à l'Université). A Concarneau, la droite a gagné le canton en 1992 en présentant une femme, Paulette Lecroc, docteur en pharmacie et maire de Trégunc durant trois mandats (1971-1989), dans une zone où l'activité féminine liée à la pêche est très forte. Marie Jacq, député de la quatrième circonscription durant pendant plusieurs législatures (1978-1993), fut vice-présidente de l'Assemblée nationale en 1981 et 1982. Bernadette Malgorn, actuel chef de

¹⁵¹ SEGALEN Martine, *Mari et femme dans la société paysanne*, Flammarion, 1980, Paris, p. 197.

¹⁵² AUDIBERT Agnès, *Le matriarcat breton*, PUF, 1985, Paris, p. 65. L'étude d'Agnès Audibert porte essentiellement sur le Léon et, plus particulièrement, sur Kerdémet (pseudonyme de Landunvez), commune littorale située à 30 kilomètres de Brest.

cabinet du président de l'Assemblée nationale, est une Finistérienne originaire d'Ouessant, île où une de ses parentes, Michèle Malgorn, fut maire entre 1989 et 1995. Quant à Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat dans le gouvernement d'Alain Juppé en 1995, elle est la fille d'André Colin qui fut parlementaire et conseiller général d'Ouessant. Aujourd'hui, les sous-préfectures de Châteaulin et Morlaix, ainsi que Plouzané (commune de plus de 10000 habitants de l'agglomération brestoise) et les chefs-lieu de cantons du Guilvinec, de Plouzévédé et de Pont-l'Abbé ont respectivement élu ou réélu Yolande Boyer, Marylise Lebranchu (actuellement Secrétaire d'Etat), Yvette Duval, Hélène Tanguy, Marguerite Caill et Annick Le Loch à la tête de leurs municipalités en 1995, voire, dans le cas de Plouzané, au conseil général (1979-1985). Le député de Douarnenez-Pont-l'Abbé est Jacqueline Lazard.

L'acceptation quasi-unanime de cette capacité des femmes à intervenir dans la vie publique et le monde du travail entre en conflit avec le modèle de société proposé par le FN: *"Il faut qu'il y ait une autorité, et nous pensons que l'autorité la plus qualifiée, dans un ménage, c'est celle de l'homme"*¹⁵³. Cette déclaration de Jean-Marie Le Pen résume bien la définition frontiste de l'idéal féminin, conception qui se situe précisément à l'opposé de ce que la femme finistérienne recherche. Proposant souvent que les finances publiques soient gérées *"en bon père de famille"* (l'expression

¹⁵³ Extrait de la contribution "Le Front national" de Jean-Marie Le Pen, in APPARU Jean-Pierre (dir.), *La droite aujourd'hui*, Albin Michel, 1979, Paris. Pour une vision frontiste du rôle de la femme dans la société, cf. BOMPARD Marie-Claire et Jacques, *Voyage autour de la femme*, Barthélémy, 1991, Avignon. Le Dr. J. Bompard a été élu maire d'Orange en juin 1995.

est banale mais révélatrice), les candidats locaux du FN souhaitent "que les femmes restent à la maison" et, fort classiquement, demandent l'instauration du "salaire maternel pour lutter contre le chômage"¹⁵⁴. De même, ce n'est pas sans sourire que les Finistérien(ne)s liraient cette déclaration: "*Je suis au Front parce que je suis pour l'ordre. J'aime la hiérarchie. Je considère que n'importe qui ne peut pas être n'importe quoi. Il ne viendrait pas à l'esprit d'une femelle craintive, quand un grand mâle est tué, de prendre la tête de la troupe*"¹⁵⁵. Décrivant la terre des ses origines, Pier Jakez-Hélias prend le contre-pied des propos tenus par la petite-fille du héros du "Spirit of Saint-Louis": "*Or, dans mon pays, ce sont les femmes qui méritent de commander à force de sacrifices, d'abnégation, et d'orgueil indomptable. Il n'est pas possible, sans elles, d'expliquer plus du quart de ce que nous sommes. Elles sont dépositaires de la profondeur, les hommes témoignant trop souvent de la surface*"¹⁵⁶. Confortant cette affirmation, le docteur Philippe Carrer, a repéré l'existence d'un "*matriarcat psychologique des Bretons*"¹⁵⁷. Après avoir exploré les types familiaux de l'ensemble de la planète, citant la Bretagne, E. Todd a constaté que les formes plus ou moins matriarcales sont typiques de toute la façade atlantique et que le statut de la femme y est particulièrement élevé¹⁵⁸.

¹⁵⁴ OF 19.02.1992; OF 24.02.1992.

¹⁵⁵ Aika Lindbergh, responsable du Cercle national pour la défense de la vie, de la nature et de l'animal; déclaration à *Actuel*, octobre 1991. Aika Lindbergh est la petite-fille du célèbre aviateur Charles Lindbergh.

¹⁵⁶ HELIAS Pier-Jakez, *Le cheval d'orgueil*, Plon, 1975, Paris, p. 458.

¹⁵⁷ CARRER Philippe, *Le matriarcat psychologique des Bretons*, Payot, 1983, Paris.

¹⁵⁸ TODD Emmanuel, *Le destin des immigrés*, op. cit., p. 322n. Si cette prépondérance matrilineaire est associée à une conception inégalitaire de l'héritage unanimement acceptée ("famille souche"), cette base anthropologique peut favoriser le développement des nationalismes identitaires ou des dictatures. L'absence de permanence de mouvements nationalistes identitaires de réelle importance en Basse-

Dans le domaine économique, l'activité des femmes a toujours été remarquée. Après avoir souligné la prééminence de la femme au sein du couple douarneniste, A.-D. Martin indique: *"La véritable rupture est ailleurs: quand de la gestion domestique, les femmes passent aux transactions financières; quand elles sortent de l'espace domestique pour traiter avec les administrations et les actionnaires. L'argent est leur affaire. Non seulement l'argent de leur ménage, de leur travail en usine, mais aussi celui du bateau quand leur mari est marin-pêcheur (...) Aux femmes appartient le financement. C'est elles qui font les démarches à la coopérative maritime pour emprunter de l'argent, elles qui vendent les actions (...) Elle gère en effet tous les problèmes financiers et administratifs. Elle est la médiatrice entre la famille et les administrations. une démarche à la poste, à l'inscription maritime, à la coopérative maritime? C'est elle qui s'en charge, quand bien même le mari est à terre. S'il l'accompagne, il la laisse parler, car elle est plus experte"*¹⁵⁹. De même, à propos des populations agricoles, M. Segalen a constaté: *"Dans certaines régions, réputées pour leurs femmes fortes, celles-ci sont présentes sur le foirail et prennent part aux discussions, comme en Bretagne, par exemple, et cette participation semble être un bon indicateur de la répartition des rôles au sein du ménage"*¹⁶⁰. Cela complétait et renforçait les conséquences du système de filiation, profondément cognatique où les influences de la

Bretagne, conforte notre conviction de l'erreur que constitue le classement du département dans le groupe des aires de peuplement où la famille était très majoritairement de type "souche".

¹⁵⁹ MARTIN Anne-Denes, *Les ouvrières de la mer*, op. cit., p. 118 et 123.

¹⁶⁰ SEGALEN Martine, *Mari et femme dans la société paysanne*, op. cit., p. 164.

matrilinéarité et de la patrilinéarité s'équilibraient au sein de la famille. Anne Kerhuel écrivait dans *Le Monde*, en novembre 1978: "*La femme a toujours eu en Bretagne une situation très supérieure à ce qu'elle avait dans le reste de la France. Le droit breton faisait de la femme l'égal de l'homme*"¹⁶¹. L'ambilinéarité familiale s'ajoutait à la traditionnelle activité féminine et provoquait la norme courante de l'uxorilocalité qui contribue incontestablement à renforcer les caractéristiques des cheminements individuels, professionnels et résidentiels présentés plus haut¹⁶². A Scrignac, commune du Huelgoat, l'ethnologue universitaire brestois Patrick Le Guirriec a constaté la fréquence de la résidence uxorilocale, tant en 1872 qu'en 1975¹⁶³. Lors des élections cantonales de mars 1994, le conseiller général sortant Daniel Créoff (PCF) y obtient 58,0 % des voix. Le candidat du FN plafonne à 1,2 %. Dans un département comme le Finistère, où l'écart d'âge entre époux est traditionnellement faible et l'âge au mariage s'est considérablement abaissé, la relation égalitaire qui s'est depuis longtemps instaurée au sein du couple n'est pas favorable au vote d'extrême droite. L'homme finistérien d'aujourd'hui n'est ni un patriarche, ni un chef de famille et son épouse est active.

¹⁶¹ KERHUEL Anne, "Les Bretonnes avaient de l'avance", *Le Monde*, 30.11.1978.

¹⁶² IZARD Michel, *Parenté et mariage à Plozévet*, Laboratoire d'anthropologie sociale, 1963. Le roman *Sophie de Tréguier* de Henri Pollès retrace fidèlement la destinée d'une *penhêrez*, très courtisée car certaine de recevoir l'ensemble de l'héritage familial, contrairement à beaucoup d'autres, obligées de le partager avec le reste de leur fratrie; POLLES Henri, *Sophie de Tréguier*, 1983, L'âge d'homme. *Penhêrez*: fille unique, pleine héritière.

¹⁶³ LE GUIRRIEC Patrick, *Paysans, Parents, partisans dans les monts d'Arrée*, Beltan, 1988, Brasparts, p. 87.

Dans ce contexte, de par leur profil non représentatif, les candidates du FN aux différents scrutins, souvent inactives, n'ont que peu de chance de voir leurs idées s'imposer largement auprès des femmes du département. En effet, le FN ne défend pas la famille en tant que telle, mais une certaine idée de la famille: il y a là plus qu'une nuance. Lorsque la responsable fédérale du Cercle national des femmes d'Europe, organise une réunion publique, elle est, selon *L'Hermine*, "*Madame Jacques Z.*" (Z. représentant ici le nom de famille de son mari). Or, comme l'a souligné Nicole Ratier dans sa thèse *Femme, mer et mort en Bretagne*, la tradition voulait que la femme bretonne ne perdît jamais l'usage de son prénom et du nom de famille qu'elle a reçu à la naissance et qui est le sien. Son usage signalait l'existence indépendante de la femme, sa capacité (au sens juridique) et sa responsabilité¹⁶⁴.

Les cantons où le FN a obtenu plus de 9,9 % des voix aux élections régionales de mars 1992 sont les huit zones (sept cantons plus les cantons brestois) où le FN a retrouvé un score au moins égal à la moyenne départementale obtenue par Le Pen quatre ans plus tôt (CARTE 24). En grisé foncé, ont été repérés les cantons où le taux d'activité féminine était supérieur à 72 % en 1990 et où le pourcentage d'enfants scolarisés dans des établissements publics en 1982 était supérieur à 50 %. Les chiffres indiqués sur la carte sont ceux des pourcentages de voix obtenus par le Front national. On constate qu'il n'y a aucune intersection entre les deux pôles qui représentent pourtant une large majorité de la surface et de la population du

¹⁶⁴ RATIER Nicole, *Femme, mer et mort en Bretagne*, thèse de doctorat en médecine, 1974, Créteil. Dans leurs ouvrages, Anne-Denes Martin et Agnès Audibert signalent

département. Le travail des femmes est "l'éllixir anti-Le Pen"¹⁶⁵. Complétant cette carte, sept cantons sont en grisé clair: ils combinaient, en 1990, ces deux particularités: la proportion de ménages complexes¹⁶⁶ était supérieure à 4 % et l'habitat est ancien (proportion de logements construits après 1975 inférieure à 30 %). Dans ces cantons de persistance des structures familiales traditionnelles, le FN a partout obtenu un score inférieur à 8,9 %. A l'occasion des élections législatives de juin 1988, dans ces mêmes cantons, le pourcentage atteint par le FN était inférieur (égal pour un canton) à sa moyenne départementale de ce scrutin, 4,9 %. Sept cantons combinaient, en 1990, les deux particularités suivantes: la proportion de ménages complexes était supérieure à 4 % et celle de logements construits après 1975 était inférieure à 30 % (TABLEAU 15).

la permanence de cette même tradition à Douarnenez et Landunvez.

¹⁶⁵ LE BRAS Hervé, "Le nouveau paysage électoral", *Infomatin*, 09.05.95, p. 15-18.

¹⁶⁶ Ménages comprenant au moins un ascendant du couple ou de la personne de référence du ménage.

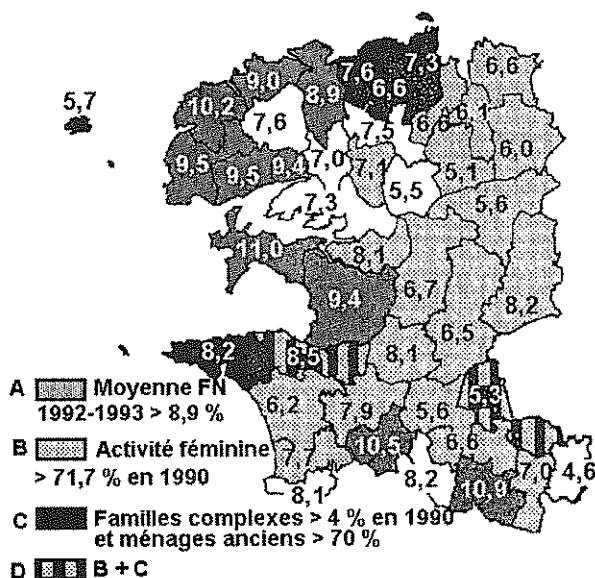
**TABEAU 15 : VOTE FN DANS LES CANTONS RURAUX FINISTERIENS A
STRUCTURE FAMILIALE TRADITIONNELLE**

CANTON	FN JUIN 1988	FN MARS 1992
<i>Moyenne département:</i>	4,9%	8,7%
Douarnenez*	4,8%	8,9%
Ouessant*	1,4%	8,4%
Plouescat*	4,9%	8,3%
Plouzévéché*	3,7%	6,6%
Pont-Croix*	4,3%	6,9%
Saint-Pol-de-Léon*	3,5%	6,8%
Scaër	3,0%	5,6%

**Canton côtier*

source: Recensement INSEE 1990

**CARTE 24 : FEMMES ACTIVES ET FAMILLES COMPLEXES DANS HABITAT
ANCIEN: UNE OPPOSITION COMPLEMENTAIRE AU VOTE FN**



Mettre le vote FN en équation

L'inventaire des véritables clefs d'explication de la force ou de la marginalité du vote d'extrême droite dans le département a été envisagé. Afin de vérifier les affirmations des pages précédentes, on a effectué une régression linéaire multiple (méthode des moindres carrés ordinaires) entre les scores cantonaux de J.-M. Le Pen en avril 1988 (variable expliquée), le pourcentage de ménages complexes (COMPLEX90), le taux d'activité des femmes de 20 à 59 ans (ACTFEM90), le pourcentage de résidences secondaires (RESSEC90), le taux de chômage (CHOMA90)¹⁶⁷, le score communiste au scrutin présidentiel d'avril 1988¹⁶⁸ (COMMUNI88) et le pourcentage estimé de messalisants durant la décennie 1980 (MESSE80). Les valeurs des trois premières variables explicatives sont issues du recensement de mars 1990. Faute de données plus récentes et constatant la permanence des zones de plus forte pratique religieuse, les données de l'ouvrage de François-André Isambert et Jean-Paul Terrenoire ont été

¹⁶⁷ Pour les dix cantons brestois, il a fallu estimer quelques valeurs, en tenant compte des caractéristiques des quartiers et des valeurs des variables dans les communes périphériques appartenant à des cantons brestois, notamment pour les deux cantons divisés en quatre cantons en 1992. La significativité générale des coefficients techniques de la régression n'était pas remise en cause par la légère incertitude existant sur la précision de nos estimations. Le petit canton de Ouessant (900 inscrits) a été regroupé avec celui de Saint-Renan. Je remercie l'INSEE pour avoir fourni les pourcentages de ménages complexes par canton en 1990 (classification de 1982, différente de celle utilisée pour le TABLEAU 17 et la CARTE 24), lorsque je travaillais à la division "Enquêtes et études démographiques" de la Direction générale de l'INSEE.

¹⁶⁸ Lajoinie + Juquin.

utilisées¹⁶⁹. La méthode utilisée permet de confronter les scores cantonaux du FN à différents scrutins avec un score estimé qui est le produit de l'effet de plusieurs variables que l'on suppose déterminantes. A chacune de ces variables, un coefficient positif (en cas d'effet général positif) ou négatif est associé. Il participe à l'équation explicative. La significativité de ce coefficient est vérifiable, en utilisant, pour chaque variable, l'écart type de la distribution des coefficients spécifiques à chaque score cantonal.

L'équation établie est la suivante:

$$\text{Vote Le Pen 1988} = 22 \% - (0,28 \times \text{COMMUNI88})$$

$$- (0,17 \times \text{COMPLEX90}) - (0,11 \times \text{ACTFEM90})$$

$$- (0,12 \times \text{MESSE80}) + (0,05 \times \text{RESSEC90})$$

$$R \text{ (coefficient de corrélation multiple)} = 0,79$$

¹⁶⁹ ISAMBERT François-André & TERRENOIRE Jean-Paul, *Atlas de la pratique religieuse des catholiques en France*, Paris, Presses de Sciences Po / CNRS, 1980. Les taux de pratique fournis dans cet ouvrage ont ensuite été divisés par 4,3 pour les cantons ruraux et par 2,7 pour les grandes agglomérations urbaines où le niveau initial était considérablement plus bas. Ces valeurs ont été choisies en fonction des taux de pratique réellement observés dans plusieurs cantons ou communes bretons au début des années 1980; cf. RENARD Jean, "Vote, pratique religieuse et école dans l'Ouest de la France", *Géographie Sociale*, 6, 1987, p. 47-57; LAMBERT Yves, *Bretagne 2000*, Tud Ha Bro-Sociétés bretonnes, Plabennec, 1986. On trouvera, en annexe, à la fin de l'ouvrage, un tableau récapitulatif des données utilisées pour cette régression.

R^2 (coefficient de détermination ou pourcentage d'explication de la variance) = $(0,78)^2 = 0,62 = 62 \%$

Valeurs des écart-types:

$\sigma_{\text{CONSTANTE}} = 0,02$

$\sigma_{\text{COMMUNI95}} = 0,06$

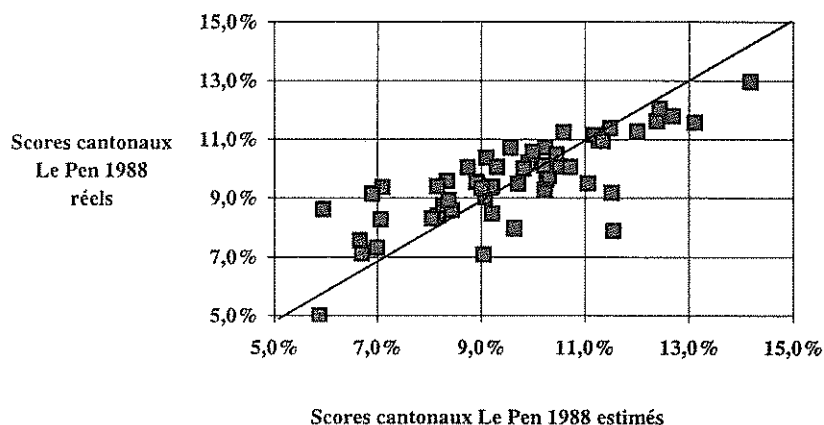
$\sigma_{\text{COMPLEX90}} = 0,06$

$\sigma_{\text{ACTFEM90}} = 0,03$

$\sigma_{\text{MESSE80}} = 0,05$

$\sigma_{\text{RESSEC90}} = 0,02$

GRAPHIQUE 3 : SCORES CANTONAUX REELS ET SCORES ESTIMES DE LE PEN EN AVRIL 1988 DANS LE FINISTERE



Les valeurs de R et des écart-types démontrent l'effet significatif de ces facteurs. Les coefficients calculés sont tous significativement différents de zéro, avec une marge d'incertitude inférieure à 5 % (test du t

de Student). L'influence de la proportion de résidences secondaires ne permet pas de trancher en faveur de l'hypothèse d'un fort vote FN de la part des propriétaires de ces demeures ou plutôt en faveur de l'existence d'un comportement spécifique des populations vivant de manière permanente dans des communes relativement inhabitées pendant l'hiver. Ces dernières pourraient marquer ainsi leur appartenance totale et permanente à la société locale (leur enracinement) et leur opposition aux migrations que constituent les séjours temporaires des estivants, parfois étrangers, dans leur commune.

Il convient en effet de ne pas oublier qu'en établissant des corrélations entre les votes et les caractéristiques socio-économiques des cantons, on étudie plus des contextes sociaux ("la société qui est au-dessus des individus" aurait dit Durkheim), que des prévalences individuelles. Il est aussi intéressant de remarquer l'influence négative simultanée, sur le vote FN, de la pratique religieuse et du vote communiste, alors que ces deux comportements sont très négativement corrélés.

Une régression multiple effectuée entre les scores législatifs cantonaux du FN en mars 1993 et les mêmes variables que précédemment plus le taux de chômage en 1990 (sauf score communiste, remplacé par le score "Hue" de 1995), montre un effet significatif à 90 % de toutes les variables. Le chômage, dont l'effet n'était pas significatif pour expliquer le score "Le Pen" de 1988 (c'est pourquoi on a enlevé la variable de la régression) joue un rôle non négligeable. Le score communiste d'avril 1995 (et non de 1992 ou 1993) a été choisi pour deux raisons. Le fait que, tant en 1992 qu'en 1993, des candidatures alternatives de communistes

contestataires pouvaient être relevées, a contribué à modifier légèrement l'ampleur et la géographie du vote communiste dans quelques cantons à ces dates¹⁷⁰. Le scrutin d'avril 1995 donne une meilleure approximation de l'implantation réelle du PCF et de ses réseaux dans le département¹⁷¹. Ensuite, cela a permis d'obtenir des coefficients tous significatifs à hauteur de 90 % de probabilité. En utilisant les scores de 1992 ou 1993, on a parfois un ou deux coefficients qui, de peu, ne l'étaient pas à ce niveau de confiance. L'équation établie est la suivante:

$$\begin{aligned}\text{Vote FN 1993} = & 16 \% - (0,23 \times \text{COMMUNI95}) - (0,10 \times \text{COMPLEX90}) \\ & - (0,10 \times \text{ACTFEM90}) - (0,08 \times \text{MESSE80}) + (0,16 \times \text{CHOMA90}) \\ & + (0,06 \times \text{RESSEC90})\end{aligned}$$

R (coefficient de corrélation multiple) = 0,79

R^2 (coefficient de détermination ou pourcentage d'explication de la variance) = $(0,79)^2 = 0,63 = 63 \%$

Valeurs des écart-types:

$\sigma_{\text{CONSTANTE}} = 0,03$

$\sigma_{\text{COMMUNI95}} = 0,07$

$\sigma_{\text{COMPLEX90}} = 0,05$

$\sigma_{\text{ACTFEM90}} = 0,03$

¹⁷⁰ Il n'était pas possible de d'intégrer les scores de ces candidats dans le total "voix communistes" car, présents dans deux circonscriptions uniquement, dans un contexte particulier, ils avaient aussi attiré à eux des voix de l'électorat traditionnellement socialiste.

¹⁷¹ La corrélation avec le score communiste de 1988 (scores d'A. Lajoinie et de P. Juquin additionnés) est quasi-parfaite ($R=0,98$).

$$\sigma_{\text{MESSE80}} = 0,04$$

$$\sigma_{\text{CHOMA90}} = 0,08$$

$$\sigma_{\text{RESSEC90}} = 0,02$$

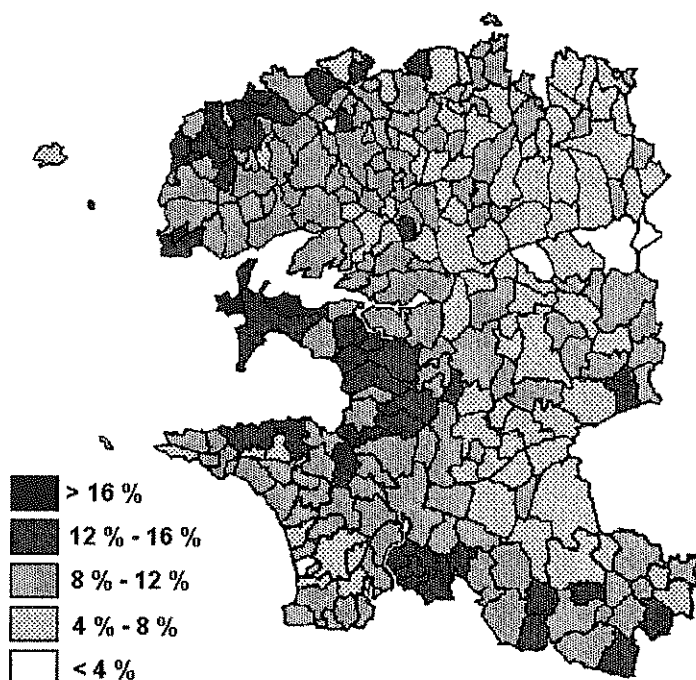
* *
*

Les forces et structures traditionnelles qui encadraient naguère fortement les comportements sont désormais beaucoup plus faibles¹⁷². De plus, en raison de la proportion croissante de la population vivant en zone urbaine, il est nécessaire de relativiser de telles approches des comportements contemporains: l'électorat brestois du FN représente près du quart de l'audience finistérienne du FN. Le chômage et les sentiments de marginalisation sociale concourent désormais de plus en plus à expliquer les votes protestataires¹⁷³. La Basse-Bretagne regroupe des populations plus diverses qu'il n'y paraît. Les zones rurales et agricoles, *i.e.* l'*argoad*, côtoient les communes littorales (l'*armor*) où alternent stations balnéaires et ports de pêche. Les principales agglomérations, fortement imprégnées de la culture et de la tradition maritimes, s'ouvrent progressivement aux activités civiles et à la recherche non-militaire. Les problèmes d'emploi dans l'industrie de la défense, touchée par les réductions des budgets de défense, sont d'ailleurs source d'inquiétude et font craindre la poursuite du développement du chômage. Dans le même temps, les grandes écoles et l'Université de Bretagne Occidentale permettent à la jeunesse bretonne, dont la réussite scolaire est désormais souvent citée en exemple, de poursuivre des études au plus haut niveau.

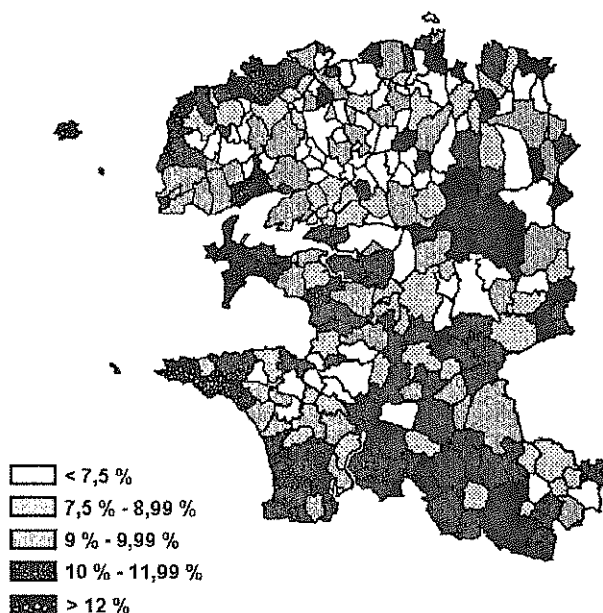
¹⁷² POPPER Karl, *La société ouverte et ses ennemis*, Seuil, Paris.

¹⁷³ Sur la progression du vote d'extrême droite, en 1995, dans des communes jusqu'alors insensibles aux sirènes lepénistes, cf. l'article du journaliste finistérien Jean-Luc Evin, "Le Pen très présent sur la côte. Il franchit la barre des 10 % dans 82 communes", OF, 25.04.1995.

CARTE 25 : SCORE DE JEAN-MARIE LE PEN EN AVRIL 1988



CARTE 26 : TAUX DE CHOMAGE EN 1990



L'influence du catholicisme, bien que déclinante, reste réelle, et une forte minorité des enfants est toujours scolarisée dans des établissements confessionnels. Les familles ont été moins touchées par l'éclatement des cadres sociaux traditionnels au premier rang desquels la famille. Les processus d'"atomisation dévastatrice" n'ont pas connu, dans le département, les mêmes développements qu'en d'autres zones de l'hexagone.

La Basse-Bretagne est un département où modernité et relatif maintien de traditions ancestrales ne semblent pas incompatibles pour une majorité des habitants. Le caractère légitimiste du vote de ses électeurs est apparu à plusieurs reprises et, historiquement, l'expression politique contestataire s'est essentiellement développée, dans le monde ouvrier, mais aussi dans une partie du monde agricole, à partir des valeurs de justice sociale et des organisations de gauche. Ces caractéristiques fondent sans doute la légitimité de l'affirmation de l'existence d'un modèle politique breton spécifique. Confortant cette indifférence à la rhétorique frontiste, le niveau d'instruction de la population influe aussi sur cette modestie des scores électoraux d'extrême droite. La Bretagne se caractérise par la rareté des personnes qui déclarent ne posséder aucun diplôme à l'occasion du recensement. Tandis que 76,3 % de la population française âgée de 30 à 59 ans déclare posséder un diplôme de niveau supérieur ou égal au Certificat d'Etudes Primaires, ce taux atteint 87,0% dans la région brestoise, 86,6 % dans celle de Quimper et 85,3 % dans les alentours de Morlaix. La zone du bassin d'emploi de Carhaix ferme la marche avec 82,3 %¹⁷⁴. L'ensemble de ces particularités, que l'on peut regrouper comme éléments explicatifs et fondateurs d'un modèle politique breton réformiste et égalitaire¹⁷⁵, encadré par des structures sociales telles que l'Eglise ou les organisations de gauche, constitue certainement les principales explications de la faible attention que

¹⁷⁴ INSEE, *L'espace breton, Les dossiers d'Octant*, n° 27, 1993, Rennes, p. 86-90.

¹⁷⁵ LE COADIC Ronan, *L'identité bretonne*, Presses Universitaires de Rennes/Terre de Brume, 1998, Rennes.

les Finistériens ont accordée, entre 1984 et 1998, aux idées émises par le parti de J.-M. Le Pen.

CONCLUSION

En cette fin de millénaire, l'influence des systèmes familiaux et agricoles ancestraux comme éléments explicatifs des votes politiques s'amenuise et, comme on l'a vu, il faut repenser l'importance de ce facteur à l'aune des évolutions contemporaines. Dans quelques années, il sera beaucoup plus difficile de trouver des traces apparentes héritées des traditions séculaires. Les forces et structures traditionnelles qui encadraient naguère fortement les comportements sont désormais beaucoup plus faibles¹⁷⁶. De plus, en raison de la proportion croissante de la population vivant en zone urbaine, il est nécessaire de relativiser de telles approches des comportements contemporains: l'électorat brestois du FN représente près du quart de l'audience départementale totale du FN. Le chômage et les sentiments de marginalisation sociale concourent désormais de plus en plus à expliquer les votes protestataires. Au niveau national, les électeurs du FN sont désormais majoritairement issus des catégories populaires (ouvriers, employés), mais comme nous avons pu le constater, ce phénomène se trouve être peu observable en Basse-Bretagne. De nombreux éléments que nous avons présentés n'ont pu que contribuer à affaiblir l'emprise du FN sur les mentalités. L'absence de population immigrée, principal catalyseur de l'expression du vote nationaliste populiste, a joué certainement un rôle mais

¹⁷⁶ POPPER Karl, *La société ouverte et ses ennemis*, Seuil, 1979, Paris.

l'on peut considérer que l'organisation des structures socio-économiques, au nombre desquelles la famille, rend l'implantation électorale du FN plus délicate qu'ailleurs. La population bretonne a depuis longtemps placé dans le savoir et la connaissance ses espoirs de développement économique et social; or, la possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur constitue un des critères les plus discriminants à l'encontre de la propension à voter pour le FN. Il est probable que la grande majorité des électeurs du FN n'aient pas une représentation de la réalité politique, des "cartes mentales"¹⁷⁷ qui leur permettent de comprendre à la fois ce que leur vote représente et signifie dans un espace donné et les enjeux contemporains de notre société et leur complexité. Il nous semble que la Basse-Bretagne est, par excellence, le territoire symbolique et révélateur du caractère multidimensionnel des motivations du vote frontiste qui est l'expression d'un particularisme ressenti, revendiqué et mal vécu: l'électorat lepéniste breton est largement composé de citoyens qui ont du mal à concevoir la coexistence d'une pluralité de références individuelles et d'appartenances culturelles. A l'issue de cette réflexion, il apparaît que la Basse-Bretagne possède un certain nombre d'avantages cumulatifs qui ont concouru à la faiblesse électorale du FN. D'abord, la présence de populations immigrées, toujours faible, ne fait pas l'objet de polémiques stériles et inutiles au sein de la classe politique locale.

De "Brest la Rouge" au socialisme paysan de François Tanguy-Prigent, en passant par les marins-pêcheurs cégétistes, ce sont les forces de

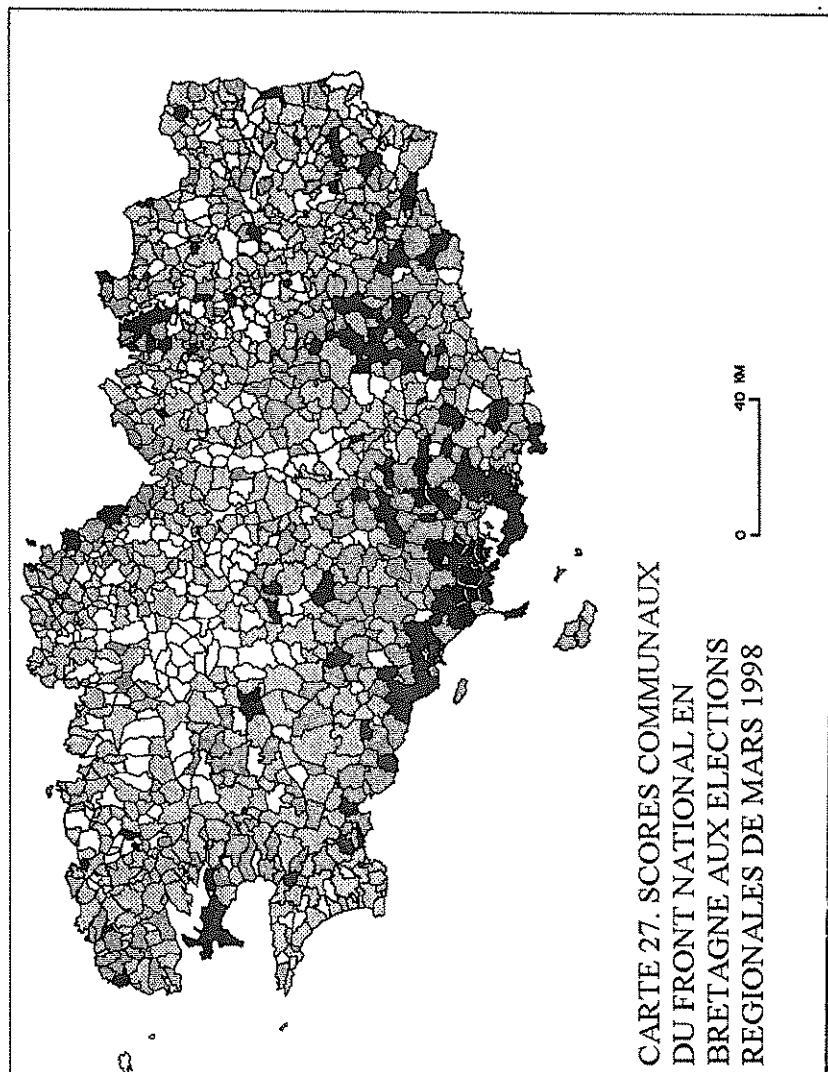
¹⁷⁷ GUILLOREL Hervé, "L'espace breton et le mouvant", p. 100, in LEVY Jacques (dir.), *Géographies du politique*, op. cit..

gauche qui ont souvent incarné la révolte contre l'ordre établi. Le Finistère est, depuis toujours, parmi les douze départements du Grand Ouest¹⁷⁸, le deuxième dans l'ordre du classement en fonction de l'importance du pourcentage de voix que la gauche y obtient, juste après les Côtes d'Armor. Dès les élections législatives de 1973 et 1978, les forces de gauche avaient rejoint, en Basse-Bretagne, le niveau national de la gauche. Le Parti socialiste unifié (PSU, dont la Bretagne bretonnante fut un fief électoral) et l'Union démocratique bretonne (UDB, mouvement autonomiste socialiste) y contribuaient à hauteur de 4 % environ sur l'ensemble du département. La non-prise en compte de la séparation entre *Basse-Bretagne* et *Pays gallo* accentuait la cécité des observateurs face aux phénomènes à l'œuvre. En l'oubliant, de nombreux analystes ont classé pendant trop longtemps l'ensemble de la Bretagne parmi les terres très conservatrices. Le mouvement communiste, longtemps première force de gauche, est, depuis plus de vingt ans, devancé par le Parti socialiste dont les candidats y obtiennent régulièrement des scores supérieurs à sa moyenne nationale. De même, dans les communes rurales, aux élections municipales de 1983 et 1989, parmi ces mêmes départements du terrain d'étude d'André Siegfried, il n'est que le département dirigé par Charles Josselin pour accorder plus de suffrages aux listes de gauche, présentes dans la majorité des petites localités¹⁷⁹. En 1995, le Finistère, qui bascula à gauche aux cantonales de

¹⁷⁸ Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Maine-et-Loire, Sarthe et Vendée.

¹⁷⁹ BOUSSARD Isabel, "Le comportement des ruraux lors des élections municipales " de mars 1989", p. 100-101, in HERVIEU Bertrand (dir.), *Les agriculteurs français aux urnes*, L'Harmattan, 1992, Paris.

1998, le rejoint pratiquement, comme en attestent les dernières élections sénatoriales.



Dans ce contexte, la persistance d'un électorat d'extrême droite devait être analysée comme la conséquence d'un malaise profond d'une partie de la population. Face à une détérioration des conditions sociales, les électeurs ont trouvé là un moyen d'exprimer une contestation. Le FN uni n'a pu se développer ni dans les zones les plus marquées par un maintien des structures familiales, ni dans les zones où le modèle féminin majoritaire est celui de la "*femme active*". L'espace du vote FN s'est caractérisé comme celui de la désorganisation sociale, là où le déclin des valeurs et structures traditionnelles (religion, ménages complexes) et l'inactivité féminine se conjuguent. Les sentiments de crainte d'exclusion durable, présentée comme inéluctable, angoisses qui constituent les motivations premières du vote d'extrême droite, doivent, à terme, disparaître pour intégrer de nouveau dans des processus positifs les électeurs victimes des dysfonctionnements de notre société. Ses mutations ont été si rapides qu'elles ont parfois permis qu'un fossé culturel apparaisse, entre les différentes composantes du corps social, puis se creuse davantage, au fil des années. L'avènement du vote FN a traduit l'ébranlement souterrain de notre société et nous espérons avoir proposé une grille de lecture qui met en évidence les lignes de faille engoncées dans les profondeurs du social. Il y a parmi les électeurs du Front national, des personnes qui ont souffert, matériellement et moralement¹⁸⁰, ou qui sont inquiets des évolutions récentes de notre société, mais les tentations autoritaristes sont le paravent de leurs peurs et préjugés.

Historiquement, les poussées de fièvre hexagonales qui ont pris la forme d'un vote d'extrême droite ont toujours été inséparables de mutations

¹⁸⁰ MAYER Nonna, *Ces Français qui votent FN*, Flammarion, 1999, Paris, p. 81-82.

profondes affectant tous les secteurs de la vie économique et sociale, marginalisant certaines catégories d'individus qui, par crispation, s'en remettent à ceux qui s'opposent aux formations politiques représentées au Parlement. Le sentiment d'exclusion qui habite parfois les Bretons eux-mêmes a sans doute contribué à maintenir la formation d'extrême droite dans un ghetto politique dont aucun des acteurs des grandes forces politiques ne souhaitait voir le FN sortir. Conscients des difficultés, les dirigeants bretons du FN ont tenté d'éviter, à leur niveau, que leur parti n'explose, au moment de la fracture entre Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen. Ainsi, le 15 décembre 1998, après que les mégretistes aient réuni un premier conseil national sans les lepénistes, un militant finistérien expliquait : *"Nous sommes tous désolés de ce qui se passe, mais nous n'avons voulu prendre aucune position condamnant l'un ou l'autre des antagonistes. Nous ne voulons pas entrer dans la querelle des chefs et nous tenons à garder notre unité au plan local. Campagnes, collages et boîtages, souvent effectués dans des conditions difficiles, ont tissé entre nous des liens de solidarité très forts"*¹⁸¹. Deux jours plus tard, en dépit de la sensibilité "catholique traditionaliste" de certains d'entre eux, la majorité des leaders régionaux du FN (B. Pacreau, O. Morize, C. Dupont-Tingaud, P. Maugendre, M. Dor, A.-M. Kerléo, B. Neveux), mais pas ceux du Morbihan (R. Bouin) et quelques fidèles (J. Doré, J.-L. de Trogoff), choisissaient le soutien à Bruno Mégret. Dans une lettre à Jean-Marie Le Pen, ils lui écrivaient "Vos Bretons sont effondrés" et demandaient encore

¹⁸¹ "Ni lepénistes, ni mégretistes, le désarroi des frontistes bretons", LT, 15.12.1998.

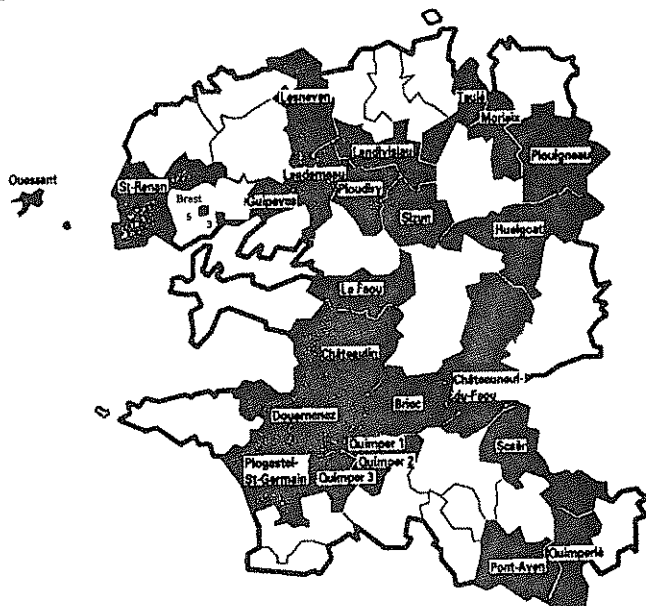
la réunion du comité central¹⁸². En Bretagne, plus qu'ailleurs assurément, la participation de l'extrême droite à la vie politique relève seulement de l'activité électorale et non de la responsabilité électorale effective. Les résultats des élections européennes de juin 1999 ont démontré que, plus que dans beaucoup d'autres régions, l'éclatement du FN avait considérablement affaibli l'extrême droite en Bretagne (3,63 % pour J.-M. Le Pen et 1,43 % pour Mégret). Seul le Morbihan, en raison de scores élevés de la liste de J.-M. Le Pen autour d'Auray et de La Trinité-sur-Mer, a accordé plus de 5 % des voix à l'extrême droite (5,05 % pour J.M. Le Pen et 1,60 % pour Bruno Mégret).

¹⁸² "Le FN breton "effondré" rend hommage à Le Pen... et soutient Mégret", LT, 17.12.1998.

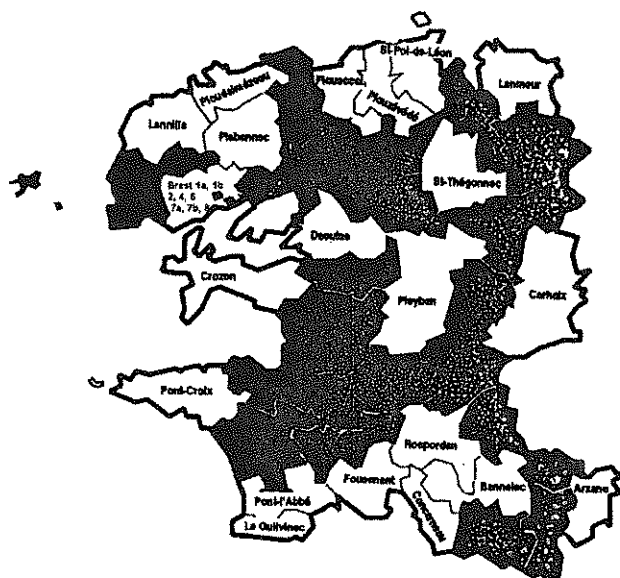
ANNEXES

ANNEXE 1

CARTES 27 ET 28 : CANTONS DU DEPARTEMENT DU FINISTERE



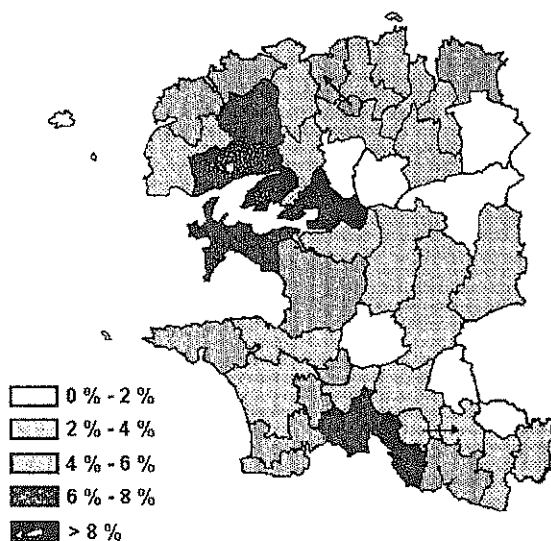
En noir, les cantons renouvelables aux cantonales de juin 1988 et mars 1994 (à Brest: Brest 3-Centre-Ville et Brest 5-BelleVue)



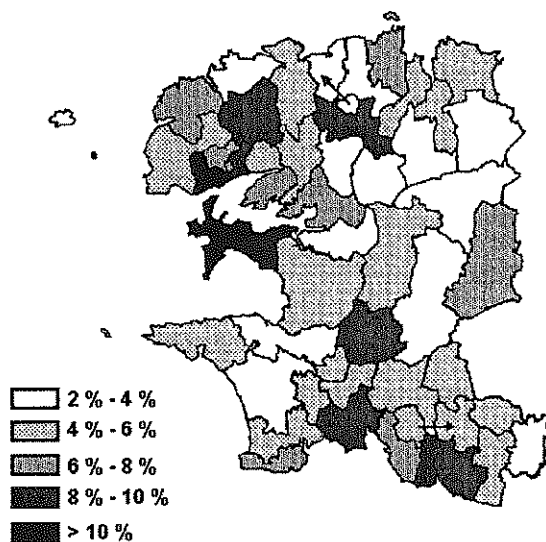
En blanc, les cantons renouvelables aux cantonales de mars 1985 et mars 1992.

ANNEXE 2

**CARTE 29 : SCORES DU FN AUX CANTONALES DE MARS 1985 ET
SEPTEMBRE 1988 (1ERS SCRUTINS CANTONAUX AVEC DES CANDIDATS FN)**



CARTE 30 : SCORES DU FN AUX CANTONALES DE MARS 1992 ET MARS 1994 (2EMES SCRUTINS CANTONAUX AVEC DES CANDIDATS FN)



ANNEXE 3

Caractéristiques socioéconomiques des cantons au recensement de 1990

Canton	Retraités / Pop. totale	Agriculteurs	Cadres pro li (% dans la population active occupée)	Ouvriers
Arzano	16,2%	13,0%	5,4%	36,1%
Bannalec	23,3%	12,3%	4,4%	39,5%
Brest (10 cantons)	13,0%	0,6%	13,2%	28,6%
Briec	21,1%	17,7%	4,3%	35,6%
Carhaix-Plouguer	23,4%	14,3%	4,8%	33,5%
Châteaulin	22,6%	15,1%	6,7%	28,5%
Châteauneuf-du-Faou	30,0%	22,1%	3,4%	33,0%
Concarneau	21,4%	2,8%	7,7%	36,1%
Crozon	20,4%	8,7%	5,3%	28,3%
Daoulas	17,3%	9,6%	10,5%	23,3%
Douarnenez	22,9%	7,4%	6,0%	34,5%
Le Faou	27,3%	12,7%	3,8%	35,5%
Fouesnant	19,7%	5,1%	9,0%	26,0%
Le Guilvinec	27,8%	7,6%	4,6%	38,4%
Le Faou	27,3%	12,7%	3,8%	35,5%
Fouesnant	19,7%	5,1%	9,0%	26,0%
Le Guilvinec	27,8%	7,6%	4,6%	38,4%
Guipavas	12,3%	2,1%	11,8%	27,7%
Huelgoat	37,4%	26,9%	4,4%	32,1%
Landerneau	13,0%	3,5%	9,1%	28,3%
Landivisiau	16,7%	10,1%	5,5%	33,7%
Lanmeur	27,7%	18,8%	7,4%	24,9%
Lannilis	21,1%	12,2%	6,8%	30,5%
Lesneven	18,5%	16,2%	5,3%	25,7%
Morlaix	19,5%	3,3%	8,3%	26,8%
Ouessant	24,4%	0,0%	1,4%	26,4%
Plabennec	13,4%	14,7%	6,4%	29,4%

Canton	Retraités / Pop. totale	Agriculteurs	Cadres pro li (% dans la population active occupée)	Ouvriers
Pleyben	27,8%	23,7%	2,5%	32,8%
Plogastel-St-Germain	26,4%	14,3%	5,2%	33,4%
Ploudalmézeau	19,7%	14,9%	6,2%	27,2%
Ploudiry	18,5%	25,1%	5,6%	25,9%
Plouescat	24,1%	33,9%	3,1%	25,4%
Plouigneau	22,2%	14,5%	4,5%	29,9%
Plouzévédé	24,0%	30,8%	3,0%	29,3%
Pont-Aven	25,4%	7,2%	6,3%	38,3%
Pont-Croix	28,5%	11,3%	5,2%	33,1%
Pont-l'Abbé	23,3%	4,6%	7,6%	29,6%
Quimper (3 cantons)	15,7%	1,0%	11,4%	24,2%
Quimperlé	19,9%	4,1%	6,0%	35,6%
Rosporden	22,6%	9,6%	3,9%	39,3%
Saint-Pol-de-Léon	22,2%	17,1%	6,5%	26,9%
Saint-Renan	14,0%	11,0%	7,9%	26,7%
Saint-Thégonnec	22,6%	17,2%	4,6%	25,8%
Scaër	28,4%	14,7%	4,3%	42,3%
Sizun	26,2%	28,3%	3,8%	27,0%
Taulé	22,8%	16,3%	6,3%	28,2%
<i>Moyenne département</i>	<i>19,1%</i>	<i>9,4%</i>	<i>9,3%</i>	<i>33,6%</i>

ANNEXE 3 (suite)

Caractéristiques socioéconomiques des cantons au recensement de 1990

Canton	Etrangers / Pop. active	Etrangers / Pop. totale
Arzano	0,4%	0,4%
Bannalec	0,4%	0,4%
Brest (10 cantons)	1,5%	2,0%
Briec	2,3%	2,6%
Carhaix-Plouguer	0,6%	0,5%
Châteaulin	1,5%	1,1%
Châteauneuf-du-Faou	0,3%	0,3%
Concarneau	0,6%	0,6%
Crozon	1,2%	0,7%
Daoulas	0,5%	0,3%
Douarnenez	0,4%	0,3%
Le Faou	1,0%	0,7%
Fouesnant	0,5%	0,4%
Le Guilvinec	0,2%	0,1%
Guipavas	0,5%	0,4%
Huelgoat	0,9%	0,5%
Landerneau	1,3%	1,1%
Landivisiau	1,0%	0,8%
Lanmeur	0,4%	0,3%
Lannilis	0,1%	0,2%
Lesneven	0,3%	0,3%
Morlaix	1,4%	1,2%
Ouessant	0,3%	0,1%
Plabennec	0,4%	0,4%
Pleyben	0,5%	0,4%
Plogastel-St-Germain	0,3%	0,3%

Canton	Etrangers / Pop. active	Etrangers / Pop. totale
Ploudalmézeau	0,2%	0,2%
Ploudiry	0,7%	0,4%
Plouescat	0,1%	0,1%
Plouigneau	1,2%	1,0%
Plouzévédé	0,3%	0,2%
Pont-Aven	0,4%	0,3%
Pont-Croix	0,1%	0,1%
Pont-l'Abbé	0,4%	0,3%
Quimper (3 cantons)	1,1%	1,6%
Quimperlé	0,3%	0,3%
Rosporden	0,5%	0,3%
Saint-Pol-de-Léon	0,5%	0,4%
Saint-Renan	0,3%	0,3%
Saint-Thégonnec	0,7%	0,7%
Scaër	0,3%	0,3%
Sizun	0,3%	0,2%
Taulé	1,0%	0,8%
<i>Moyenne département</i>	<i>0,8%</i>	<i>0,9%</i>

RAPPEL DES PUBLICATIONS PRECEDENTES

Cahier n°1 (janvier 1988) & *Cahier n°2* (mars 1988)

L'élection présidentielle de 1988 - données de base & journée d'étude.

Cahier n°3 (novembre 1988)

Approche politique de la grève en France 1966-1988.

Cahier n°4 (juin 1989) *

Crise et radicalisation politique - années 30/années 80.

Cahier n°5 (novembre 1989) *

Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe.

Numéro spécial (septembre 1990)*

L'électeur français en questions - tableaux de résultats.

Cahier n°6 (février 1991)

Le vote écologiste : évolutions et structures.

Numéro spécial (novembre 1991 remplacé par numéro d'octobre 95)

Les électorats sous la Ve république - données d'enquête.

Cahier n°7 (mars 1992)

Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux.

Cahier n°8 (décembre 1992) *

Changement social, changement politique à Aulnay-sous-bois.

Pré-actes du colloque tomes 1,2 et bibliographie (mars 1993)

L'engagement politique : déclin ou mutation.

Cahier n°9 (juin 1993)

Le modèle français de production de la loi. Première contribution à une recherche sur la régulation politique de la famille.

Cahier n°10 (juin 1994)

Les associations dans la société française : un état des lieux.

Cahier n°11 (décembre 1994)

Matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994 : les syndicats européens et les élections européennes.

Cahier n°12 (février 1995)

Attitudes politiques des agriculteurs. Analyses & commentaires.

Cahier n°13 (septembre 1995)

Les collectifs anti-front national.

Cahier n°14 (décembre 1995)

L'espace politique en milieu rural. " Les maires des communes de moins de 10 000 habitants ".

Cahier n°15 (juin 1996)

La famille dans la construction de l'Europe politique.

Actes du colloque. L'Europe des familles, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995.

Cahier n°16 (mai 1997)**

La république aujourd'hui : mythe ou processus ?

Cahier n°17 (juin 1997)**

Les énarques en cabinets : 1984 - 1996.

Cahier n°18 (novembre 1997)**

La citoyenneté - le libéralisme - la démocratie.

Cahier n°19 (mai 1998)**

Le dialogue national pour l'Europe - « Un débat européen à l'épreuve des réalités locales ».

Cahier n°20 (août 1998)**

Le Racisme – le Multiculturalisme.

Cahier n°21 (janvier 1999)**

Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : Une évolution inévitable ? Irréversible ?

Le Front national en Bretagne occidentale

Cahier n°22 (janvier 1999)**

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation.

Cahier n°23 (mai 1999)**

Les Adhérents Socialistes en 1998

Cahier n°24 (mai 1999)**

Les Attitudes Politiques des Fonctionnaires – vingt ans d'évolution.

* Ces cahiers sont épuisés

** Vous pouvez télécharger ces cahiers gratuitement sur notre site internet
<http://www.msh-paris.fr/centre/cevipof>

